

# RAPPORT n° 6

JUIN 2020 (MISE À JOUR EN SEPTEMBRE 2020)

Observatoire de la politique de défense américaine

## L'évolution de la stratégie et de la posture militaire en zone Indo-Pacifique

PHILIPPE GROS - NICOLE VILBOUX

FONDATION  
*pour la* RECHERCHE  
STRATÉGIQUE

Marché n° 2018 1050 118 198  
EJ court 180 005 17 10  
notifié le 18 octobre 2018  
réunion de lancement :  
14 novembre 2018

avec le soutien de la



---

***Avertissement***

Les propos exprimés dans ce rapport n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en aucune manière une position officielle de la Fondation pour la Recherche Stratégique ou du ministère des Armées.

---

## SOMMAIRE

LISTE DES ABRÉVIATIONS .....	1
INTRODUCTION .....	2
<b>PARTIE 1 – LES ENJEUX RÉGIONAUX, VUS DE WASHINGTON ET DE PARIS .....</b>	<b>4</b>
<b>1. DES INTÉRÊTS ET OBJECTIFS AMÉRICAINS PROCHES DE CEUX DE LA FRANCE .....</b>	<b>5</b>
<b>2. DES PERCEPTIONS DIFFÉRENTES DES ENJEUX DE SÉCURITÉ .....</b>	<b>7</b>
<b>2.1. Une vision américaine focalisée sur la montée en puissance chinoise .....</b>	<b>7</b>
2.1.1. La disparition de la menace nord-coréenne .....	8
2.1.2. La Chine est plus que jamais le problème prioritaire .....	10
<b>2.2. Une perception française plus diversifiée .....</b>	<b>16</b>
<b>PARTIE 2 – LES AXES DE LA STRATÉGIE DE SÉCURITÉ RÉGIONALE.....</b>	<b>18</b>
<b>1. UNE STRATÉGIE FOCALISÉE SUR LA COMPÉTITION AVEC LA CHINE .....</b>	<b>18</b>
<b>2. UN EFFORT D’ENGAGEMENT ÉCONOMIQUE .....</b>	<b>20</b>
<b>3. UNE STRATÉGIE DE DÉFENSE FONDÉE SUR LA COOPÉRATION RÉGIONALE.....</b>	<b>23</b>
<b>3.1. L’assistance militaire aux pays partenaires .....</b>	<b>24</b>
<b>3.2. L’indispensable contribution des alliés à la sécurité commune.....</b>	<b>26</b>
3.2.1. La Corée du Sud.....	27
3.2.2. Le Japon.....	30
3.2.3. L’Australie.....	31
<b>3.3. Consolidation et extension des “partenariats stratégiques” .....</b>	<b>32</b>
3.3.1. La confirmation de l’engagement auprès de Taiwan .....	32
3.3.2. Les progrès limités du partenariat avec l’Inde .....	33
3.3.3. Des relations compliquées avec les pays de l’ASEAN .....	34
3.3.4. Un intérêt accru pour les îles du Pacifique sud .....	36
<b>3.4. L’organisation d’un réseau de relations multilatérales .....</b>	<b>37</b>
<b>PARTIE 3 - LE RENFORCEMENT DE LA POSTURE MILITAIRE.....</b>	<b>39</b>
<b>1. RAPPEL SUR LES FORCES DÉPLOYÉES DANS LA ZONE USINDOPACOM .....</b>	<b>39</b>
<b>2. LA POSTURE DE DÉPLOIEMENT A PEU ÉVOLUÉ DEPUIS 2016 .....</b>	<b>40</b>
<b>2.1. État de la posture de déploiement en 2016.....</b>	<b>40</b>

<b>2.2.</b>	<b>État de la posture de déploiement en 2020.....</b>	<b>41</b>
2.2.1.	Les changements notables de dispositifs depuis 2016 : des chantiers de réarticulation non pas encore achevés.....	41
2.2.2.	Les modalités de déploiement .....	44
A.	Les FONOP .....	44
B.	Des déploiements plus dynamiques .....	45
2.2.1.	Une priorité relative accordée à la modernisation .....	45
A.	La modernisation des forces américaines.....	45
B.	Les intégrations opérationnelles avec les alliés comme facteur d'accroissement des capacités .....	46
<b>3.</b>	<b>UNE NOUVELLE PHASE DE TRANSFORMATION DE LA POSTURE ET DES CAPACITÉS DE L'USINDOPACOM .....</b>	<b>48</b>
<b>3.1.</b>	<b>Rappel sur l'érosion des capacités américaines face à la Chine.....</b>	<b>48</b>
<b>3.2.</b>	<b>Quelle « Deterrence by Denial » ? Le débat sur la stratégie opérationnelle offensive vs. défensive .....</b>	<b>50</b>
<b>3.3.</b>	<b>Le choix de l'administration : une posture de « Deterrence by Denial », offensive et résiliente.....</b>	<b>53</b>
3.3.1.	USINDOPACOM, commandement influent dans la conception des opérations multidomaines, paradigme des armées américaines.....	53
3.3.2.	Regain the Advantage .....	55
A.	Une létalité accrue de la Force .....	55
B.	La résilience de la posture de déploiement.....	56
C.	Le renforcement des réseaux d'alliance et des partenariats .....	58
D.	Les exercices, les entraînements et l'innovation .....	59
E.	La logistique et la coopération de sécurité.....	59
<b>3.4.</b>	<b>La stratégie de Maritime Pressure du CSBA : illustration probable de l'approche opérationnelle américaine.....</b>	<b>61</b>
<b>3.5.</b>	<b>La réponse budgétaire du Congrès : l'Indo-Pacific Deterrence/Reassurance Initiative.....</b>	<b>63</b>
<b>4.</b>	<b>CONCLUSIONS.....</b>	<b>64</b>
<b>ANNEXE 1</b>	<b>PRÉSENCE FRANÇAISE DANS LA ZONE INDOPACIFIQUE.....</b>	<b>67</b>

## Liste des abréviations

A2/AD	<i>Anti-Access / Area Denial</i>	JSDF	<i>Japan Self Defense Force</i>
ADF	<i>Australian Defence Forces</i>	MAE	Ministère des Affaires Etrangères
ASB	<i>Air-Sea Battle</i>	MDO	<i>Multi-Domain Operations</i>
ASEAN	<i>Association of Southeast Asian Nations</i>	MPE	<i>Mission Partner Environment</i>
ASM	<i>Anti-sous-marin</i>	MPRF	<i>Maritime Reconnaissance Patrol Force</i>
BJOCC	<i>Bilateral Joint Operations Coordination Center</i>	NDA	<i>National Defense Authorization Act</i>
BRI	<i>Belt and Road Initiative</i>	NDS	<i>National Defense Strategy</i>
CFC	<i>Combined Forces Command</i>	NIFC-CA	<i>Naval Integrated Fire Control – Counter Air</i>
CONUS	<i>Continental United States</i>	NSS	<i>National Security Strategy</i>
CSBA	<i>Center for Strategic and Budgetary Assessment</i>	OPCON	<i>Operational Control</i>
CSG	<i>Carrier Strike Group</i>	PACAF	<i>Pacific Air Forces</i>
CSIS	<i>Center for Strategic and International Studies</i>	PATMAR	Patrouille maritime
DMO	<i>Distributed Maritime Operations</i>	PDI	<i>Indo-Pacific Deterrence Initiative</i>
DoD	<i>Department of Defense</i>	PMTEC	<i>Pacific Multi-Domain Training and Experimentation Capability</i>
DoS	<i>Department of State</i>	RTA	<i>Regain the Advantage</i>
EABO	<i>Expeditionary Advanced Base Operations</i>	SMA	<i>Special Measures Agreement</i>
EAC	<i>Enhanced Air Cooperation</i>	USAFRICOM	<i>United States African Command</i>
FMS	<i>Foreign Military Sales</i>	USARPAC	<i>U.S. Army Pacific</i>
FONOP	<i>Freedom of Navigation Operation</i>	USCENTCOM	<i>United States Central Command</i>
HDR-H	<i>Homeland Defense Radar-Hawaii</i>	USEUCOM	<i>United States European Command</i>
HDS-G	<i>Homeland Defense System-Guam</i>	USFK	<i>United States Forces Korea</i>
IA	Intelligence artificielle	USINDOPACOM	<i>United States Indo-Pacific Command</i>
IRBM	<i>intermediate-range ballistic missile</i>	USNORTHCOM	<i>United States Northern Command</i>
JADC2	<i>Joint All-Domain Command and Control</i>	USSOCOM	<i>United States Special Operations Command</i>
JMSDF	<i>Japan Maritime Self-Defense Force</i>		

## Introduction

La zone Asie-Pacifique, devenue Indo-Pacifique en 2017, est affichée comme une priorité de la politique de sécurité américaine depuis le début de la décennie 2010. La réaffirmation de l'importance économique et stratégique de cette région historiquement centrale pour le développement de la puissance des Etats-Unis, devait se traduire par un rééquilibrage (« *rebalancing* ») de l'attention diplomatique et militaire. Sa mise en œuvre restait toutefois inachevée à la fin de la présidence Obama, en grande partie du fait de la difficulté à « sortir » des engagements au Moyen-Orient. L'objectif a été repris par l'Administration Trump et demeure l'un des rares axes stables de sa politique de sécurité. Même si cela ne s'est pas immédiatement traduit par l'application d'une stratégie claire pour répondre aux enjeux régionaux, l'évolution des relations avec la Chine amène aujourd'hui à un véritable recentrage des pré-occupations, et plus spécialement des activités de défense, sur la région Indo-Pacifique.

L'objet du présent rapport est d'examiner ces développements dans le prolongement de l'étude effectuée fin 2017<sup>1</sup>, pour apprécier les évolutions réalisées concernant l'organisation d'une stratégie globale et surtout l'adaptation continue du dispositif et des capacités militaires.

L'approche de l'Administration Trump sera aussi analysée au regard de celle de la France, qui accorde également une importance particulière à la zone. De même que les Etats-Unis s'affirment comme « puissance du Pacifique » depuis la fin du XIXe siècle, la France souligne en effet qu'elle est « une puissance souveraine de l'Indopacifique », possédant dans la zone « sept régions, départements et collectivités d'outre-mer (DROM-COM) abritant 1,6 millions de citoyens »<sup>2</sup>. A cet égard, il faut signaler que la conception française de la zone « Asie-Océanie » ou « Indopacifique », est bien plus large que celle de Washington : même si elle couvre aussi les deux océans, la stratégie des Etats-Unis n'inclut pas les enjeux du Moyen-Orient ou des côtes orientales de l'Afrique dans une vision qui reste centrée sur le Pacifique.

La place de l'Océan Indien dans la stratégie des Etats-Unis est assez paradoxale : elle est désormais mise en avant, avec le remplacement de « l'Asie-Pacifique » par la zone « Indo-Pacifique »<sup>3</sup>. Mais cela ne doit pas cacher que l'Océan Indien ne constitue pas en soi un espace d'intérêt majeur. Du point de vue bureaucratique, il est rattaché pour le Département d'Etat à cinq régions différentes : « l'Afrique », le « Moyen-Orient », « l'Asie centrale », « l'Asie du Sud » (*South Asia*) et le Sud-Est asiatique. Au sein du DoD, l'Océan Indien est partagé entre trois théâtres présentant des problèmes de sécurité différents :

- ➔ USCENTCOM, où la priorité est la guerre contre le terrorisme et le « *containment* » des ambitions régionales de l'Iran ;

<sup>1</sup> Nicole Vilboux, *Evolutions de la stratégie américaine en Asie Indo-Pacifique*, Rapport n°11, Observatoire de la politique de défense américaine, FRS, Décembre 2017.

<sup>2</sup> *La stratégie de défense française en Indopacifique*, Paris, 2019, p. 7.

<sup>3</sup> Le changement de vocabulaire est officialisé au niveau politique par l'Administration Trump, avec la présentation de la stratégie Indo-Pacifique en novembre 2017. En juin 2018, le PACOM est rebaptisé INDO-PACOM.

- ➔ USAFRICOM, où il s'agit de lutter contre le terrorisme, la piraterie et le transit de matériels ou d'individus dangereux ;
- ➔ Et USINDOPACOM, où il constitue une extension du théâtre central sur lequel se joue l'équilibre de puissances.

## Partie 1 – Les enjeux régionaux, vus de Washington et de Paris

Plus encore que sous la présidence Obama, l'Administration Trump aime à souligner que la sécurité dans la région Indo-Pacifique est en tête de ses priorités. Première zone d'intérêt citée dans la *National Security Strategy* (NSS) de 2017, elle est le théâtre principal retenu par la *National Defense Strategy* (NDS) de 2018. Cela conduit le Pentagone à présenter un premier rapport consacré à la stratégie Indo-Pacifique en juin 2019<sup>4</sup>, quelques mois avant que le *Department of State* (DoS) publie à son tour un document<sup>5</sup> précisant « la vision » de la politique régionale initialement formulée en novembre 2017 par le Président.

Sur le plan diplomatique, l'intérêt des Etats-Unis s'est manifesté par 6 voyages présidentiels depuis 2017<sup>6</sup>, et de multiples rencontres avec des dirigeants régionaux, dont les plus marquantes avec le leader nord-coréen Kim Jung Un, mais aussi à 5 reprises avec Xi Jinping<sup>7</sup>.

<b>Déplacements officiels dans la région</b>	
<b>DoS</b>	
Rex Tillerson	15 – 19 mars 2017 : au Japon, en Corée du Sud et en Chine 5 – 7 juin 2017 : en Australie et en Nouvelle Zélande 5 – 9 août 2017 : aux Philippines (rencontre Etats-Unis ASEAN), en Thaïlande et en Malaisie 30 septembre – 1 octobre 2017 en Chine 25 octobre 2017 en Inde 5 – 15 novembre 2017, avec le Président Trump : au Japon, en Corée du Sud, en Chine, au Vietnam, aux Philippines et en Birmanie
Mike Pompeo	8 et 9 mai 2018 : au Japon et en Corée du Nord Juin 2018 : à Singapour, en Corée du Sud et en Chine Juillet 2018 : en Corée du Nord, au Japon et au Vietnam Septembre 2018 en Inde 6 – 8 octobre 2018 : au Japon, en Corée du Nord, en Corée du Sud et en Chine

<sup>4</sup> *Indo-Pacific Strategy Report. Preparedness, Partnerships, and Promoting a Networked Region*, Washington (D.C.), US Department of Defense, June 2019. Il s'agit du premier document de stratégie régionale depuis les années 1990, mais deux rapports avaient été produits sous la présidence Bush et deux sous la présidence Clinton.

<sup>5</sup> *A Free and Open Indo-Pacific. Advancing a Shared Vision*, Washington (D.C.), US Department of State, November 2019.

<sup>6</sup> 3 voyages au Japon ; 2 voyages en Corée du Sud et au Vietnam ; 1 en Chine et en Inde.

<sup>7</sup> 1 visite aux Etats-Unis ; 1 visite en Chine ; 3 rencontres dans le cadre des Sommets du G20

	24 février – 1 mars 2019 : au Vietnam et aux Philippines
	31 juillet – 5 août 2019 : en Thaïlande ( <i>ASEAN Regional Forum</i> ) ; en Australie et dans la Fédération de Micronésie
<b>DoD</b>	
James Mattis	Février 2017 : en Corée du Sud et au Japon
	Juin 2017 : à Singapour et en Australie
	Octobre 2017 : aux Philippines, en Thaïlande et en Corée du Sud
	Juin 2018 : en Indonésie et au Vietnam
Patrick Shanahan	Mai 2019 : en Indonésie, à Singapour, en Corée du Sud et au Japon
Mark Esper	Aout 2019 : en Australie, au Japon, en Mongolie et en Corée du Sud
	Novembre 2019 : en Corée du Sud, en Thaïlande ( <i>ASEAN Defense Ministers' Meeting Plus</i> ), aux Philippines et au Vietnam

L'attention de l'Administration est largement soutenue par le Congrès, qui trouve dans l'importance de la région l'un des derniers sujets de consensus bipartisan, lui-même alimenté par les multiples analyses des centres de réflexion appelant à mettre enfin en œuvre le rééquilibrage annoncé en 2012. Même s'il existe des divergences dans la perception de la situation, l'affirmation de la puissance chinoise est sans équivoque le facteur principal de préoccupation de la communauté stratégique, qui y voit une menace croissante pour les intérêts américains, dans la zone et au-delà.

## 1. Des intérêts et objectifs américains proches de ceux de la France

L'Asie-Pacifique fut l'une des premières régions de déploiement d'une stratégie de sécurité américaine et, bien que son importance ait été historiquement très fluctuante, les objectifs qu'y poursuivent les États-Unis sont remarquablement constants. La NSS de 2017 inscrit d'ailleurs son attachement à une zone « *Indo-Pacifique libre et ouverte* » dans la lignée d'intérêts qui « *remontent aux premiers jours de [la] république* »<sup>8</sup>. On peut les résumer en trois points<sup>9</sup> :

- ➔ Empêcher toute domination d'une puissance susceptible d'entraver l'accès américain au continent asiatique, en instaurant « *un ordre régional inamicale* »<sup>10</sup> ;
- ➔ Disposer de la liberté d'utilisation des voies de communications maritimes ;
- ➔ L'ensemble visant à assurer l'ouverture de la région au commerce transpacifique, indispensable à la prospérité des États-Unis.

<sup>8</sup> *National Security Strategy of the United States of America*, The White House, December 2017, p. 46.

<sup>9</sup> Voir Nicole Vilboux, *Evolutions de la stratégie américaine en Asie Indo-Pacifique*, op. cit., p. 9.

<sup>10</sup> Lindsey Ford, "The Trump Administration and the 'Free and Open Indo-Pacific'", Brookings, May 2020, p. 3.

La préservation de ces intérêts a toujours reposé sur le maintien de l'équilibre géostratégique, auquel s'est ajoutée, à partir de la Guerre froide, la défense (ou la promotion) du système de valeurs libéral. Cette dimension est mise en avant dans le discours de l'Administration Trump, qui associe la vision d'une région Indo-Pacifique « libre et ouverte » (« *free and open* ») au respect d'un certain nombre de principes :

- ➔ « *Des relations commerciales libres, équitables et réciproques, un environnement favorable aux investissements* », mais aussi « la liberté des mers », selon le président Trump en novembre 2017 ;
- ➔ « *Le respect du droit, l'ouverture, la transparence, la bonne gouvernance, le respect de la souveraineté de chaque nation* », selon le Secrétaire d'État Mike Pompeo, en aout 2019 à Bangkok.

Ces formulations reflètent l'importance accordée par l'Administration à deux éléments :

- ➔ D'une part l'économie, avec à la fois une attention particulière portée au rééquilibrage des échanges commerciaux transpacifiques, actuellement perçus comme défavorables aux Etats-Unis ; et la volonté de préserver un système ouvert et « transparent », où les relations économiques échappent à la corruption et à la coercition ;
- ➔ D'autre part, l'insistance sur la préservation de la « souveraineté », qui est à la fois un thème central de la « doctrine *America First* » et une condamnation des politiques d'influence ou de domination régionale, qu'elles s'exercent dans le domaine économique ou du droit maritime.

Les préoccupations américaines sont largement similaires à celles exprimées par la France en 2018, dans un Livre blanc du Ministère des Affaires étrangères<sup>11</sup>. Le document rappelle « *l'attachement [de Paris] à un ordre international fondé sur les règles et le droit, sur la libre circulation et le libre-échange* ». L'ambition majeure affichée consiste donc à « *promouvoir en Asie-Océanie un ordre multipolaire stable fondé sur le droit* », ce qui correspond dans les faits aux objectifs américains, même si la notion de multipolarité est évitée outre-Atlantique.

Le discours prononcé par le Président de la République en Australie, à Garden Island, en 2018, fixe plus précisément quatre directions pour l'action de la France en Indopacifique :

- 1) la résolution des différends par le dialogue ;
- 2) la contribution à la sureté et la sécurité de la région ;
- 3) l'appui au renforcement de la souveraineté des États ;
- 4) la lutte contre le changement climatique.

Elles sont remarquablement proches des quatre principes sur lesquels se fonde la stratégie globale américaine<sup>12</sup> :

---

<sup>11</sup> *Stratégie française en Asie-Océanie à l'horizon 2030. Vers un espace asiatique indopacifique inclusif*, Livre Blanc, Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, Paris, 2018.

<sup>12</sup> *A Free and Open Indo-Pacific. Advancing a Shared Vision*, op. cit., p. 6.

- 1) le respect de la souveraineté et de l'indépendance de chaque nation ;
- 2) le règlement pacifique des différends ;
- 3) des relations commerciales libres, justes, réciproques, fondées que des accords transparents et la connexion de la région ;
- 4) le respect du droit international, y compris la liberté de navigation et de survol.

Le document d'orientation du DoD souligne d'ailleurs la convergence entre la vision de l'ordre régional des Etats-Unis et celle de leurs principaux alliés, dont la France<sup>13</sup>. Seule la dimension économique est notablement plus prononcée dans l'approche américaine, reflétant la place du commerce transpacifique dans les échanges des Etats-Unis (plus de 2 Mds \$ par an), mais aussi la conviction que la « *sécurité économique relève de la sécurité nationale* »<sup>14</sup>. Si, dans ce domaine, les défis posés aux intérêts américains proviennent de différents pays, dont des partenaires majeurs, la préservation de « l'ordre régional » est surtout menacée par le comportement des puissances « révisionnistes ». Il s'agit de l'objet essentiel de la stratégie de l'Administration Trump, alors que celle de la France entend répondre à des enjeux plus variés.

## 2. Des perceptions différentes des enjeux de sécurité

### 2.1. Une vision américaine focalisée sur la montée en puissance chinoise

Lorsque le rééquilibrage de la politique de sécurité vers l'Asie-Pacifique fut initié en 2011, il s'agissait principalement de réaffirmer la place des Etats-Unis dans une région dynamique, d'où ils s'étaient relativement désengagés depuis une dizaine d'années. Mais le contexte stratégique apparaissait alors moins dangereux que prometteur. La situation a changé progressivement et à la fin de la présidence Obama, deux problèmes s'imposaient : d'abord la menace nucléaire nord-coréenne et en arrière-plan, les ambitions de plus en plus affirmées de la Chine.

La vision de l'environnement s'est complètement modifiée sous la présidence Trump, puisque la NSS de 2017 fait de la région Indo-Pacifique un théâtre majeur de la « *compétition géopolitique* » entre deux visions du monde : pour la première fois depuis la fin de la Guerre froide, les Etats-Unis y sont confrontés à un rival capable de menacer leurs intérêts vitaux<sup>15</sup>. Ce problème apparaît logiquement en tête des quatre types de problèmes de sécurité recensés par le DoD dans sa stratégie de juin 2019 :

- Les ambitions « révisionnistes » de la Chine ;
- La résurgence des activités « *malveillantes* » de la Russie, qui cherche à réaffirmer sa présence diplomatique et militaire dans la région ;

---

<sup>13</sup> *Indo-Pacific Strategy Report. Preparedness, Partnerships, and Promoting a Networked Region*, Washington (D.C.), US Department of Defense, June 2019, p. 5.

<sup>14</sup> « *economic security is national security* ». Ibid., p. 4.

<sup>15</sup> Lindsey Ford, « The Trump Administration and the 'Free and Open Indo-Pacific' », op. cit., p. 3.

- ➔ L'attitude de la Corée du nord, qui reste un problème de sécurité aussi longtemps que l'on n'est pas parvenu à une « *dénucléarisation complète et vérifiable* » ;
- ➔ Et la persistance des risques transnationaux, allant du terrorisme à la piraterie en passant par les catastrophes naturelles.

Si ces derniers enjeux sont mentionnés, ils suscitent en fait peu d'attention au regard du défi majeur. L'importance accordée à la Chine est d'autant plus compréhensible que dans tous les « *points de conflit potentiel* [potential flashpoints] *dans la région Indo-Pacifique - le détroit de Taiwan, la mer de Chine méridionale, les îles Senkaku, ou la péninsule coréenne -* », les États-Unis pourraient se trouver confrontés à la Chine<sup>16</sup>. Cependant, il est remarquable de constater que la question nord-coréenne n'est plus considérée comme une menace de premier ordre.

### **2.1.1. La disparition de la menace nord-coréenne**

Après les échanges de menaces et la crise de la fin de l'année 2017, la Maison blanche a tenté une approche radicalement nouvelle en engageant un dialogue direct au plus haut niveau, concrétisé par un premier Sommet Trump – Kim en juin 2018 à Singapour, puis une seconde rencontre à Hanoï en février 2019. Finalement, en juin 2019 à la suite du Sommet du G-20 à Osaka, le président Trump a traversé la Zone démilitarisée pour une brève rencontre avec le dirigeant nord-coréen. Ces gestes spectaculaires se sont accompagnés d'un assouplissement des positions américaines, destiné à encourager le régime à négocier sérieusement le démantèlement de son programme nucléaire, ce qui demeure l'objectif de Washington.

- ➔ Dans la déclaration publiée à l'issue de la rencontre de Singapour, les États-Unis envisageaient d'offrir des garanties de sécurité que le Secrétaire d'Etat, Mike Pompeo, qualifiait d'« *uniques* » : il s'agissait de donner à la Corée du Nord « *une assurance suffisante* [sufficient certainty] *qu'ils puissent être sûrs que la dénucléarisation ne se terminerait pas mal pour eux* »<sup>17</sup>. Cette proposition est demeurée à l'ordre du jour des négociations jusqu'à l'automne 2019<sup>18</sup>.
- ➔ Lors du Sommet de Singapour, le président Trump avait annoncé qu'il suspendrait certains exercices militaires, coûteux et « *provoquants* », menés par les forces américaines et sud-coréennes, en réponse à l'engagement de Kim Jong Un à ne plus procéder à des essais nucléaires et balistiques. Depuis lors, Washington a interrompu plus d'une dizaine d'exercices et de sessions d'entraînement conjoints, dont des activités majeures (voir 2<sup>e</sup> partie).

---

<sup>16</sup> Opening Statement of Chad Sbragia, Deputy Assistant Secretary of Defense for China, U.S. Department of Defense, *Hearing on China's Military Power Projection and U.S. National Interests*, U.S.-China Economic and Security Review Commission, February 20, 2020.

<sup>17</sup> « US to Offer North Korea 'Unique' Security Guarantees for Denuclearization: Pompeo », *Channel News Asia*, June 11, 2018. <https://www.channelnewsasia.com/news/world/us-north-korea-unique-security-guarantees-de-nuclearisation10420266>.

<sup>18</sup> « US Official Emphasizes Security Guarantees in Exchange for N. Korean Nukes », KBS World Radio, October 17, 2019. [https://world.kbs.co.kr/service/news\\_view.htm?lang=e&Seq\\_Code=148731](https://world.kbs.co.kr/service/news_view.htm?lang=e&Seq_Code=148731)

- ➔ Loin de poursuivre l'application d'une politique de « pression maximale », l'Administration a limité l'imposition des sanctions, qui sont en outre régulièrement et massivement contournées par la Chine et la Russie<sup>19</sup>.

En retour, note ironiquement un expert, Kim Jong-un avait proposé en février 2019 de « fermer le complexe nucléaire de Yongbyon, tout comme son père et son grand-père l'avait fait pendant des décennies »<sup>20</sup>. L'Administration avait jugé cette offre insuffisante mais comptait sur l'ouverture de négociations pour obtenir des engagements plus solides. Or, les pourparlers entamés en octobre 2019 à Stockholm ont été aussitôt rompus par la Corée du Nord et n'ont pas repris depuis. L'approche inédite de la présidence Trump n'a donc pas produit de résultats plus concluants que celles de ses prédécesseurs et les « déclarations euphoriques » de l'été 2018 semblent avoir été « prématurées »<sup>21</sup>.

Pourtant, l'Administration se félicite encore d'être « parvenue à éviter un conflit avec la Corée du Nord », grâce à « une excellente diplomatie personnelle » entre le Président et Kim Jong Un<sup>22</sup>. Le discours officiel semble désormais ignorer la persistance de la menace :

- ➔ La question nord-coréenne n'apparaît pas dans les sujets évoqués depuis fin 2019 par les responsables du Bureau de l'Arms Control du DoS<sup>23</sup> ;
- ➔ Dans une allocution consacrée fin 2019 au problème de prolifération posé par les « Etats insatisfaits », l'Assistant Secretary of State ne mentionne pas la Corée du Nord alors qu'il s'étend sur les menaces chinoise, russe et iranienne<sup>24</sup>.

Dans d'autres cas, l'Administration préfère minimiser les activités problématiques, comme lors de la reprise des essais balistiques en mai 2019 : Mike Pompeo explique que cela ne contrevient pas au moratoire adopté en avril 2018, qui était « très focalisé sur les systèmes intercontinentaux, ceux qui menacent clairement les Etats-Unis »<sup>25</sup>. Le Président confirme que les tirs effectués ne sont « pas un problème » puisqu'il s'agit de missiles à courte portée. Donald Trump balaie également les inquiétudes provoquées par les déclarations du leader nord-coréen fin décembre, affichant son intention de développer de nouvelles « armes stratégiques » et de renoncer au moratoire sur les essais nucléaires et de longue portée. Il continue à adresser des messages d'anniversaire ou de sympathie, notamment en mars lors de la pandémie

---

<sup>19</sup> Sue Mi Terry, Testimony on « North Korea Policy One Year After Hanoi », Senate Committee on Foreign Relations, February 25, 2020, p. 4. [https://www.foreign.senate.gov/imo/media/doc/022520\\_Terry\\_Testimony.pdf](https://www.foreign.senate.gov/imo/media/doc/022520_Terry_Testimony.pdf)

<sup>20</sup> Bruce Klingner, « Stalled Denuclearization Talks: Waiting for the Phone to Ring or the Other Shoe to Drop », Testimony before the Senate Committee on Foreign Relations, February 25, 2020, p. 1. [https://www.foreign.senate.gov/imo/media/doc/022520\\_Klingner\\_Testimony.pdf](https://www.foreign.senate.gov/imo/media/doc/022520_Klingner_Testimony.pdf)

<sup>21</sup> Ibid., p. 1.

<sup>22</sup> Propos du Conseiller à la sécurité nationale, Robert O'Brien, cités in Ankit Panda, « Missing the Signs on North Korea », *The Diplomat*, May 26, 2020. <https://thediplomat.com/2020/05/missing-the-signs-on-north-korea/>

<sup>23</sup> A l'inverse, la question iranienne revient régulièrement dans les discours et documents mis en ligne sur la page du *Bureau of International Security and Nonproliferation* : <https://www.state.gov/bureaus-archive/bureau-of-international-security-and-nonproliferation/>

<sup>24</sup> Christopher Ashley Ford, « Ideological "Grievance States" and Nonproliferation: China, Russia, and Iran », Arms Control Conference and Experts Forum, Institute for National Security Studies, Tel Aviv, Israel, November 11, 2019. <https://www.state.gov/ideological-grievance-states-and-nonproliferation-china-russia-and-iran/>

<sup>25</sup> Cité in Alex Ward, « Why North Korea has launched 2 missile tests in less than a week », *Vox*, May 9, 2019. <https://www.vox.com/world/2019/5/9/18538128/north-korea-missile-test-trump>

de COVID-19, et n'hésite pas à exprimer « *sa joie* » de constater que Kim Jong Un est « *de retour et en bonne santé* »<sup>26</sup> début mai, après plusieurs semaines de disparition en avril.

Pour certains analystes, ce comportement s'explique largement par une logique électoraliste, car la Maison blanche n'a aucun intérêt à admettre les limites de sa politique, ni à en faire un thème de débat d'ici novembre<sup>27</sup>. Elle préfère entretenir une vision « *idéalisée des chances de parvenir à un accord nucléaire* », quand bien même il existe un « *fossé considérable* » entre ce discours et « *la situation stratégique inchangée dans la péninsule* »<sup>28</sup>. Le Pentagone reconnaît d'ailleurs début 2020, avec un certain sens de l'euphémisme, que « *la Corée du Nord reste un problème de sécurité* », soulignant qu'elle représente une menace « *crédible* » pour le territoire américain comme pour les alliés régionaux<sup>29</sup>. La défense de la Corée du Sud demeure donc une mission majeure, mais l'entretien d'une posture de forces adéquate permet surtout aux États-Unis de « *négocier en position de force* » la poursuite de la dénucléarisation complète de la Corée du Nord. Le sentiment d'urgence ou de gravité de la menace, encore présent en 2018, ne ressort plus dans les déclarations du DoD, y compris celles du commandant de l'USINDOPACOM qui ne mentionne la péninsule dans aucune de ses présentations de 2020 sur les enjeux et la stratégie du théâtre. En fait, la Chine occupe désormais toute l'attention.

### **2.1.2. La Chine est plus que jamais le problème prioritaire**

Si l'affirmation de la puissance chinoise est déjà considérée comme un enjeu de sécurité majeur depuis une dizaine d'années, la communauté stratégique américaine estime désormais que ce n'est plus « *un problème pour l'avenir* », mais qu'il se pose « *ici et maintenant* »<sup>30</sup>. De ce fait, les auteurs d'un rapport préparé fin 2019 par le CNAS pour le Congrès, estiment que la réponse au « *défi chinois devrait être le principe organisateur de la politique extérieure américaine et pas seulement l'une des priorités urgentes dans le monde* ».

Il serait certes abusif d'affirmer que le débat sur l'interprétation des ambitions chinoises et des risques qu'elles représentent, a totalement disparu. Il existe toujours des voix dissonantes, proposant des analyses nuancées de l'impact de la politique chinoise sur les intérêts américains<sup>31</sup>. Sans surprise, on les trouve plutôt dans les centres de recherche de tendance internationaliste-libérale, comme la Brookings, ou dans les organisations favorables au « *repli* », comme le Cato Institute. Tout en reconnaissant la rivalité croissante, la plupart de ces

---

<sup>26</sup> « *I, for one, am glad to see he is back, and well!* », @realDonaldTrump, Twitter, May 2, 2020.

<sup>27</sup> Sheena Chestnut Greitens, « *Why North Korea-US relations will remain stable unless Kim really needs coronavirus aid* », *Order from Chaos*, Brookings, May 18, 2020. <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2020/05/18/why-north-korea-us-relations-will-remain-stable-unless-kim-really-needs-coronavirus-aid/>

<sup>28</sup> Chung Min Lee, « *Introduction* », in Chung Min Lee, Kathryn Botto (Eds), *Korea Net Assessment 2020: Politicized Security and Unchanging Strategic Realities*, Carnegie Endowment, March 2020. <https://carnegieendowment.org/2020/03/18/korea-net-assessment-2020-politicized-security-and-unchanging-strategic-realities-pub-81230>

<sup>29</sup> John C. Rood, Lt-Gen. David W. Allvin, *Joint Written Testimony on the Korean Peninsula*, House Armed Services Committee, January 28, 2020, p. 1. <https://armedservices.house.gov/cache/files/b/c/bcb505c4-6802-41c9-a669-72b3e346e36a/7D75D294B03D83815A2A94CBF14C2FC2.200128-hasc-dod-testimony-on-korean-peninsula-vfi-nal.pdf>

<sup>30</sup> Ely Ratner et alii, *Rising to the China Challenge. Renewing American Competitiveness in the Indo-Pacific*, Independent Assessment for Congress, CNAS, December 2019, p. 2.

<sup>31</sup> Voir Ali Wyne, « *A New U.S. 'Consensus' on China May Not Be as Solid as It Appears* », *China File*, May, 21, 2020. <https://www.chinafile.com/reporting-opinion/viewpoint/new-us-consensus-china-may-not-be-solid-it-appears>

positions modérées se fondent soit sur la conviction que « *l'Amérique demeure plus puissante, plus riche et plus influente* »<sup>32</sup>, soit sur la reconnaissance des limites et fragilités de la Chine, ce qui aboutit dans les deux cas à relativiser l'importance de la menace. Selon Fareed Zakaria, il ne s'agit pas d'un « *danger mortel* »<sup>33</sup> et pour Doug Bandow, « *il n'y a pas de justification* » à « *la quasi-hystérie qui s'est emparée de Washington* ».

Si le terme est polémique, l'inquiétude à l'égard de la menace chinoise s'est effectivement répandue et intensifiée sous l'Administration Trump, bien que la présidence elle-même n'ait pas toujours un discours très clair sur cette question, comme sur beaucoup d'autres. La NSS de 2017, désigne la Chine comme l'une des « *puissances révisionnistes* » majeures, capable de défier les intérêts et l'influence américaine, mettant en cause la sécurité et la prospérité. Sous l'impulsion du Conseiller à la sécurité nationale McMaster<sup>34</sup> et du responsable des questions asiatiques au *National Security Council*, Matt Pottinger<sup>35</sup>, les relations se définissent dès lors dans une logique de rivalité, notablement accrue par la crise du COVID-19.

Le développement de la pandémie aux États-Unis et les difficultés de l'Administration à l'endiguer ont contribué à durcir le ton de la Maison Blanche vis-à-vis du régime chinois, accusé d'avoir laissé le virus se propager<sup>36</sup>. Donald Trump déclare ainsi le 29 mai que « *le monde est entrain de souffrir du fait de la malfeasance du gouvernement* »<sup>37</sup> de Pékin. L'évènement a favorisé la perception d'un danger chinois dans le domaine sanitaire, lui-même apparaissant soudain comme un enjeu « *crucial pour la sécurité nationale* », selon H.R. McMaster<sup>38</sup>.

Mais la pandémie ajoute seulement un motif supplémentaire de préoccupation pour la communauté stratégique, déjà largement convaincue de la nécessité de répondre aux multiples défis posés par la Chine<sup>39</sup>. En quelques années, le comportement du régime sous la direction de Xi Jinping a en effet « *suscité la méfiance de [alienated] pratiquement tous les acteurs importants de la politique américaine concernés par les relations sino-américaines. Ce faisant, la Chine est devenue l'un des rares points de consensus bipartisan* »<sup>40</sup>. Même dans la période actuelle d'intense division nationale, le Congrès parvient à s'entendre sur des projets

---

<sup>32</sup> Doug Bandow, « Washington and China Both Would Lose in a New Cold War », *US-China Focus*, June 7, 2020. <https://www.cato.org/publications/commentary/washington-china-both-would-lose-new-cold-war>

<sup>33</sup> Fareed Zakaria, « The New China Scare », *Foreign Affairs*, Vol. 99, n°1, January/February 2020. <https://www.foreignaffairs.com/articles/china/2019-12-06/new-china-scare>

<sup>34</sup> Voir l'exposé qu'il donne de sa vision de la Chine : H.R. McMaster, « How China Sees the World », *The Atlantic*, April 25, 2020.

<sup>35</sup> Selon le général McMaster, Pottinger a joué un rôle central dans l'adoption d'une politique de fermeté. David Nakamura, Carol D. Leonnig, Ellen Nakashima, « Matthew Pottinger faced Communist China's intimidation as a reporter. He's now at the White House shaping Trump's hard line policy toward Beijing », *The Washington Post*, April 29, 2020.

<sup>36</sup> Steven Erlanger, « Global Backlash Builds Against China Over Coronavirus », *The New York Times*, May 3, 2020. <https://www.nytimes.com/2020/05/03/world/europe/backlash-china-coronavirus.html>

<sup>37</sup> Remarks by President Trump on Actions Against China, The White House, Washington (D.C.), May 29, 2020. <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-president-trump-actions-china/>

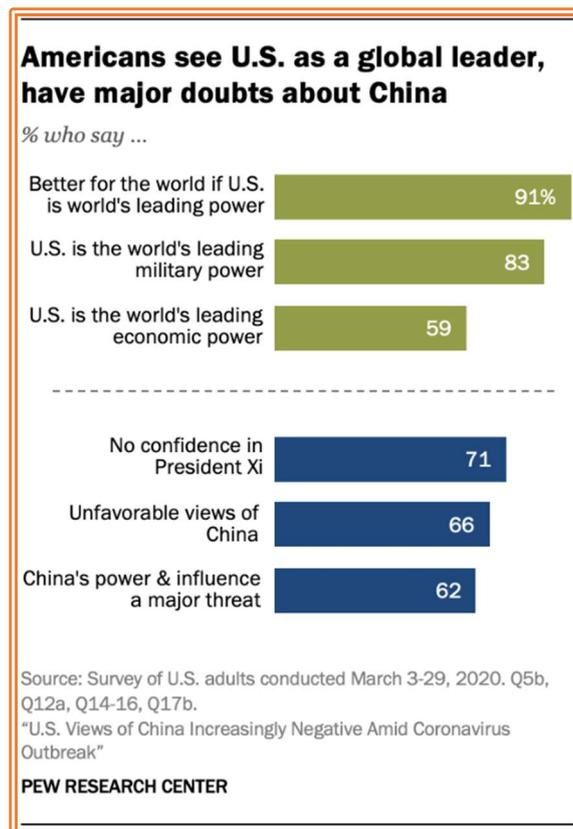
<sup>38</sup> Scott W. Atlas, H.R. McMaster, « Relying on Foreign Drugs Is Dangerous », *The Wall Street Journal*, April 28, 2020. <https://www.wsj.com/articles/relying-on-foreign-drugs-is-dangerous-11588093635>

<sup>39</sup> Voir par exemple : Michael Brown, Eric Chewning, Pavneet Singh, *Preparing the United States for the Superpower Marathon with China*, Global China, Brookings, April 2020. <https://www.brookings.edu/research/preparing-the-united-states-for-the-superpower-marathon-with-china/>

<sup>40</sup> Ryan Hass, *U.S.-China Relations: The Search for a New Equilibrium*, Brookings, September 2019, p. 4.

législatifs mettant en cause la responsabilité chinoise dans la pandémie, mais aussi sanctionnant les violations des Droits humains ou la répression à Hong Kong<sup>41</sup>. Soixante-deux textes relatifs à la Chine ont ainsi été élaborés par des parlementaires républicains et démocrates depuis début février 2020, alors que le nombre de projets étudiés a déjà connu une forte croissance depuis 2017<sup>42</sup>.

L'opinion publique évolue également dans le sens du discours politique. Un sondage du *Pew Research Center* effectué en avril montre que « 66% des personnes avaient une vision négative de la Chine, dont 62% de Démocrates et indépendants de tendance démocrate et 72% de Républicains » et assimilés<sup>43</sup>. 62% des Américains estiment même que la puissance chinoise constitue une « menace majeure » pour les Etats-Unis, contre 48% seulement en 2018.



Le terme « menace » n'est pas utilisé par le responsable de la politique chinoise du Pentagone, qui préfère parler en février du « *plus important défi de sécurité contemporain à long terme pour le Département de la défense et le gouvernement dans son ensemble* »<sup>44</sup>. La particularité du « défi » chinois est effectivement sa nature globale, tant du point de vue

<sup>41</sup> Joe Gould, « Congress may unite on fighting China with \$100B tech industry boost », *Defense News*, May 27, 2020. <https://www.defensenews.com/congress/2020/05/27/congress-may-unite-on-fighting-china-with-100b-tech-industry-boost/>

<sup>42</sup> Ali Wyne, « A New U.S. 'Consensus' on China May Not Be as Solid as It Appears », op. cit.

<sup>43</sup> Kat Devlin, Laura Silver, Christine Huang, « U.S. Views of China Increasingly Negative Amid Coronavirus Outbreak », April 21, 2020. <https://www.pewresearch.org/global/2020/04/21/u-s-views-of-china-increasingly-negative-amid-coronavirus-outbreak/>

<sup>44</sup> Opening Statement of Chad Sbragia, *Hearing on China's Military Power Projection and U.S. National Interests*, op. cit., p. 11.

géopolitique qu'en ce qui concerne les domaines de compétition. La conception la plus traditionnelle et la plus répandue insiste sur la dimension régionale de la menace chinoise, qui peut, dans un second temps, se transformer en une lutte d'influence internationale plus large.

Le rapport du DoD sur la puissance militaire chinoise décrit en 2018 une stratégie visant à « *établir la prééminence régionale et étendre l'influence internationale du pays* »<sup>45</sup>. Un responsable du DoS explique que le Parti communiste poursuit la « *restauration de la primauté régionale que la Chine imagine avoir eu [...] pendant des décennies* », afin d'assurer la légitimité de son pouvoir. C'est le moteur de ses « *ambitions révisionnistes contemporaines* » et plus spécialement de sa volonté de « *supplanter les États-Unis dans la région Indo-Pacifique* », avant de restructurer le système international<sup>46</sup>.

La région Indo-Pacifique est ainsi perçue comme le centre de la compétition et le théâtre majeur sur lequel les États-Unis doivent stopper les efforts de la Chine pour « *modifier l'ordre régional à son avantage* »<sup>47</sup>. Mais certains auteurs envisagent que la Chine ne cherche pas actuellement à évincer l'influence américaine solidement établie dans le Pacifique : elle pourrait privilégier le renforcement de ses positions dans le système international, de manière à affaiblir la capacité des États-Unis à défendre leurs intérêts. La domination de l'Asie-Pacifique serait la conséquence ultime de cette stratégie, plutôt que la première étape<sup>48</sup>. Cette option signifie aussi que la recherche de la suprématie militaire régionale serait moins importante que « *la puissance économique et technologique* » pour « *établir un leadership mondial* ».

La dimension militaire de la rivalité reste certes importante, mais une majorité d'analyses insiste effectivement sur les autres domaines dans lesquels la menace s'accroît, au niveau régional mais aussi mondial.

L'extension déterminée de l'influence chinoise, qui se poursuit ouvertement par une diplomatie désormais plus présente que celle des États-Unis<sup>49</sup>, passe aussi par des modes d'action de « zone grise », allant de la désinformation et la corruption à l'intimidation et la coercition militaire. Ces méthodes sont d'abord utilisées pour affirmer les revendications chinoises en Mer de Chine ou intervenir dans la politique de Hong Kong ou de Taiwan<sup>50</sup>. Elles visent aussi à

---

<sup>45</sup> Office of the Secretary of Defense, *Annual Report to Congress: Military and Security Developments Involving the People's Republic of China*, US Department of Defense, p. i.

<sup>46</sup> Christopher Ashley Ford, « Sino-American Relations and the Challenge of "Military-Civil Fusion" », Arlington, US Foreign Service Institute, February 20, 2020. <https://www.state.gov/sino-american-relations-and-the-challenge-of-military-civil-fusion>

<sup>47</sup> Patrick Shanahan, Preface, *Indo-Pacific Strategy Report. Preparedness, Partnerships, and Promoting a Networked Region*, op. cit.

<sup>48</sup> Jake Sullivan, Hal Brands, « China Has Two Paths to Global Domination », *Foreign Policy*, May 22, 2020. On peut noter que le DoD attribue cette logique à la stratégie chinoise en 2019, en expliquant qu'elle vise à « *conforter le statut de grande puissance de la Chine avec l'objectif de devenir la puissance prééminente dans la région Indo-Pacifique* ». Office of the Secretary of Defense, *Annual Report to Congress: Military and Security Developments Involving the People's Republic of China*, US Department of Defense, 2019, p. i.

<sup>49</sup> Cela se traduit notamment par un nombre de postes diplomatiques dans le monde dépassant celui des États-Unis. Ibid.

<sup>50</sup> Tarun Chhabra, Rush Doshi, Ryan Hass, Emilie Kimball, *Global China: Domains of Strategic Competition*, Brookings, September 2019. <https://www.brookings.edu/product/domains-of-strategic-competition/>

fragiliser les relations des Etats-Unis avec leurs partenaires et à les écarter des affaires régionales<sup>51</sup>.

La compétition économique, engagée depuis longtemps, tend à apparaître aussi comme un instrument de la lutte asymétrique contre les Etats-Unis, dans laquelle la Chine « *combine ses modes d'agression économique, notamment les pratiques commerciales déloyales, avec une campagne soutenue d'espionnage industriel* »<sup>52</sup>. Les « pratiques déloyales » expliquent selon l'Administration Trump la croissance du déficit commercial constatée depuis 2017 (de 376 Mds \$ à 419 Mds \$) et justifient la mise en œuvre d'instruments de « guerre commerciale ». La communauté stratégique s'inquiète toutefois davantage des effets sur la sécurité nationale du viol des droits de propriété intellectuelle, du vol d'information ou des investissements dans les domaines technologiques sensibles. À côté des risques directs pour les Etats-Unis, cette politique chinoise contribue à « *éroder [leur] influence économique* » dans la région Indo-Pacifique<sup>53</sup>.

L'un des principaux instruments d'extension des positions chinoises est évidemment l'initiative *Belt and Road* (BRI), lancée en 2013. Parmi ses nombreuses dimensions préoccupantes pour les Etats-Unis, l'enjeu dominant est désormais celui de l'avantage qu'elle procure à la Chine dans la compétition technologique (voir le rapport n°2 de cet observatoire). La BRI permet de promouvoir, en Asie et au-delà, l'implantation des réseaux de 5G chinois, mais aussi le financement de *start-ups* étrangères du domaine de l'intelligence artificielle (IA), la collaboration en matière de recherche et l'instauration de normes techniques favorables aux intérêts chinois<sup>54</sup>. Il faut y ajouter les implications politiques de la diffusion des technologies telles que la 5G et l'IA : elles offrent des moyens de surveillance et de contrôle social susceptibles de conforter les régimes non-démocratiques, mais qui pourraient aussi servir directement à la Chine en cas de confrontation. Le « *domaine numérique* » devient ainsi l'un des principaux « *champ de bataille entre la liberté et l'autoritarisme dans la région Indo-Pacifique* »<sup>55</sup>.

La rivalité a ainsi retrouvé une forte dimension idéologique, qui apparaît déjà clairement dans la NSS de 2017, puisque le document explique que c'est « *une compétition géopolitique entre les visions d'un ordre mondial libre ou répressif* » qui se joue dans la région Indo-Pacifique<sup>56</sup>. Selon H.R. McMaster, « *la Chine est devenue une menace parce que ses dirigeants promeuvent un modèle autoritaire fermé comme alternative au gouvernement démocratique et à l'économie de marché* »<sup>57</sup>. Contrairement à ce qu'espéraient les internationalistes libéraux, le régime ne s'est pas transformé au contact de l'Occident. Son intégration dans le système lui permet

---

<sup>51</sup> Jake Sullivan, Hal Brands, "China Has Two Paths to Global Domination", op. cit.

<sup>52</sup> H.R. McMaster, « How China Sees the World », op. cit.

<sup>53</sup> Ely Ratner et alii, *Rising to the China Challenge. Renewing American Competitiveness in the Indo-Pacific*, op. cit., p. 27.

<sup>54</sup> Kimberly Houser, « The Innovation Winter Is Coming: How the U.S.-China Trade War Endangers the World », op. cit., p. 1.

<sup>55</sup> Ely Ratner et alii, *Rising to the China Challenge. Renewing American Competitiveness in the Indo-Pacific*, op. cit., p. 44.

<sup>56</sup> *National Security Strategy of the United States of America*, op. cit., p. 45.

<sup>57</sup> H.R. McMaster, « How China Sees the World », op. cit.

plutôt de « *promouvoir mondialement un modèle de gouvernance entièrement différent [de celui des Etats-Unis] et hostile à [leurs] valeurs* »<sup>58</sup>.

Ce danger, souligné par la communauté du renseignement dans son évaluation des menaces en 2019<sup>59</sup>, est devenu un élément constant du discours de l'Administration et en particulier du DoD, tant au niveau politique de l'*Office of Secretary of Defense*<sup>60</sup>, qu'à celui du théâtre militaire. L'amiral Davidson, commandant de l'USINDOPACOM, explique ainsi dans toutes ses interventions récentes sur la stratégie régionale que « *le Parti communiste chinois cherche activement à supplanter l'ordre international* » actuel afin de « *dicter de nouvelles normes et attitudes internationales, de nouvelles relations dans la région* »<sup>61</sup>. La mention systématique du « Parti communiste » est une manière de souligner la nature fondamentalement différente du régime avec lequel les Etats-Unis sont en « compétition ».

Outre son idéologie, le régime est dangereux du fait de sa capacité à concevoir, organiser et mettre en œuvre une stratégie globale intégrant toutes les composantes de la puissance nationale<sup>62</sup>, alors que les Etats-Unis se perçoivent toujours comme désavantagés par leur système politique décentralisé et pluraliste, présentant de multiples « failles » exploitables par l'adversaire. La politique chinoise de « Fusion militaro-civile » est ainsi analysée comme un effort « *systématique, largement financé, mis en œuvre implacablement* », pour exploiter l'innovation technologique afin de constituer « *l'appareil militaire le plus avancé du monde* »<sup>63</sup>.

L'augmentation des capacités militaires est évidemment une préoccupation majeure, qui reflète les ambitions chinoises, dans la mesure où elle « *dépasse largement ce dont la RPC aurait besoin pour sa défense* », selon le DoS<sup>64</sup>. Le Pentagone estime pour sa part que l'objectif affiché par le régime de se doter d'un appareil de défense « *de classe internationale* » d'ici 2049, vise en fait à développer des forces « *capables de l'emporter dans un conflit avec les Etats-Unis* »<sup>65</sup>. À cet égard, les craintes concernant « l'érosion » de l'avantage américain, et donc de l'aptitude à dissuader une agression, se font entendre depuis près de dix ans dans la communauté stratégique et sont continuellement alimentées par le développement des capacités chinoises.

On ne reviendra pas ici sur la multitude d'études décrivant les vulnérabilités croissantes de la posture et des capacités de projection américaines dans la région Indo-Pacifique, en raison du développement de la panoplie de moyens d'interdiction (« A2/AD ») chinois, allant des forces

---

<sup>58</sup> Christopher Ashley Ford, « Ideological “Grievance States” and Nonproliferation: China, Russia, and Iran », op. cit.

<sup>59</sup> “China’s leaders will increasingly seek to assert China’s model of authoritarian capitalism as an alternative — and implicitly superior — development path abroad”. Cité in Ryan Hass, *U.S.-China Relations: The Search for a New Equilibrium*, op. cit., p. 8.

<sup>60</sup> Voir par exemple : Opening Statement of Chad Sbragia, op. cit., p. 12.

<sup>61</sup> ADM Phil Davidson, « The United States’ Interests in the Indo-Pacific », Lowy Institute, Sydney, 13 February, 2020. <https://www.pacom.mil/Media/Speeches-Testimony/Article/2085461/the-united-states-interests-in-the-indo-pacific/>

<sup>62</sup> H.R. McMaster, « How China Sees the World », op. cit.

<sup>63</sup> Christopher Ashley Ford, « Sino-American Relations and the Challenge of “Military-Civil Fusion” », op. cit.

<sup>64</sup> Christopher Ashley Ford, « Ideological “Grievance States” and Nonproliferation: China, Russia, and Iran », op. cit.

<sup>65</sup> Chad Sbragia, *Hearing on China’s Military Power Projection and U.S. National Interests*, op. cit., p. 33.

navales aux cyberattaques en passant par les systèmes de frappe à longue portée (voir notre 3<sup>e</sup> partie pour un rappel plus conséquent). En augmentant considérablement le coût d'un engagement américain, ils sont majoritairement<sup>66</sup> perçus comme un facteur d'expansionnisme et une menace pour la sécurité des alliés et partenaires.

La crise provoquée par la pandémie de COVID-19 aurait d'ailleurs incité la Chine à saisir l'occasion de la « *distraction* » des Etats-Unis pour avancer ses positions en Mer de Chine méridionale. Ses forces navales ont effectivement multiplié les démonstrations de force, coulant un navire de pêche vietnamien début avril et patrouillant à proximité des eaux territoriales japonaises et taiwanaises<sup>67</sup>. Une analyste estime que la tendance chinoise à déployer des moyens militaires pour appuyer ses revendications pourrait augmenter considérablement le risque d'une confrontation navale dans les prochains mois<sup>68</sup>.

Quel que soit le domaine concerné, la perception américaine de la Chine est donc de plus en plus négative. La pandémie de COVID-19 a entraîné un phénomène similaire dans d'autres pays, y compris en France, même si la question chinoise y est abordée différemment.

## 2.2. Une perception française plus diversifiée

Les problèmes de sécurité identifiés dans la région Indopacifique sont plus variés que ceux sur lesquels se focalisent les Etats-Unis, notamment du fait de la conception élargie de la zone. Pour le MAE, « *l'Asie-Océanie est traversée par des crises et des tensions susceptibles de se traduire par des conflits aux implications régionales, voire mondiales* »<sup>69</sup>. Plusieurs facteurs y contribuent :

- ➔ La progression de l'Islam radical ;
- ➔ Les menaces sur « la sécurité des espaces maritimes communs et des voies de communication »<sup>70</sup> ;
- ➔ La prolifération nucléaire, d'abord associée à la poursuite du développement des capacités nord-coréennes ; à la modernisation de l'arsenal chinois ; mais aussi à la « *multiplication des capacités tactiques* » du Pakistan<sup>71</sup>.

Concernant la Chine, le discours diplomatique français est nettement plus nuancé (voire ambigu) que celui de Washington. La stratégie de 2018 renvoie dos à dos les deux puissances en considérant qu'une « *bipolarisation régionale* » serait néfaste. Ainsi, « *la trajectoire que*

---

<sup>66</sup> On peut néanmoins mentionner une analyse différente, qui estime que les capacités A2/AD ne remettent en cause l'équilibre régional que si les Etats-Unis envisagent une stratégie offensive vis-à-vis de la Chine. Cette argumentation milite en faveur d'une approche défensive, qui répondrait à celle de Pékin. Eugene Gholz, Benjamin Friedman, Enea Gjoza, "Defensive Defense: A Better Way to Protect US Allies in Asia", *The Washington Quarterly*, Vol. 42, n°4, Winter 2020, p. 175.

<sup>67</sup> Ellen Mitchell, « Foreign powers test US defenses amid coronavirus pandemic », *The Hill*, April 19, 2020. <https://thehill.com/policy/defense/493490-foreign-powers-test-us-defenses-amid-coronavirus-pandemic>

<sup>68</sup> Oriana Skylar Mastro, « Rising tensions in the South China Sea », *Strength Through Peace*, CFR, May 20, 2020.

<sup>69</sup> *Stratégie française en Asie-Océanie à l'horizon 2030. Vers un espace asiatique indopacifique inclusif*, op. cit., p. 3.

<sup>70</sup> *La stratégie de défense française en Indopacifique*, op. cit., p. 9.

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 11.

*prendront la Chine et les États-Unis et l'orientation qui sera donnée à leur relation bilatérale seront déterminantes pour les équilibres en Asie-Océanie* »<sup>72</sup>. Par ailleurs, la stratégie de 2018 ne fait pas de différence entre « *le projet chinois de « Nouvelles Routes de la Soie » (Belt & Road Initiative - BRI), les stratégies japonaise, australienne ou indienne axées sur l'Indopacifique* », qui sont tous présentés comme des « *modèles de développement* » offrant « *de nombreuses opportunités* »<sup>73</sup>.

En fait, la France se pose en « *puissance médiatrice* » entre les deux rivaux. Loin de s'inscrire dans la logique américaine de compétition, elle entend poursuivre son partenariat stratégique « *essentiel* » avec la Chine. L'importance en est réaffirmée par l'Élysée à l'issue de la visite d'État du président Macron en Chine, en novembre 2019. Le « *Plan d'action* » formulé à cette occasion a pour premier objectif de renforcer le dialogue et la confiance mutuelle, notamment au travers des « *échanges de haut niveau sur l'ensemble des sujets d'intérêt commun afin de favoriser le développement de [la] coopération bilatérale* »<sup>74</sup>. Les domaines mentionnés sont d'abord la protection de l'environnement, la poursuite de « *l'interconnexion* » et le commerce bilatéral. Ce dernier aspect serait en fait le facteur déterminant pour la position du MEAE<sup>75</sup>, laquelle connaît cependant une certaine inflexion dans le contexte de la crise actuelle.

Cette position diplomatique n'était au demeurant pas identique avec celle de la stratégie de défense, qui affirme que « *la France partage avec les États-Unis, l'Inde, l'Australie et le Japon, les mêmes valeurs et les mêmes préoccupations à l'égard des défis émergents* »<sup>76</sup>. Le document insiste davantage sur « *l'incertitude profonde* » générée par les actions chinoises<sup>77</sup>. Celles-ci sont décrites de manière très similaire au discours américain, soulignant : « *la contestation globale du modèle démocratique, le soutien apporté à la Corée du Nord, [...], les tensions frontalières avec l'Inde, les rapports de force autour des Senkaku/Diaoyu et en mer de Chine méridionale* ». En outre, pour le Ministère des armées, « *les nouvelles capacités de projection de l'armée populaire de libération (APL) vont engendrer une modification profonde des équilibres et des environnements militaires* » sur toute l'étendue de la région Indo-Pacifique.

La compétition stratégique entre les deux rivaux est d'abord un facteur de déstabilisation régionale, dans la mesure où elle « *entraîne un retour vers les rapports de force bilatéraux, au détriment des efforts multilatéraux de concertation* ». Mais Paris estime aussi que le « *durcissement de la compétition stratégique dans l'Indopacifique pourrait avoir des répercussions directes sur la sécurité européenne* »<sup>78</sup>. Or, le risque tend à augmenter puisque la réponse américaine à la perception d'une menace chinoise croissante va désormais clairement dans le sens de la confrontation.

---

<sup>72</sup> *Stratégie française en Asie-Océanie à l'horizon 2030. Vers un espace asiatique indopacifique inclusif*, op. cit., p. 3.

<sup>73</sup> Ibid., p. 1.

<sup>74</sup> *Plan d'action pour les relations franco-chinoises*, Paris, Présidence de la République, 6 novembre 2019. <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2019/11/06/plan-daction-pour-les-relations-franco-chinoises>

<sup>75</sup> Entretien avec un expert institutionnel de la zone, juillet 2020.

<sup>76</sup> *La stratégie de défense française en Indopacifique*, op. cit., p. 18.

<sup>77</sup> Ibid., p. 8.

<sup>78</sup> Ibid., p. 16.

## Partie 2 – Les axes de la stratégie de sécurité régionale

---

Les trois grands objectifs de la stratégie régionale l'Administration Trump<sup>79</sup> s'inscrivent dans la lignée des politiques menées de longue date dans la région ; il s'agit de :

- ➔ Promouvoir la prospérité économique ;
- ➔ Encourager l'adoption de pratiques de bonne gouvernance ainsi que le respect des principes partagés, tels que la souveraineté, la liberté commerciale, le règlement pacifique des différends et le respect du droit international ;
- ➔ Et renforcer la paix et la sécurité régionales.

Mais ces objectifs se poursuivent désormais dans un contexte de rivalité affirmée. Bien que l'Administration déclare que les relations avec la Chine « *ne déterminent pas [sa] stratégie Indo-Pacifique* »<sup>80</sup>, elles apparaissent comme le facteur principal orientant l'action américaine. La logique de compétition renforce l'importance traditionnelle des coopérations avec les pays Indopacifiques et les partenaires extérieurs tels que la France, aussi bien comme contribution à la stratégie de défense que dans le cadre plus global de la lutte d'influence régionale.

### 1. Une stratégie focalisée sur la compétition avec la Chine

Même si les documents officiels soulignent tous que les Etats-Unis ne cherchent pas la confrontation avec la Chine, ni même à « contenir » son développement, « l'approche stratégique » publiée en mai 2020 par la Maison Blanche explique bien qu'il s'agit de « *gagner la compétition* » [« *Prevailing in strategic competition* »], afin de préserver les intérêts nationaux<sup>81</sup>. Les efforts « d'engagement » visant à intégrer la Chine au système occidental semblent de plus en plus dérisoires à la communauté stratégique américaine. L'optimisme libéral quant à la possibilité de « *réformer* » le régime chinois par la coopération a clairement montré ses limites lors de la crise du COVID-19<sup>82</sup>, si tant est qu'il ait jamais eu la moindre chance de se réaliser...<sup>83</sup> L'Administration a clairement choisi dès 2017 une approche réaliste, visant à

---

<sup>79</sup> *A Free and Open Indo-Pacific. Advancing a Shared Vision*, op. cit.

<sup>80</sup> *United States Strategic Approach to the People's Republic of China*, Washington (D.C.), May 2020, p. 1. <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2020/05/U.S.-Strategic-Approach-to-The-Peoples-Republic-of-China-Report-5.24v1.pdf>

<sup>81</sup> Ibid.

<sup>82</sup> Nicholas Eberstadt, « The "New Normal": Thoughts about the Shape of Things to Come in the Post-Pandemic World », *The New Normal in Asia Series*, National Bureau of Asian Research, April 2020. <https://www.nbr.org/publication/the-new-normal-thoughts-about-the-shape-of-things-to-come-in-the-post-pandemic-world/>

<sup>83</sup> Ashley J. Tellis, « The Return of U.S.-China Strategic Competition », in Ashley J. Tellis, Alison Szalwinski, Michael Wills, *Strategic Asia 2020 : US-China Competition for Global Influence*, National Bureau of Asian Research, 2020.

préservé l'ordre existant, ce qui la conduit à s'opposer à tous les agissements susceptibles de le remettre en cause.

Cela implique notamment de maintenir la hiérarchie des puissances, si bien que la compétition comporte aussi une dimension interne, de renforcement de la « résilience » des institutions et des performances économiques américaines, face aux « pratiques déloyales » de Pékin. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les débats actuels sur la conduite de la « guerre commerciale » ou sur les possibilités de « découplage » économique<sup>84</sup>.

En ce qui concerne la dimension extérieure, dans la région Indo-Pacifique, la réalisation des objectifs américains repose toujours principalement sur « *le maintien d'un équilibre crédible des puissances militaires* »<sup>85</sup>, car « *l'érosion de la dissuasion classique en Asie menacerait d'affaiblir l'ensemble des intérêts économiques et politiques* » des États-Unis<sup>86</sup>. Même s'il existe différentes préoccupations pour le DoD dans la région, la Chine est définie comme l'enjeu prioritaire dans la NDS de 2018 et cette orientation n'a cessé d'être réaffirmée depuis. Le Département s'est engagé dans une « *transformation systémique* » de façon à être « *fondamentalement et irréversiblement* » prêt à contrer la Chine<sup>87</sup>.

Mais au-delà du volet militaire, la compétition avec une superpuissance se joue dans de nombreux domaines, afin de préserver l'influence américaine garante d'un ordre régional fondé sur des valeurs et principes libéraux. L'Administration estime ainsi qu'il faut imposer « *un véritable coup d'arrêt [effective pushback]* » pour éviter que la Chine ne « *devienne encore plus agressive dans la promotion de son économie étatisée et de son modèle politique autoritaire* »<sup>88</sup>. La stratégie publiée en novembre 2019 par le DoS affirme donc sans détour que Washington entend s'opposer « *vigoureusement aux tentatives de limiter l'autonomie et la liberté de choix des nations indopacifiques* »<sup>89</sup>.

Les analystes soulignent toujours les insuffisances de l'approche globale aux États-Unis. On retrouve cette critique dans l'évaluation de la politique régionale réalisée par le CNAS pour le Congrès, comme dans de nombreuses autres études<sup>90</sup>. En plus d'une meilleure coordination interministérielle, les recommandations portent encore une fois sur le développement des moyens civils, dans la mesure où « *le cœur de la compétition est géo-économique* »<sup>91</sup>, lié à la maîtrise de l'innovation technologique, mais aussi à l'influence diplomatique et idéologique.

---

<sup>84</sup> Sur ces débats, voir notamment : Ali Wyne, « A New U.S. 'Consensus' on China May Not Be as Solid as It Appears », op. cit. ; Keith Johnson, Robbie Gramer, « The Great Decoupling », *Foreign Policy*, May 14, 2020.

<sup>85</sup> Jim Inhofe, Jack Reed, « The Pacific Deterrence Initiative: Peace through Strength in the Indopacific », *War on the Rocks*, May 28, 2020.

<sup>86</sup> Ely Ratner et alii, *Rising to the China Challenge. Renewing American Competitiveness in the Indo-Pacific*, op. cit., p. 14.

<sup>87</sup> Chad Sbragia, *Hearing on China's Military Power Projection and U.S. National Interests*, op. cit., p. 29.

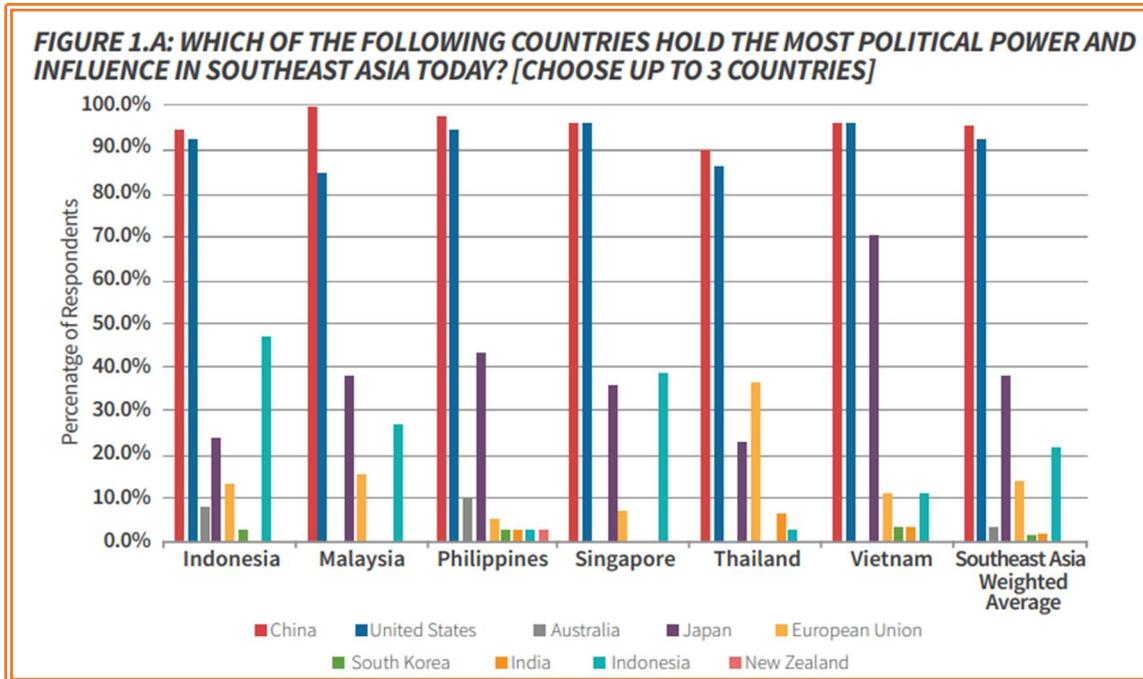
<sup>88</sup> H.R. McMaster, « How China Sees the World », op. cit.

<sup>89</sup> *A Free and Open Indo-Pacific. Advancing a Shared Vision*, op. cit., p. 5.

<sup>90</sup> Voir par exemple le bilan sévère la stratégie globale de l'Administration : Roger Cliff, *A New U.S. Strategy for the Indo-Pacific*, National Bureau of Asian Research, June 2020. [https://www.nbr.org/wp-content/uploads/pdfs/publications/sr86\\_cliff\\_June2020.pdf](https://www.nbr.org/wp-content/uploads/pdfs/publications/sr86_cliff_June2020.pdf)

<sup>91</sup> Michael Brown, Eric Chewning, Pavneet Singh, *Preparing the United States for the Superpower Marathon with China*, op. cit., p. 2.

À titre d'exemple, une étude récente du CSIS auprès des élites de quelques pays de l'ASEAN montre que l'influence américaine leur semble désormais dépassée par celle de la Chine et que cette évolution devrait s'accroître dans les dix ans<sup>92</sup>. Cette perception est corrélée à la conviction que la puissance économique chinoise surpasse déjà celle des États-Unis dans la région.



Pour de nombreux experts, « les États-Unis pourraient perdre la compétition avec la Chine, même s'ils préservent une position militaire solide dans le Pacifique »<sup>93</sup>. Il faudrait répondre aux défis chinois par « une combinaison de pression diplomatique, de coopération économique [régionale] et l'approfondissement des contre-mesures militaires » en partenariat avec les pays inquiets des ambitions « révisionnistes » de la Chine<sup>94</sup>.

## 2. Un effort d'engagement économique

L'Administration s'efforce de développer les volets civils d'engagement régional, de manière à conforter la place de puissance du Pacifique remise en question aussi bien par les avancées chinoises que par les tonalités nationalistes du discours présidentiel. Cela s'applique en particulier dans le domaine économique, où l'influence américaine a souffert du refus de participer

<sup>92</sup> Michael Green, Amy Searight (Dir.), *Power, Norms, and Institutions*, CSIS, June 2020, p. 7. [https://csis-website-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/publication/20624\\_Green\\_PowersNormsandInstitutions\\_WEB%20FINAL%20UPDATED.pdf](https://csis-website-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/publication/20624_Green_PowersNormsandInstitutions_WEB%20FINAL%20UPDATED.pdf)

<sup>93</sup> Jake Sullivan, Hal Brands, « China Has Two Paths to Global Domination », op. cit.

<sup>94</sup> Richard Javad Heydarian, *At a Strategic Crossroads: ASEAN Centrality amid Sino-American Rivalry in the Indo-Pacific*, Brookings, April 2020, p. 4. <https://www.brookings.edu/research/at-a-strategic-crossroads-asean-centrality-amid-sino-american-rivalry-in-the-indo-pacific/>

à l'Accord de libre-échange Trans-Pacifique (TTP)<sup>95</sup> autant que du développement de l'initiative « *Belt and Road* ». Dans le domaine commercial, la politique de l'Administration Trump focalisée sur la résorption des déficits bilatéraux plutôt que sur les accords multilatéraux entretient le risque de marginalisation des États-Unis, dans un contexte où les échanges intra-asiatiques se développent, comme en témoigne le projet de *Regional Comprehensive Economic Partnership*, auquel participe la Chine mais pas les États-Unis<sup>96</sup>.

La stratégie de l'Administration privilégie la promotion d'une vision alternative à la BRI, favorisant la mise en place d'« *un environnement ouvert aux investissements [et] des accords transparents entre nations* »<sup>97</sup>. Depuis 2018, de multiples programmes et organismes ont ainsi été initiés pour renforcer le soutien américain au développement, principalement en soutenant l'investissement dans trois domaines prioritaires pour la région :

- La sécurité énergétique, avec notamment le projet *ASIA Edge (Enhancing Development and Growth through Energy)* destiné à favoriser la modernisation et la libéralisation des politiques énergétiques. Dans ce cadre, les États-Unis ont prévu d'investir 29 millions de dollars dans la région du Mekong ;
- Les infrastructures ;
- Et la connexion numérique, avec le partenariat *Smart Cities* engagé avec l'ASEAN ; ou le programme *Digital Asia Accelerator* de l'USAID.

On notera que ces préoccupations sont différentes de celles que la France met en valeur dans sa politique de coopération régionale et qui concernent davantage les « *problématiques environnementales, climatiques et de développement durable* »<sup>98</sup>.

Les préférences économiques américaines et les contraintes budgétaires excluent une politique de financement public massif, capable de concurrencer l'effort consenti par la Chine dans le cadre de la BRI. Le principe fondamental de l'approche américaine est donc d'encourager le développement des relations commerciales (programmes *Access Asia* ou *U.S.-Support for Economic Growth in Asia*<sup>99</sup>) et de soutenir l'investissement privé, au travers d'un ensemble de dispositifs, tels que :

- L'*Infrastructure Transaction and Assistance Network (ITAN)*, créé en juin 2018 pour attirer les capitaux privés au travers d'une assistance principalement technique et juridique à l'élaboration de projets. Ce mécanisme a été utilisé pour contribuer à l'élaboration de la stratégie de développement des infrastructures aux Philippines

---

<sup>95</sup> Devenu *Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership* en 2018, réunissant les 11 pays initialement engagés dans les négociations du TTP avec les États-Unis.

<sup>96</sup> Accord de libre-échange annoncé en novembre 2019, entre l'Australie, Brunei, Cambodge, Chine, Indonésie, Japon, Laos, Malaisie, Myanmar, Nouvelle-Zélande, les Philippines, Singapour, South Korea, Thaïlande, and Vietnam.

<sup>97</sup> Mike Pompeo, « America's Indo-Pacific Economic Vision », speech, Washington, DC, July 30, 2018, cité in Lindsey Ford, « The Trump Administration and the 'Free and Open Indo-Pacific' », op. cit.

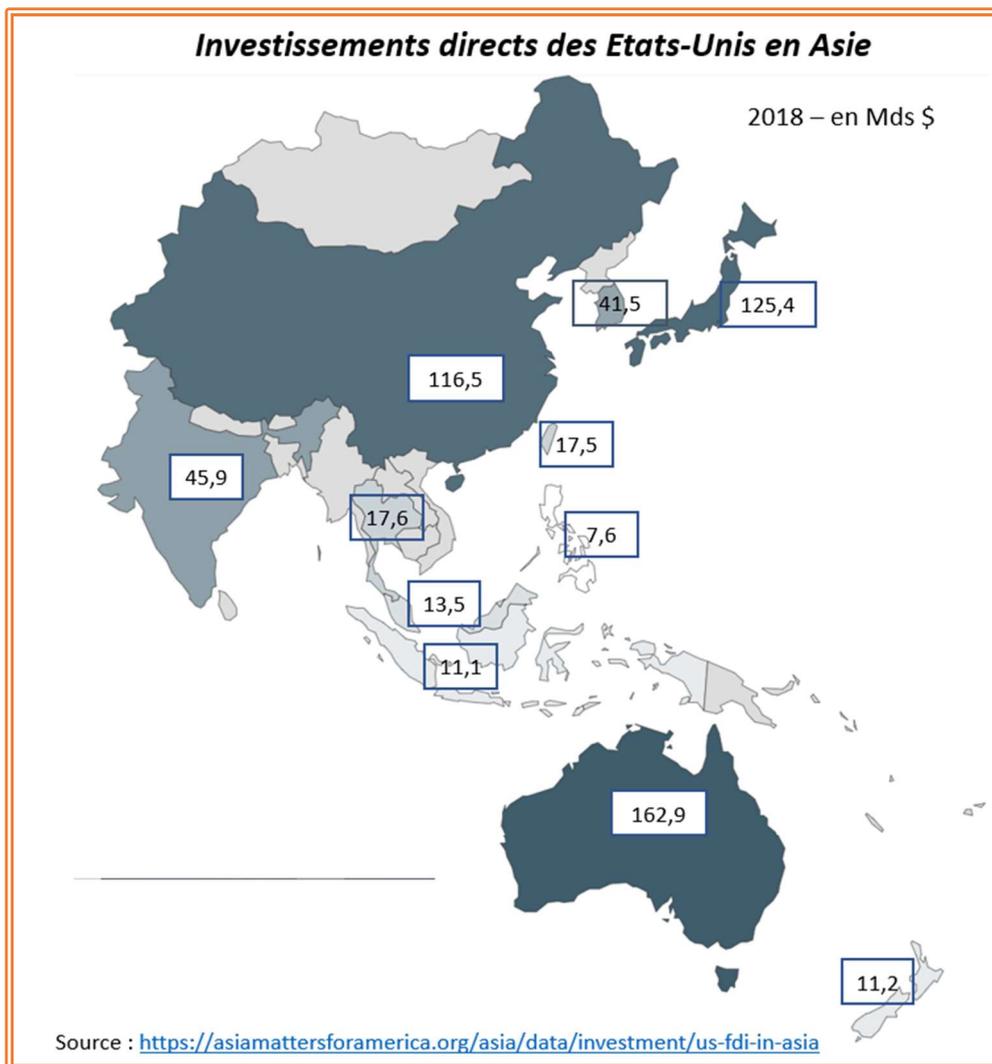
<sup>98</sup> *Stratégie française en Asie-Océanie à l'horizon 2030. Vers un espace asiatique indopacifique inclusif*, op. cit., p. 3.

<sup>99</sup> *A Free and Open Indo-Pacific. Advancing a Shared Vision*, op. cit., p. 8. Il s'agit d'un programme d'assistance technique permettant aux pays partenaires de mettre en place les conditions favorables au commerce et aux investissements américains, par l'adoption de réglementations et de normes sociales.

; ou du plan de développement du réseau électrique à haute tension au Vietnam et au Laos ;

- ➔ L'International Development Finance Corporation créé par le Better Utilization of Investment Leading to Development (BUILD) Act d'octobre 2018, pour remplacer l'Overseas Private Investment Corporation (OPIC). Il dispose de fonds beaucoup plus importants (60 Mds \$) pour soutenir des projets risqués et faciliter ainsi l'apport de crédits privés.

Ces mesures doivent favoriser l'extension des investissements directs vers les pays de la zone qui en ont le plus besoin, alors que les flux se concentrent encore sur les principaux partenaires économiques.



Par ailleurs, les Etats-Unis appuient largement leur stratégie d'investissement sur les initiatives de leurs partenaires, plus habitués à développer des politiques d'aide publique et qui partagent leur préoccupation pour le développement et la stabilité de l'Asie du Sud Est et du Pacifique Sud :

- ➔ En novembre 2018, le Japon et l'Australie ont signé avec Washington un accord pour créer un organisme trilatéral de soutien aux projets de développement en Asie-Pacifique, qui s'est déjà concrétisé en avril 2019 par l'octroi d'un milliard de

dollars à la Papouasie-Nouvelle Guinée pour financer un projet de production de gaz liquide ;

- ➔ En novembre 2019, les mêmes pays ont annoncé le lancement du *Blue Dot Network*, un mécanisme de certification de projets, que le Département d'Etat conçoit essentiellement comme un système de « *création de la confiance* »<sup>100</sup> destiné à rassurer les investisseurs.

L'accent mis sur l'investissement et le commerce contraste avec le niveau de l'aide économique, qui est traditionnellement peu élevé dans la région Asie-Pacifique<sup>101</sup> (3% du total de l'aide mondiale en 2007 comme en 2017). Le DoS y a consacré 460,5 millions de dollars en 2018<sup>102</sup> ; par comparaison, de 2015 à 2017, l'Agence Française de Développement a engagé en moyenne 1,2 milliards d'euros par an en Asie-Océanie. Néanmoins, de nouveaux crédits sont débloqués pour des régions d'intérêt particulier, notamment les îles du Pacifique Sud. En septembre 2019, le DoS a ainsi annoncé un engagement de \$100 millions ("*Pacific Pledge*") à destination des États insulaires du Pacifique. Dans ce cadre, l'USAID prévoit de fournir 62 millions d'aide au développement en 2020, auxquels s'ajoutent des financements pour la prévention des catastrophes naturelles ou l'amélioration de la gouvernance.

L'accent mis sur l'engagement en faveur de « l'ouverture » économique de la région ne cache pas la prépondérance continue de la dimension militaire de la stratégie régionale.

### 3. Une stratégie de défense fondée sur la coopération régionale

Le premier pilier de la stratégie de défense dans la région Indo-Pacifique consiste à entretenir un dispositif de forces capable de gagner un conflit, dans une logique dissuasive (voir 3<sup>e</sup> partie). Les deux autres composantes relèvent de la coopération :

- ➔ Le renforcement des alliances et partenariats stratégiques, y compris avec les puissances européennes impliquées dans la zone, à commencer par la France ;
- ➔ Et le développement d'une architecture de sécurité régionale en réseau.

Comme le rappelait l'*USD for Policy* en décembre 2019, « *l'un des plus grands avantages stratégiques* » des États-Unis sur leurs concurrents est « *la constellation d'alliés et de partenaires* » dont ils disposent dans la région<sup>103</sup>. Mais la préserver requiert « *du soin et de l'attention* » face aux efforts de la Chine pour saper l'influence américaine. Le DoD s'inquiète effectivement de voir Pékin « *accentuer sa pression et utiliser tous les moyens à sa disposition pour*

---

<sup>100</sup> Mercy A. Kuo, « Blue Dot Network: The Belt and Road Alternative Insights from Matthew P. Goodman », *The Diplomat*, April 7, 2020. <https://thediplomat.com/2020/04/blue-dot-network-the-belt-and-road-alternative/>

<sup>101</sup> Cela recouvre la zone « *East-Asia Pacific* » dans les catégories statistiques du DoD, excluant donc les pays de l'Océan indien, qui appartiennent à la zone « *South and Central Asia* ».

<sup>102</sup> Chiffres officiels, synthétisés sur le site *Security Assistance Monitor* : <https://securityassistance.org/content/economic-aid-dashboard>

<sup>103</sup> John C. Rood, « Strategic Threats, Ongoing Challenges, and National Defense Strategy Implementation », Testimony to the Senate Armed Services Committee, December 5, 2019, p. 10. [https://www.armed-services.senate.gov/imo/media/doc/Rood--Allvin\\_12-05-19.pdf](https://www.armed-services.senate.gov/imo/media/doc/Rood--Allvin_12-05-19.pdf)

éloigner des pays » et les inciter à « ne plus être aussi collaboratifs »<sup>104</sup>. Ce risque concerne évidemment davantage les pays du Sud-Est asiatique ou de l’Océan Indien, que les alliés majeurs du Pacifique, mais ces derniers ont aussi besoin d’être rassurés sur la fiabilité de l’engagement américain.

En contrepartie de la sécurité apportée par l’entretien de la présence militaire, le DoD attend de ses alliés et partenaires qu’ils assument leur « juste part » de la sécurité régionale, à savoir :

- En premier lieu, un investissement « suffisant » dans leur défense pour renforcer leur capacité de dissuasion ;
- La coopération dans le renforcement des capacités de défense des autres pays de la région ;
- La participation aux activités de préservation du droit international (liberté de navigation) ;
- L’amélioration de l’interopérabilité, avec les forces américaines et entre alliés ;
- La participation aux initiatives régionales destinées à maintenir un environnement « libre et ouvert »<sup>105</sup>.

### 3.1. L’assistance militaire aux pays partenaires

Si les Etats-Unis encouragent les pays de la zone à accroître leurs capacités de défense, l’aide de sécurité qu’ils leur fournissent reste modeste relativement aux autres régions du monde (2,7% du total) : elle s’élève à 414,7 millions autorisés en 2019, mais elle est en augmentation régulière depuis 2016.

**Aide de sécurité consacrée à la région Asie-Pacifique**



Source : *Security Assistance Monitor*<sup>106</sup>

Cette aide est principalement dirigée vers les pays d’Asie du Sud-Est, les principaux bénéficiaires étant en 2019 :

<sup>104</sup> Chad Sbragia, *Hearing on China's Military Power Projection and U.S. National Interests*, op. cit., p. 28.

<sup>105</sup> *Indo-Pacific Strategy Report. Preparedness, Partnerships, and Promoting a Networked Region*, op. cit., p. 54.

<sup>106</sup> <http://securityassistance.org/data/country/military/country/2014/2019/all/East%20Asia%20and%20the%20Pacific/>

- ➔ L'Indonésie, avec 53,4 millions \$ ;
- ➔ La Thaïlande : 51,4 millions \$ ;
- ➔ La Malaisie : 41,4 millions \$ ;
- ➔ Le Vietnam : 34,5 millions \$.

Classée dans la zone Asie du Sud, l'Inde reçoit une aide de sécurité modeste, de l'ordre de 4,3 millions en 2018 et 2019.

Les alliés majeurs du Pacifique ne sont pas concernés, puisque le « soutien » américain au renforcement de leurs capacités passe essentiellement par les ventes d'équipement. La région Asie-Pacifique est la deuxième destination (derrière le Moyen-Orient) des transferts d'armes, en augmentation depuis 2015. Les accords inter-gouvernementaux (*Foreign Military Sales*) ont particulièrement augmenté sous la présidence Trump, atteignant 24,8 Mds \$ de contrats signés en 2019<sup>107</sup>. Les deux premiers bénéficiaires de FMS en 2019 se trouvent être deux pays du Pacifique :

- ➔ Taïwan, avec 10,7 Mds \$ pour permettre le développement d'une « *force de combat plus crédible* », dotée de capacités mobiles, asymétriques, plus résistantes<sup>108</sup>. Entre 2000 et 2020, le pays a fait partie des 5 premiers clients des États-Unis, pour un montant total de 17,9 Mds \$<sup>109</sup> ;
- ➔ Le Japon, avec 7,5 Mds \$ de contrats signés. Entre 2009 et 2018, le pays a dépensé en moyenne 363,9 millions par an auprès des États-Unis.

Entre 2008 et 2016, la Corée du Sud a signé des contrats FMS pour un total de 15,7 Mds \$. Quant à l'Australie, elle dépense environ 60 % de son plan de modernisation sur 10 ans (145 Mds \$) auprès de fournisseurs américains<sup>110</sup>.

Il faudrait ajouter à ces accords, les ventes commerciales directes (DCS), dont les montants sont moins bien connus. Entre 2013 and 2017, le Japon et la Corée du Sud ont signé des contrats pour 22,3 Mds \$. De 2014 à septembre 2019, l'Australie a passé plus de 7.000 contrats pour un montant de 5,6 Mds \$.

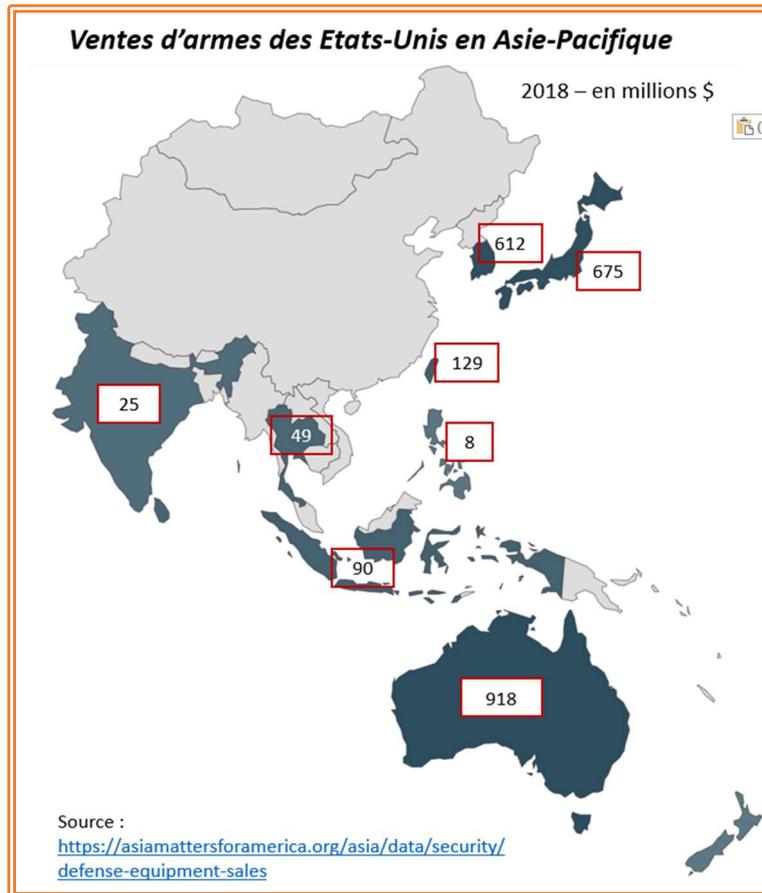
---

<sup>107</sup> Aaron Mehta, "Here's how many foreign military sales the US State Department OK'd in FY19", *Defense News*, October 4, 2019. <https://www.defensenews.com/global/2019/10/04/heres-how-many-foreign-military-sales-the-state-department-okd-in-fy19/>

<sup>108</sup> John C. Rood, "Strategic Threats, Ongoing Challenges, and National Defense Strategy Implementation", op. cit., p. 11.

<sup>109</sup> Shaobin Zheng, "Why U.S. and Taiwan Agree to Arms Sales?", *Security Assistance Monitor*, February 12, 2020. <https://securityassistance.org/blog/why-us-and-taiwan-agree-arms-sales>

<sup>110</sup> "U.S. Security Cooperation with Australia", Fact Sheet, US Department of State, December 2, 2019. <https://www.state.gov/u-s-security-cooperation-with-australia/>



Les pays d'Asie du Sud-Est accroissent aussi leurs acquisitions d'armes consécutivement à la hausse de leurs dépenses de défense. Les Etats-Unis leur fournissent désormais 20% des équipements, en deuxième position derrière la Russie<sup>111</sup>.

### 3.2. *L'indispensable contribution des alliés à la sécurité commune*

L'augmentation des moyens de défense de l'ensemble des partenaires doit permettre d'accroître leur rôle aux côtés des forces américaines, mais aussi de prendre davantage de responsabilités régionales. Mais paradoxalement, cet objectif est aujourd'hui mis en avant par les principaux alliés comme substitut à un éventuel désengagement américain.

Cela étant, la coopération de défense avec les alliés majeurs du Pacifique continue d'être présentée de part et d'autre comme le cœur ou le socle de la sécurité commune. Ce thème est martelé par tous les responsables du DoD, dans les publications institutionnelles, mais aussi au Congrès. Il est également repris par les alliés dans leurs propres publications stratégiques. Si tous estiment l'engagement militaire américain indispensable à l'équilibre régional et affirment leur volonté de contribuer aux efforts communs d'entretien d'un environnement « libre et ouvert », ils n'ont pas tous le même rôle à tenir. Cela dépend en partie de leurs préoccupations de sécurité prioritaires et de leur propre politique de défense, mais aussi de l'intérêt

<sup>111</sup> Siemon T. Wezeman, *Arms Flows to South East Asia*, Stockholm, SIPRI, December 2019, p. 14.

qu'ils présentent dans le dispositif américain. On se focalisera ici sur les trois pays les plus importants pour Washington.

### 3.2.1. La Corée du Sud

La fonction essentielle de l'alliance avec la Corée du Sud est la réponse à la menace du Nord. Si elle constitue toujours « le socle de la paix et de la prospérité » dans la péninsule, son rôle devrait évoluer à la fois en raison du changement d'attitude de l'Administration Trump et du gouvernement de Moon Jae-in à l'égard de Pyongyang ; et de la réorientation des priorités américaines vers la compétition avec la Chine. L'objectif du DoD « *est de maintenir et renforcer l'Alliance, tout en la transformant pour répondre aux besoins de l'avenir* »<sup>112</sup>.

Cela implique d'abord de continuer à investir dans les capacités indispensables pour « *répondre à toute menace* », en renforçant particulièrement les moyens de l'alliance dans les domaines de l'espace, du cyber et de la défense antimissile<sup>113</sup>. Le DoD souhaite également « *travailler sur la manière de coopérer* » avec la Corée du Sud pour développer les activités de renforcement des capacités d'autres pays de la région, ou participer à la défense de la liberté maritime<sup>114</sup>. Mais l'extension des contributions sud-coréennes devrait rester limitée du fait de la volonté de Séoul d'éviter la confrontation directe avec son puissant voisin chinois.

L'évolution de la fonction principale de l'Alliance est *a priori* un sujet plus consensuel. Il existe en effet une convergence de vue entre Washington et Séoul, quant à l'importance de poursuivre le dialogue avec la Corée du Nord pour parvenir à la dénucléarisation. Depuis son entrée en fonction en mai 2017, le président Moon mène une politique d'ouverture qui s'est trouvée confortée par les initiatives diplomatiques de Donald Trump à partir de 2018. Malgré le blocage des négociations sur le nucléaire, et la reprise épisodique des tensions, Séoul maintient son optimisme et considère que la menace militaire diminue<sup>115</sup>, notamment grâce à l'accord sur les mesures de confiance intra-coréennes de septembre 2018. Dans ces conditions, l'entretien d'une alliance « *forte* » reste la base de la défense sud-coréenne, mais ses capacités dissuasives doivent surtout donner « *l'espace nécessaire pour que la diplomatie réussisse* »<sup>116</sup>.

L'engagement dans la voie d'une dénucléarisation négociée a déjà eu un impact sur les activités militaires conjointes, lorsque le Président Trump et le gouvernement Sud-Coréen ont décidé de renoncer aux exercices communs dénoncés de longue date par Pyongyang.

➔ Les exercices interarmées combinés *Ulchi/Freedom Guardian* ont été suspendus en août 2018 et annulés en 2019 ;

<sup>112</sup> John C. Rood, Lt-Gen. David W. Allvin, *Joint Written Testimony on the Korean Peninsula*, op. cit., p. 1.

<sup>113</sup> *Indo-Pacific Strategy Report. Preparedness, Partnerships, and Promoting a Networked Region*, op. cit., p. 24.

<sup>114</sup> David Helvey, acting Assistant secretary of defense for Indo-Pacific security affairs, cité in Jim Garamone, "Strategic Forum Looks to Future of U.S.-South Korea Alliance", DoD News, June 24, 2020. <https://www.defense.gov/Explore/News/Article/Article/2231426/strategic-forum-looks-to-future-of-us-south-korea-alliance/>

<sup>115</sup> Shin Beomchul, « South Korea's Military Readiness Under Moon », in Chung Min Lee, Kathryn Botto (Eds), *Korea Net Assessment 2020: Politicized Security and Unchanging Strategic Realities*, op. cit.

<sup>116</sup> John C. Rood, Lt-Gen. David W. Allvin, *Joint Written Testimony on the Korean Peninsula*, op. cit., p. 1.

- ➔ Les exercices *Key Resolve/Foal Eagle* ont été définitivement annulés en mars 2019, remplacés par un exercice de PC, *Dongmaeng* ;
- ➔ L'exercice aérien *Vigilant Ace* est suspendu en octobre 2018 et la session d'entraînement destinée à le remplacer en novembre 2019 est « reportée » ;
- ➔ Le programme d'échange du *Marine Corps* est suspendu en juin 2018 et abandonné en mars 2019.

Le DoD minimise les effets de cette décision politique sur sa stratégie et sur l'entretien de l'interopérabilité indispensable avec les forces sud-coréennes, rappelant que « 273 activités d'entraînement » ont eu lieu depuis juin 2018<sup>117</sup>. De son côté, le ministre de la défense sud-coréen, Jeong Kyeong-Doo, confirme en février que la fréquence des exercices et entraînements n'a pas changé en dépit des « modifications » décidées, balayant les inquiétudes que « certains ont soulevées concernant l'affaiblissement de notre posture de défense combinée ».

De nombreux experts sont effectivement plus pessimistes sur l'effet de ces concessions, qui ont « sacrifié la *readiness* » en échange d'avancées mineures<sup>118</sup>. L'inquiétude porte surtout sur les conséquences à long terme d'un arrêt prolongé des exercices, qui réduirait à la fois le niveau de préparation des forces et leur aptitude à mettre en œuvre de manière intégrée des plans d'opération complexes. Ce problème est renforcé par la réarticulation du dispositif américain (voir 3e partie), puisque le regroupement des forces américaines au Camp Humphrey's les éloignera de l'état-major des armées coréennes et réduira les interactions<sup>119</sup>.

D'autres facteurs politiques perturbent la gestion de l'alliance militaire. Du côté sud-coréen, c'est l'insistance du gouvernement sur le retour de l'autorité nationale sur les forces coréennes qui soulève des discussions. Les négociations sur le transfert du contrôle opérationnel (OPCON) en temps de guerre, actuellement détenu par le général américain commandant le *Combined Forces Command* (CFC), ont démarré en 2014 (alors que le sujet est évoqué depuis les années 1990) et Séoul souhaite une conclusion rapide. Cela répond à la volonté de réduire les incertitudes sur la pérennité de l'alliance, créées par le discours du président Trump, et s'inscrit dans le programme de renforcement des capacités de défense autonomes (*Defense Reform 2.0* de juillet 2018)<sup>120</sup>.

Les deux parties continuent de discuter des conditions de la transition, qui sont liées :

- ➔ A la mise en place des capacités requises pour que les armées coréennes puissent assurer le commandement des forces combinées ;
- ➔ Au déploiement de capacités de défense antimissiles efficaces ;
- ➔ A l'existence d'un environnement de sécurité stable dans la péninsule et la région.

---

<sup>117</sup> Ibid., p. 3.

<sup>118</sup> Shin Beomchul, « South Korea's Military Readiness Under Moon », op. cit.

<sup>119</sup> Bryan Port, « Defense Readiness and the U.S.-ROK Alliance », in Chung Min Lee, Kathryn Botto (Eds), *Korea Net Assessment 2020: Politicized Security and Unchanging Strategic Realities*, op. cit.

<sup>120</sup> Jina Kim, "Military Considerations for OPCON Transfer on the Korean Peninsula", *Asia Unbound*, CFR, March 20, 2020. <https://www.cfr.org/blog/military-considerations-opcon-transfer-korean-peninsula>

Si cette dernière condition dépasse largement la seule responsabilité de Séoul, les deux autres dépendent des efforts de modernisation et d'adaptation de l'appareil militaire, dont les résultats doivent être évalués par les États-Unis<sup>121</sup>. Les modalités de certification de l'aptitude de la Corée du Sud à assumer l'OPCON font toujours l'objet de discussions bilatérales compliquées, mais les experts estiment qu'elles ne devraient pas être court-circuitées par des considérations strictement politiques.

Ce sont néanmoins les exigences américaines relatives au « partage du fardeau », qui constituent le principal facteur perturbateur du fonctionnement de l'alliance. Si ces demandes ne sont pas propres à la Corée, elles sont d'une ampleur considérable rendant les négociations extrêmement difficiles.

En 2018, à l'expiration du *Special Measures Agreement* (SMA) qui couvre le soutien à la présence américaine<sup>122</sup>, l'Administration Trump a d'abord demandé une augmentation de 50%, avant d'accepter de la limiter à 8% ; mais en contrepartie, la révision de l'accord est désormais annuelle, si bien que de nouvelles exigences ont été formulées en 2019. Cette fois, Washington demande 5 Mds \$ de compensation pour 2020, au lieu de 975 millions en 2019, soit 5 fois plus. En février, lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue sud-coréen, Mark Esper insiste sur le fait qu'en tant que « *partenaire égal* », la Corée du Sud « *peut et doit contribuer davantage à sa défense* »<sup>123</sup>.

Alors que le SMA a expiré le 31 décembre dernier, la recherche d'un accord sur le niveau de contribution acceptable est compliquée par les interventions directes du président Trump. Il a ainsi rejeté en avril l'offre faite par Séoul et *a priori* acceptée par le DoD. Le 2 juin, le Pentagone annonce qu'un accord a été trouvé pour la prise en charge du coût de la main d'œuvre coréenne employée sur les bases américaines (plus de 4.000 personnes), jusqu'à fin 2020. Cela représente un coût de 200 millions \$ pour la Corée.

Mais la question du SMA reste en suspens et le Pentagone attribue la responsabilité du blocage persistant à la Corée du Sud, estimant qu'elle ne fait pas preuve de suffisamment de « flexibilité » dans les négociations. L'enjeu est pourtant significatif, puisque l'absence d'accord interdit le lancement de tout projet d'infrastructure et fait peser le poids du soutien logistique uniquement sur les États-Unis. Pour le DoD c'est un facteur d'affaiblissement potentiel de l'alliance dans son ensemble<sup>124</sup>.

---

<sup>121</sup> Au travers d'un mécanisme en trois phases ("*three-stage assessment*"), mesurant d'abord l'*Initial Operational Capability* (en 2019), puis la *Full Operational Capability* et finalement la *Full Mission Capability*.

<sup>122</sup> Voir sur le sujet : Nicole Vilboux, *Le « partage du fardeau » vu par les États-Unis : concepts, formes et objectifs*, Note n°7 de l'Observatoire de la politique de défense américaine, FRS/DGRIS, Janvier 2020, p. 15.

<sup>123</sup> Joint Press Briefing by Secretary of Defense Dr. Mark T. Esper and ROK Minister of National Defense Jeong Kyeong-doo, Washington (D.C.), US Department of Defense, February 24, 2020. <https://www.defense.gov/Newsroom/Transcripts/Transcript/Article/2093508/joint-press-briefing-by-secretary-of-defense-dr-mark-t-esper-and-rok-minister-o/>

<sup>124</sup> The D Brief, *Defense One*, June 3, 2020. <https://www.defenseone.com/news/2020/06/the-d-brief-june-03-2020/165863/?oref=site-defenseone-flyin-sailthru>

### 3.2.2. Le Japon

Facilitées par la bonne entente entre Donald Trump et Shinzo Abe, les relations de défense nippo-américaines sont moins soumises aux tensions que dans le cas coréen. Au niveau de la vision stratégique, le Japon partage plus franchement les inquiétudes américaines à l'égard de la Chine et notamment de ses revendications territoriales. Il s'est aussi engagé de plus en plus nettement dans la coopération de sécurité régionale, au-delà de sa défense nationale. Mais, à la différence de Washington, Tokyo souligne qu'« *il n'y a pas eu de changement fondamental dans les capacités nucléaires et balistiques de la Corée du Nord* », de sorte que ce pays « *continue à représenter une menace grave et imminente à la sécurité du Japon* ». Tokyo s'est donc inquiété de l'évolution de la stratégie américaine vis-à-vis de la Corée du Nord, craignant qu'un accord précoce ne favorise le désengagement des Etats-Unis sans éliminer la menace.

L'autre sujet de préoccupation concerne la question du partage des coûts, car Tokyo craint de se voir appliquer les mêmes exigences que son voisin sud-coréen. En effet, le dernier SMA (signé en 2016) expire en mars 2021 et doit donc être renégocié. Or, l'Administration Trump envisagerait de porter les compensations japonaises à 8 Mds \$ par an, soit une augmentation de 300%<sup>125</sup>.

Les documents officiels japonais préfèrent mettre l'accent sur la contribution effective des Forces d'autodéfense (FAD) à la sécurité commune, qu'il s'agisse de renforcer la dissuasion des menaces ou de participer au maintien d'un système maritime « *ouvert et stable* ». Cela implique d'une part un effort « *pour renforcer de manière proactive et indépendante* » les capacités japonaises, en modernisant les équipements et en développant une « *Force multi-domaine* », qui soit capable<sup>126</sup> :

- D'intégrer toutes les dimensions des opérations,
- Pour pouvoir exécuter des « *activités stratégiques* » soutenues et flexibles dans toutes sortes de situations, de la paix au conflit armé ;
- Et contribuer ainsi à renforcer les capacités de l'alliance à dissuader et répondre aux menaces.

Le Japon entend d'autre part étendre et approfondir la coopération amorcée avec les Etats-Unis au cours de la dernière décennie dans les domaines de<sup>127</sup> :

- L'ISR ;
- L'espace extra-atmosphérique et cyber. Shinzo Abe souligné l'importance de la contribution de l'alliance dans ces domaines en janvier dernier<sup>128</sup>, annonçant

---

<sup>125</sup> Lara Seligman, Robbie Gramer, « Trump Asks Tokyo to Quadruple Payments for U.S. Troops in Japan », *Foreign Policy*, November 15, 2019. <https://foreignpolicy.com/2019/11/15/trump-asks-tokyo-quadruple-payments-us-troops-japan/>

<sup>126</sup> *Defense of Japan 2019*, Tokyo, p. 211.

<sup>127</sup> *Defense of Japan 2019*, op. cit., p. 321.

<sup>128</sup> John Wright, « Where No Alliance Has Gone Before: US-Japan Military Cooperation in Space », *The Diplomat*, February 4, 2020. <https://thediplomat.com/2020/02/where-no-alliance-has-gone-before-us-japan-military-cooperation-in-space/>

notamment la création d'une *Space Domain Mission Unit* (de 20 personnes !), qui devrait être pleinement opérationnelle en 2022 ;

- ➔ La défense aérienne et antimissile. Le Japon est un partenaire essentiel dans le dispositif régional de défense antimissile, principalement développé contre la menace nord-coréenne. En avril 2019, le Comité consultatif bilatéral soulignait l'importance du renforcement des défenses intégrées, notamment au travers du déploiement du système *Aegis Ashore*<sup>129</sup>. Or, le 15 juin, le Ministre de la Défense Taro Kono a annoncé la suspension du programme, en invoquant des problèmes techniques faisant peser un risque sur les populations des régions où devaient être implantés les deux systèmes d'armes. Cette décision suscite différentes interprétations, mais n'apparaît pas comme une remise en cause de la coopération avec Washington.

Les priorités affichées dans le *National Defense Program Guidelines* (NDPG) de 2018 répondent ainsi aux attentes du DoD<sup>130</sup>, qui souligne en outre les progrès réalisés dans la coopération opérationnelle comme dans la planification bilatérale<sup>131</sup>.

### 3.2.3. L'Australie

Les Etats-Unis soulignent régulièrement que l'alliance avec l'Australie repose sur des valeurs et intérêts communs, des affinités culturelles et des liens forgés sur les théâtres d'opérations. C'est toutefois la situation géographique du pays, à la jonction entre le Pacifique et l'Océan Indien, qui en fait aujourd'hui un élément majeur de la stratégie « Indo-Pacifique ».

L'Australie développe une vision de la région Indo-Pacifique proche de celles des Etats-Unis (mais aussi de celle de la France), caractérisée par : l'ouverture et l'inclusivité ; le respect de la souveraineté ; la résolution pacifique des différends et le non-recours à la force ou la coercition<sup>132</sup>. Après avoir longtemps considéré qu'elle devait maintenir un équilibre dans ses relations avec Pékin et avec Washington<sup>133</sup>, la classe politique australienne partage de plus en plus depuis 2018 la méfiance américaine à l'égard des ambitions chinoises, notamment dans le Pacifique Sud. La crise du COVID-19 a encore renforcé la prise de conscience générale des menaces que représentent pour l'Australie sa dépendance économique vis-à-vis de la Chine et plus largement les actions coercitives de Pékin.

Cette évolution des perceptions favorise l'insertion dans la stratégie de compétition américaine, alors que la coopération en matière de défense ne s'est jamais démentie. Même si la communauté stratégique australienne s'interroge sur la pérennité de l'engagement américain dans le Pacifique, soulevant des débats sur la nécessité de développer des capacités de

---

<sup>129</sup> *Joint Statement of the Security Consultative Committee, U.S.–Japan Security Consultative Committee, April 2019.*

<sup>130</sup> John C. Rood, « Strategic Threats, Ongoing Challenges, and National Defense Strategy Implementation », op. cit., p. 10.

<sup>131</sup> *Indo-Pacific Strategy Report. Preparedness, Partnerships, and Promoting a Networked Region*, op. cit., p. 22.

<sup>132</sup> Linda Reynolds, Minister for Defence, "Shangri-La Dialogue 2019", June 2, 2019. <https://www.minister-defence.gov.au/minister/lreynolds/speeches/shangri-la-dialogue-2019>

<sup>133</sup> Cette approche est encore dominante dans le *Foreign Policy White Paper* de 2017. <https://www.fpwhitepaper.gov.au/foreign-policy-white-paper/chapter-three-stable-and-prosperous-indo-pacific/united-states-and-china>

défense appropriées pour « combattre seule »<sup>134</sup>, la préoccupation dominante reste l'entretien de l'alliance.

Le dernier Livre blanc sur la défense (de février 2016) soulignait la volonté de Canberra « d'étendre et d'approfondir » la coopération avec les États-Unis, mais compte tenu de la posture stratégique défensive de l'Australie, elle est limitée à quelques domaines :

- Le renseignement et la surveillance ;
- La mise à disposition d'infrastructures pour le déploiement des unités américaines, sur la base du *U.S.-Australia Force Posture Agreement* d'août 2014 (voir 3<sup>e</sup> partie) ;
- L'entraînement conjoint, notamment l'exercice interarmées *Talisman Sabre*, qui a réuni lors de sa dernière occurrence en juin 2019, 34.000 personnels américains, australiens et d'autres partenaires régionaux.

La contribution australienne se situe davantage dans le domaine de la coopération de sécurité, notamment dans le Pacifique Sud et l'Océan Indien, où les programmes tels que le "*Pacific Step Up*" participent aux efforts pour contrer l'influence et la présence croissantes de la Chine.

### **3.3. Consolidation et extension des "partenariats stratégiques"**

La logique de compétition renforce l'importance de l'extension des partenariats de sécurité, qui constituait l'un des volets de la politique de « rééquilibrage » de la présidence Obama. Le DoD entend aujourd'hui développer ses relations stratégiques avec des pays démocratiques de la région Indo-Pacifique, qui sont considérés comme des participants actifs à la défense de l'ordre international : Taiwan, Singapour, la Nouvelle-Zélande ou la Mongolie et bien sûr l'Inde. La recherche de partenariats s'étend aussi à d'autres pays, principalement en Asie du Sud-Est, où la coopération se développe en dépit des réticences persistantes vis-à-vis de la logique de confrontation avec la Chine.

#### **3.3.1. La confirmation de l'engagement auprès de Taiwan**

Taiwan occupe une place particulière dans la stratégie régionale, dans la mesure où il représente moins un partenaire qu'un protégé, voire un enjeu de conflit avec la Chine. L'Administration Trump a clairement manifesté sa volonté d'accroître le soutien des États-Unis à l'indépendance de l'île, en autorisant d'importantes ventes d'armes, en militant activement pour la participation de Taiwan aux instances internationales<sup>135</sup>, ou en multipliant depuis 2018 le nombre de passages de navires militaires dans le détroit de Taiwan (7 réalisés de janvier à juin 2020).

Cette politique fait l'objet d'un large soutien bipartisan au Congrès<sup>136</sup>, lequel s'est traduit en mars 2020 par l'entrée en vigueur d'une loi votée unanimement à la Chambre et au Sénat, le

---

<sup>134</sup> Le débat est notamment alimenté par l'ouvrage de Hugh White, *How to defend Australia*, publié en juillet 2019. Il s'inscrit dans le cadre de la préparation d'un nouveau Livre blanc sur la défense.

<sup>135</sup> Notamment au travers du lancement du *Pacific Islands Dialogue* en octobre 2019.

<sup>136</sup> Scott W. Harold, « Making Sense of US Arms Sales to Taiwan », Blog, Institut Montaigne, July 23, 2019. <https://www.institutmontaigne.org/en/blog/making-sense-us-arms-sales-taiwan>

*TAIPEI Act (Taiwan Allies International Protection and Enhancement Initiative Act)*<sup>137</sup>. Le texte incite notamment l'Administration à accroître son soutien aux pays qui développeraient leurs relations avec Taiwan et, à l'inverse, à revoir leurs relations avec ceux qui mettraient en péril les intérêts de l'île. Certains parlementaires souhaiteraient aller plus loin, appelant l'Administration à proclamer officiellement l'engagement des États-Unis dans la défense de Taiwan<sup>138</sup>. Une proposition de loi a par ailleurs été déposée par un sénateur républicain début juin, visant à organiser la réponse américaine à une intervention chinoise.

### **3.3.2. Les progrès limités du partenariat avec l'Inde**

La dynamique de coopération stratégique lancée sous la présidence Obama s'est poursuivie à partir de la visite du Secrétaire d'Etat Tillerson en octobre 2017<sup>139</sup> et s'est concrétisée par une visite d'Etat du président Trump à New Delhi en février 2020, à l'occasion de laquelle un contrat d'acquisition de 24 MH-60R *Seahawk* a été signé.

Le rapprochement dans le domaine de la défense, marqué par l'attribution du statut de « *Major Defense Partner* » en 2016, s'est traduit par la conclusion de plusieurs accords de coopération entre 2016 et 2019. Le premier concernait l'organisation de capacités de soutien logistique mutuelle (*Logistics Exchange Memorandum of Agreement*, août 2016). Le premier Dialogue Ministériel « 2+2 » (ministres de la défense et des AE) en septembre 2018, a ensuite vu la signature du *Communications Compatibility and Security Agreement (COMCASA)*, qui devrait faciliter le partage d'information et le développement de l'interopérabilité entre les armées.

Si les opportunités de développer les activités militaires bilatérales sont limitées, compte tenu de différences doctrinales ou d'équipement (en ce qui concerne les forces aériennes), un exercice interarmées conjoint (*TIGER TRIUMPH*) a eu lieu en novembre 2019, impliquant 500 militaires américains et un millier d'Indiens. C'est principalement dans le domaine naval que la coopération peut se développer, d'abord dans le cadre de l'exercice trilatéral *Malabar* (avec le Japon). Les États-Unis constatent également avec satisfaction que l'Inde modernise ses moyens navals ainsi que ses bases dans les îles d'Andaman et Nicobar<sup>140</sup>.

Fin 2019, une étude du CNAS constate pourtant que ni le partenariat avec Washington, ni les efforts internes de New Delhi n'ont réellement amélioré l'équilibre des forces face à la Chine. Il conviendrait que Washington réoriente la coopération vers l'adaptation de la structure de forces et des concepts opérationnels indiens, afin leur donner un véritable poids dissuasif<sup>141</sup>.

---

<sup>137</sup> Eleanor Albert, « Trump Quietly Signs Legislation Strengthening Ties to Taiwan », *The Diplomat*, April 3, 2020. <https://thediplomat.com/2020/04/trump-quietly-signs-legislation-strengthening-ties-to-taiwan/>

<sup>138</sup> Cité in Jack Detsch, « China Uses Pandemic to Boost Military Pressure on Taiwan », *Foreign Policy*, May 12, 2020. <https://foreignpolicy.com/2020/05/12/china-coronavirus-military-pressure-taiwan/>

<sup>139</sup> Les États-Unis ont accordé en 2018 le Strategic Trade Authorization Tier-1 status for India. This will further facilitate high-technology exports from the United States to India.

<sup>140</sup> Roger Cliff, *A New U.S. Strategy for the Indo-Pacific*, op. cit., p. 49.

<sup>141</sup> Daniel Kliman, Iskander Rehman, Kristine Lee, Joshua Fitt, *Imbalance of Power*, CNAS, October 2019. <https://www.cnas.org/publications/reports/imbalance-of-power?>

Toutefois, l’approfondissement du partenariat stratégique avec l’Inde est loin d’être « *naturel* » du point de vue de New Delhi. D’autres chercheurs rappellent qu’il existe des obstacles difficiles à surmonter<sup>142</sup>, dont le poids persistant de « *l’héritage du non-alignement* », ainsi que l’attachement à l’autonomie stratégique. Par ailleurs, même si la Chine est largement perçue comme le rival majeur, il n’y a pas de consensus politique sur la manière de traiter le problème et en particulier sur la viabilité de l’option de « contrepoids » en association avec les Etats-Unis. L’Inde continue donc à coopérer avec la Chine sur des questions climatiques, commerciales ou énergétiques. Elle n’hésite pas non plus à poursuivre ses acquisitions d’armes à la Russie, y compris pour se doter de systèmes S-400 en dépit des menaces de sanctions de Washington.

Mais pour les experts du CNAS, les Etats-Unis ne doivent pas attendre un « alignement » de New Delhi. « *L’Inde peut apporter une contribution significative à l’équilibre militaire régional durant la prochaine décennie si elle peut maintenir un avantage sur la Chine sur leur frontière Himalayenne et stopper l’érosion actuelle de sa supériorité maritime* » dans l’Océan Indien<sup>143</sup>. Ces résultats suffiraient à réduire les options chinoises et servir par conséquent les objectifs américains.

### **3.3.3. Des relations compliquées avec les pays de l’ASEAN**

La question de l’équilibre entre Pékin et Washington est tout aussi centrale dans les relations avec les pays du Sud-Est asiatique. Pour les Etats-Unis, il s’agit d’un « *champ de bataille décisif* » où se jouera l’avenir de la liberté et de l’ouverture, dans la mesure où les Etats de la région sont fragiles et leur positionnement stratégique est « *fluide* »<sup>144</sup>. L’importance de cette zone est reconnue par les principaux partenaires Indo-Pacifiques des Etats-Unis aussi bien que par la France. Le Département d’Etat souligne d’ailleurs la convergence de la vision américaine avec les initiatives du Japon (*Free and Open Indo-Pacific concept*), de l’Inde (*Act East Policy*), de l’Australie (*Indo-Pacific concept*) et même de la Corée (*New Southern Policy*) et de Taiwan (*New Southbound Policy*).

Si la région est au cœur de la lutte d’influence, justifiant un engagement en faveur du développement, les Etats-Unis s’emploient aussi à y développer des partenariats de sécurité, en misant principalement sur les tensions provoquées par les contentieux maritimes. Cela a par exemple contribué au rapprochement avec le Vietnam, concrétisé en mars par la visite du porte-avions *Theodore Roosevelt* à Da Nang. L’ambassadeur des Etats-Unis déclare à cette occasion que le déploiement, destiné à « *garantir la paix, la stabilité et la liberté du commerce* », doit aussi « *dissuader Pékin de harceler le Vietnam dans zone économique exclusive* »<sup>145</sup>. Ces relations ne signifient pourtant pas un réalignement des positions puisqu’elles ne remettent pas en cause l’accord stratégique entre le Vietnam et la Chine (« *comprehensive strategic cooperative partnership* »).

---

<sup>142</sup> Sumit Ganguly, M. Chris Mason, *An Unnatural Partnership? The Future of U.S.-India Strategic Cooperation*, SSI, U.S. Army War College, May 2019, p. 3. <https://publications.armywarcollege.edu/pubs/3696.pdf>

<sup>143</sup> Daniel Kliman, Iskander Rehman, Kristine Lee, Joshua Fitt, *Imbalance of Power*, op. cit.

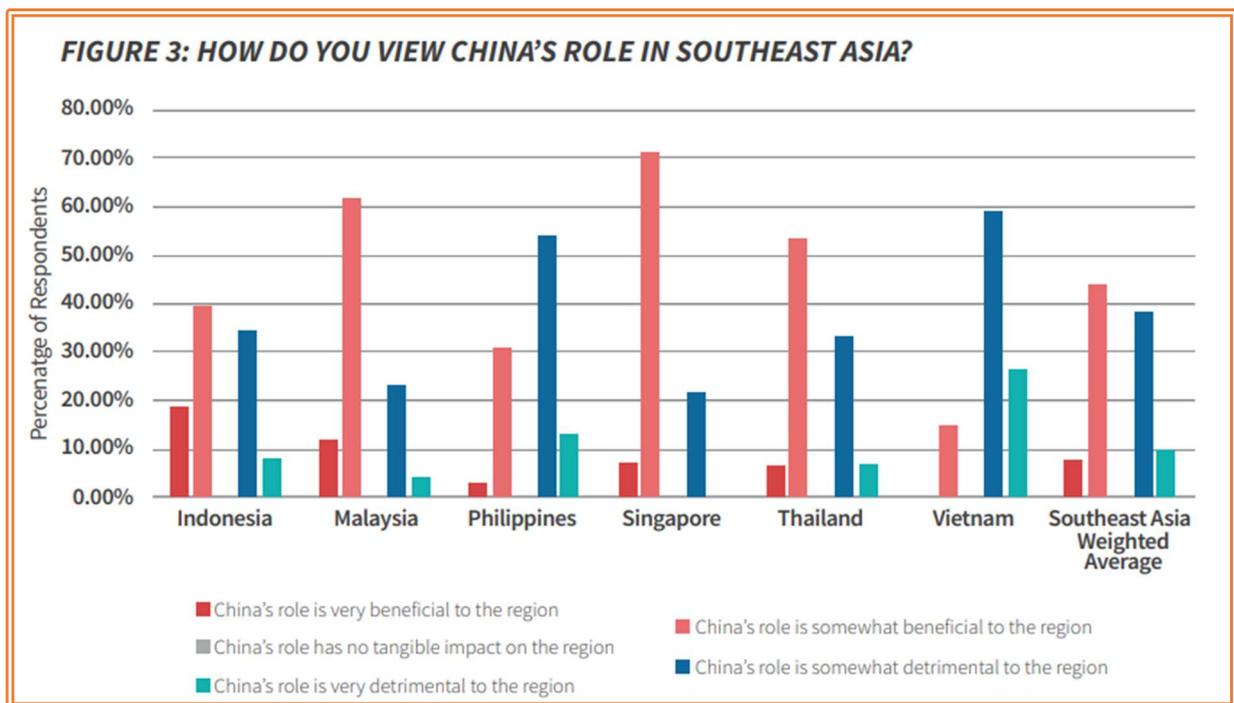
<sup>144</sup> Premesha Saha, *From ‘Pivot to Asia’ to Trump’s ARIA: What Drives the US’ Current Asia Policy ?*, op. cit., p. 7.

<sup>145</sup> Derek Grossman, « China Remains Unfazed by Warming US-Vietnam Security Ties », *The Diplomat*, March 19, 2020.

La même ambiguïté caractérise le partenariat américain avec Singapour, accordant aux forces américaines l'accès aux bases navales et aériennes, ainsi qu'un soutien logistique<sup>146</sup>. Cela n'empêche pas le pays de signer en octobre 2019 un accord de coopération de défense avec la Chine, reflétant la position exprimée par le Premier ministre Lee Hsien Loong dans *Foreign Affairs* : « les pays asiatiques ne veulent pas être forcés à choisir » entre Washington et Pékin<sup>147</sup>. Selon lui, la politique visant à contenir la Chine, comme les aspirations hégémoniques chinoises, sont dangereuses pour la sécurité et la prospérité régionales.

Cette idée est largement répandue au sein de l'ASEAN, quant bien même Washington estime que cette organisation « est centrale dans [sa] vision » de l'Indo-Pacifique<sup>148</sup>. Le Département d'Etat « voit une claire convergence entre les principes » définis dans l'*Indo-Pacific Outlook* de l'ASEAN (juin 2019) et sa propre stratégie. Toutefois, le caractère « inclusif » de l'approche de l'ASEAN, que l'on retrouve dans les positions australienne ou française, est difficilement compatible avec la volonté américaine de repousser l'influence chinoise. Par ailleurs, l'organisation se présente comme « un honnête courtier dans un environnement stratégique marqué par les intérêts concurrents » ; elle se refuse donc à prendre position.

L'ASEAN et « la grande majorité des Etats d'Asie du Sud Est rejette toute définition de la Chine comme menace hégémonique qui devrait être contenue »<sup>149</sup>. L'enquête réalisée par le CSIS fin 2019 témoigne de la perception ambiguë du rôle de la Chine par les élites de la région.



Source : Michael Green, Amy Searight (Dir.), *Power, Norms, and Institutions*, op. cit., p. 12.

<sup>146</sup> L'accord initial de 1990 a été renouvelé en septembre 2019.

<sup>147</sup> « The Endangered Asian Century », *Foreign Affairs*, July/August 2020. <https://www.foreignaffairs.com/articles/asia/2020-06-04/lee-hsien-loong-endangered-asian-century>

<sup>148</sup> *A Free and Open Indo-Pacific. Advancing a Shared Vision*, op. cit., p. 6.

<sup>149</sup> Richard Javad Heydarian, *At a Strategic Crossroads: ASEAN Centrality amid Sino-American Rivalry in the Indo-Pacific*, op. cit., p. 1.

Finalement, les relations politiques sont compliquées par l'attitude du président Trump, qui a refusé de se rendre aux Sommets de l'ASEAN de 2018 et 2019. Cela a conduit plusieurs dirigeants de la région à bouder à leur tour le Sommet Etats-Unis/ASEAN de novembre<sup>150</sup>.

### 3.3.4. Un intérêt accru pour les îles du Pacifique sud

L'une des évolutions les plus notables de la politique de l'Administration Trump est l'attention portée au renforcement des liens avec les petits Etats insulaires du Pacifique sud<sup>151</sup>. Il s'agit d'un point de convergence majeur avec la politique française, qui accorde une importance particulière au « dialogue bilatéral de sécurité et de défense [...] sur le Pacifique Sud et l'océan Indien »<sup>152</sup>.

L'intérêt américain répond au déploiement de la BRI vers les îles du Pacifique, notamment à Fiji, qui a été le premier à accueillir les projets chinois. Cette influence pourrait s'étendre aux États associés aux Etats-Unis dans le cadre des *Compacts of Free Association*, signés lors de leur accession à l'indépendance. Les îles Marshall, de Micronésie et Palau ont accordé aux Etats-Unis le droit de déployer des forces sur leur territoire en échange d'une garantie de défense. Dans ce cadre, ils ont aussi bénéficié d'une aide économique américaine, qui doit prendre fin en 2023 et 2024, ouvrant potentiellement des opportunités à la Chine<sup>153</sup>.

Il est donc important que Washington renouvelle son soutien à ces territoires, dont la situation géographique est cruciale dans le cadre du redéploiement de la posture<sup>154</sup>. Le Secrétaire d'État Pompeo a effectué une visite « historique » dans les îles de Micronésie en aout 2019, avant de débloquer 24,5 millions \$ d'assistance de sécurité pour les Etats associés, en complément du programme « *Pacific Pledge* ». Le Pentagone renforce par ailleurs la présence des attachés de défense dans territoires insulaires. Enfin, le président des Palau, M. Remengesau a fait part à Mark Esper, lors de sa visite inédite dans l'archipel, de sa volonté d'accueillir une base américaine permanente<sup>155</sup>.

Mais dans cette région aussi, les préoccupations des Etats sont assez éloignées de la « compétition stratégique ». Les enjeux liés au changement climatique y sont bien plus importants et, sur ce point, la coopération avec Washington est actuellement insignifiante<sup>156</sup>.

---

<sup>150</sup> Premesha Saha, *From 'Pivot to Asia' to Trump's ARIA: What Drives the US' Current Asia Policy ?*, op. cit.

<sup>151</sup> Lindsey Ford, « The Trump Administration and the 'Free and Open Indo-Pacific' », op. cit.

<sup>152</sup> *La stratégie de défense française en Indopacifique*, op. cit., p. 18.

<sup>153</sup> Roger Cliff, *A New U.S. Strategy for the Indo-Pacific*, op. cit., p. 121.

<sup>154</sup> Ely Ratner et alii, *Rising to the China Challenge. Renewing American Competitiveness in the Indo-Pacific*, op. cit., p. 16.

<sup>155</sup> « Pacific nation of Palau invites US to build a military base to counter China », *The Guardian*, 4 Sep 2020 <https://www.theguardian.com/world/2020/sep/04/pacific-nation-of-palau-invites-us-to-build-a-military-base-to-counter-china>

<sup>156</sup> Michael Wesley, "The Emerging Geopolitical Competition in Oceania", National Bureau of Asian Research, February 5, 2020. <https://www.nbr.org/publication/the-emerging-geopolitical-competition-in-oceania/>

### 3.4. L'organisation d'un réseau de relations multilatérales

Même si les relations de sécurité demeurent encore principalement bilatérales, la volonté de constituer un réseau de partenaires s'est affirmée dans le cadre du "rebalancing" et continue d'être un pilier de la stratégie de l'Administration Trump. Les priorités pour le DoD vont au renforcement des liens entre leurs principaux alliés :

- Dans un format bilatéral :
  - ⇒ Entre le Japon et la Corée du Sud, dont les relations se sont dégradées depuis 2012 pour des raisons stratégiques, politiques et commerciales. Bien qu'une amélioration soit en vue fin 2019, la crise du COVID a gelé les progrès attendus<sup>157</sup>. Cela n'empêche pas le DoD de rappeler régulièrement l'importance du rétablissement de la coopération<sup>158</sup>.
  - ⇒ Entre l'Australie et l'Inde, qui ont annoncé le 4 juin, à l'occasion d'une "Sommet virtuel", la transformation de leur relation en "Comprehensive Strategic Partnership", focalisé sur le développement de la coopération maritime. Un accord logistique devrait susciter de nouveaux exercices conjoints et faciliter la conduite d'opérations en commun.
- Dans un format trilatéral :
  - ⇒ Associant le Japon, l'Australie et les Etats-Unis, autour d'un accord de partage de l'information (TISA) signé en octobre 2019 à Hawaii<sup>159</sup> ;
  - ⇒ Avec le premier sommet Japon-Inde-Etats-Unis réuni en 2018.
- Dans un format quadrilatéral (« Quad »), avec le Japon, l'Inde et l'Australie.

De multiples autres rapprochements s'opèrent à l'initiative des puissances régionales, qui cherchent à la fois à diversifier leurs relations de sécurité et à promouvoir multilatéralement leurs intérêts, de sorte que « *qu'un ensemble de nouveaux liens importants se forme* » entre les acteurs régionaux<sup>160</sup>.

Washington encourage par ailleurs ses alliés Européens, France et Grande-Bretagne, à accroître leur présence régionale et leur participation à la sécurité, surtout dans le domaine maritime<sup>161</sup>. Par leur réseau de relations et leurs ventes d'armes, ils peuvent aussi contribuer à renforcer les capacités de défense des pays de la région et à maintenir l'équilibre des puissances.

La stratégie française entend certes « *renforcer la présence et l'action de la France dans la région [...], en consolidant notamment nos partenariats stratégiques, sans exclusion mais dans*

---

<sup>157</sup> Scott W. Harold, "Jumpstarting the U.S.-Japan-Korea Trilateral Amid COVID-19", *The Diplomat*, May 6, 2020. <https://www.rand.org/blog/2020/05/jumpstarting-the-us-japan-korea-trilateral-amid-covid.html>

<sup>158</sup> Joint Press Briefing by Secretary of Defense Dr. Mark T. Esper and ROK Minister of National Defense Jeong Kyeong-doo, op. cit.

<sup>159</sup> ADM Phil Davidson, « The United States' Interests in the Indo-Pacific », op. cit.

<sup>160</sup> Scott W. Harold, et alii, *The Thickening Web of Asian Security Cooperation*, Rand, 2019, p. xi.

<sup>161</sup> *Joint Statement of the Security Consultative Committee*, op. cit., p. 5.

*le respect de nos principes* »<sup>162</sup>. Cependant, l'accent était encore récemment autant mis sur le « rééquilibrage » des échanges avec la Chine que sur le développement de ces partenariats avec les puissances régionales partageant la même « communauté de valeurs et d'intérêts » : l'Australie, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud, l'Indonésie et Singapour.

En la matière, une différence essentielle avec les États-Unis réside bien évidemment dans le niveau des leviers d'influence dont peut se prévaloir la France. C'est par exemple le cas avec le Japon : bien que sollicitant de multiples convergences diplomatiques voire partenariats de sécurité, Tokyo se refuse à négocier de nouveaux accords SOFA avec les partenaires non américains y compris la France. Logiquement, la coopération opérationnelle s'y révèle particulièrement complexe. Les coopérations dans le domaine de l'armement y restent réduites<sup>163</sup>.

---

<sup>162</sup> *Stratégie française en Asie-Océanie à l'horizon 2030. Vers un espace asiatique indopacifique inclusif*, op. cit., p. 4.

<sup>163</sup> Entretien avec un expert institutionnel de la zone, juillet 2020.

## Partie 3 - Le renforcement de la posture militaire

---

Si la NDS de 2018 accorde la priorité au théâtre Indo-Pacifique, de nombreux experts estiment que le discours a tardé à se traduire en actes. Les engagements persistants au Moyen-Orient et en Europe continuent de drainer des ressources qui devraient aller à l'USNDOPACOM<sup>164</sup>. Cela a notamment justifié les appels à mettre en place un programme spécifique de renforcement des capacités dans la zone, sur le modèle de l'Initiative de dissuasion en Europe. Mais c'est surtout l'élaboration par l'USINDOPACOM du concept *Regain the Advantage* qui devrait donner une nouvelle impulsion au « rééquilibrage » des efforts et à la réarticulation de la posture des forces déployées le Pacifique.

### 1. Rappel sur les forces déployées dans la zone USINDOPACOM

Pour mémoire, actuellement, 375 000 militaires et civils sont sous le *Combatant Command* de l'amiral Davidson et sont affectés principalement sur la côte ouest du continent, en Alaska, à Hawaï, à Guam, en Corée du Sud et au Japon. Les grandes composantes de forces de l'USINDOPACOM sont les suivantes :

- ➔ **La U.S. Pacific Fleet.** Elle inclut la *3rd Fleet* basée à Hawaï et la *7th Fleet*, basée au Japon. Elle compte 200 bâtiments et près de 1100 appareils. Elle dispose en particulier de 5 groupes aéronavals (*Carrier Strike Groups, CSG*) : quatre sont mis en œuvre par la *3rd Fleet* depuis San Diego et le dernier par la *7th Fleet*, à Yokosuka, le seul CSG à avoir son port d'attache hors des États-Unis. C'est aussi le plus puissant de la Navy puisqu'il ne comprend pas moins de 12 navires autour de l'USS Ronald Reagan (CVN 76). Les deux flottes totalisent aussi 36 croiseurs et destroyers et surtout 39 sous-marins. Les bases de Bremerton (Washington), San Diego et Guam abritent en effet 29 des 49 sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) de la Navy (soit 19 Los Angeles, 7 Virginia et les 3 Seawolf), 2 des 4 SSGN (sous-marins lance-missiles de croisière) Ohio et 8 des 16 sous-marins nucléaires lance-engins (SNLE) ;
- ➔ **Le Marine Corps.** Il concentre dans la zone 60% de ses capacités avec deux de ses trois *Marine Expeditionary Forces* (MEF), unité interarmes et multidomaine de niveau division renforcée, soit environ 86 000 hommes et 640 appareils ;
- ➔ **Les U.S. Pacific Air Forces (PACAF).** Elles se composent d'environ 46 000 hommes mettant en œuvre 420 appareils, dont 320 appareils de combat répartis sur trois *Numbered Air Forces* en Corée (sous contrôle des USFK, voir ci-dessous), au Japon et en Alaska, plus une centaine d'appareils d'unités basées sur le continent (CONUS) effectuant des rotations, notamment à Guam ;
- ➔ **L'U.S. Army Pacific (USARPAC).** Elle dispose de 106 000 hommes répartis en un corps d'armée et deux divisions (la *7th Infantry Division* dont le PC se trouve dans

---

<sup>164</sup> Randy Schriver, Eric Sayers, « The Case for a Pacific Deterrence Initiative », *War on the Rocks*, March 10, 2020.

l'État de Washington et la *25th Infantry Division* basée à Hawaï). Il compte plus de 300 avions et hélicoptères.

- ➔ **La composante de l'US Special Operations Command** qui compte 1 200 opérateurs.

À noter également quelques situations spécifiques :

- ➔ **Les *United States Forces Korea (USFK)*** représentent un *Sub-Unified Command* interarmées de l'USINDOPACOM, comptant plus de 23 000 hommes, principalement de l'Army et de l'Air Force. Son commandant, le général Abrams, est également le commandeur de l'*United Nations Command Korea* et du *Republic of Korea/U.S. Combined Forces Command*. À noter que depuis 2012, USARPAC assure le contrôle administratif, l'entraînement et l'équipement de la *8th Army* (dont la principale grande unité est la *2<sup>nd</sup> Infantry Division*) mais le contrôle opérationnel de cette dernière reste cependant dans les mains du commandant des USFK.
- ➔ **L'*Alaska Command*** relève de l'*US Northern Command (USNORTHCOM)* au titre de ses missions de souveraineté et de ses fonctions de défense antimissile mais ses composantes aérienne (la *11th Air Force*, l'une des plus puissantes et sophistiquées de l'USAF) et terrestre (*US Army Alaska* soit deux brigades et des éléments aériens) sont subordonnées à USINDOPACOM.

## 2. La posture de déploiement a peu évolué depuis 2016

La priorité stratégique, de plus en plus marquée, accordée à la réponse au défi chinois se traduit, bien entendu, au moins dans les termes, par une priorité accordée à la posture militaire dans la zone, donc à USINDOPACOM. Comme nous l'avons vu, cette priorité ne date pas d'hier puisqu'elle est affichée depuis maintenant près de 10 ans avec la stratégie de « *Rebalancing* ».

### 2.1. État de la posture de déploiement en 2016

Le schéma ci-dessous, proposé à titre de « *baseline* » de la comparaison, est extrait du rapport n°6 sur l'évolution de la posture militaire américaine, diffusé en juillet 2016.



## 2.2. État de la posture de déploiement en 2020

### 2.2.1. Les changements notables de dispositifs depuis 2016 : des chantiers de réarticulation non pas encore achevés

Depuis 2016, les évolutions de posture sont les suivantes.



► **Australie**

La principale concrétisation des mesures d'ajustement de la posture concerne la mise en œuvre de l'*Enhanced Air Cooperation* (EAC) qui s'est traduit, par exemple, par des déploiements en rotation, tels que ceux de 12 F-22 d'Elmendorf en 2017 ou de 3 B-52 à Darwin en 2018.

► **Guam**

La *Defense Posture Realignment Initiative* (DPRI) prévoit le transfert vers Guam et Hawaï de l'essentiel de la *3rd Division* actuellement basée à Okinawa. Il est maintenant programmé pour la période 2024-2025. A Guam, les travaux pour la construction du nouveau camp Blaz qui doit abriter 5000 de ces *Marines*, ont enfin été lancés<sup>165</sup>.

Le Pentagone a mis un terme à 16 ans de *Continuous Bomber Presence* à Guam<sup>166</sup>. Cependant, Cela ne signifie pas la fin de ce type de déploiement : trois bombardiers B-1B ont été déployés de nouveau à Guam en mai.

<sup>165</sup> Seth Robson, « New base expected to host thousands of Marines begins to take shape on Guam » *Stars And Stripes*, March 12, 2020, <https://www.stripes.com/news/pacific/new-base-expected-to-host-thousands-of-marines-begins-to-take-shape-on-guam-1.622106>

<sup>166</sup> Brian W. Everstine, "Air Force Ends Continuous Bomber Presence in Guam", *Air Force Magazine*, April 17, 2020. <https://www.airforcemag.com/air-force-ends-continuous-bomber-presence-in-guam/>

La base d'Andersen accueille aussi, depuis le début de l'année, au titre d'une *Early capability*, deux appareils d'une des nouvelles escadrilles de drones stratégiques MQ-4C Triton. Dérivé du Global Hawk, le MQ-4C doit fournir à terme le gros des capacités d'ISR naval en partenariat avec les P-8 Poseidon plutôt dédiés aux missions PATMAR/lutte ASM au sein de la *Maritime Reconnaissance Patrol Force* (MPRF). Sur ce théâtre, ces capacités sont placées sous l'autorité du commandant de la *Task Force (CTF)-72* de Kadena. Andersen, une des 5 grandes bases permanente du Triton, doit à terme accueillir un système complet de 4 appareils (plus évidemment les éléments de soutien et de contrôle de mission). La capacité opérationnelle initiale est fixée en 2021.

Les autres éléments apparaissent relativement stables, tels que les 4 sous-marins nucléaires d'attaque du SUBRON 15 ou la batterie THAAD, relevant de la *38th Air Defense Artillery (ADA) Brigade*, principale unité de défense antiaérienne et antimissile de la zone, hors Corée du Sud.

### ► Corée du sud

Le plan de *U.S. Forces Korea Realignment* est en voie d'achèvement, avec deux ans de retard sur le calendrier prévu. Pour mémoire, il a pour objectif de retirer les forces américaines de la zone démilitarisée, de les placer en appui des forces coréennes et de les concentrer sur le hub que constituent la base aérienne d'Osan et le Camp Humphreys, seule *Main Operating Base* américaine à l'étranger dans la région (qui accueille l'essentiel de la *2<sup>nd</sup> Infantry Division* et le PC de la *8th Army*). La présence américaine est aussi consolidée sur le Camp Carroll non loin de Daegu dans le Centre-Est de la Corée, la base navale de Chinhae au sud-ouest et la base aérienne de Kunsan. 15 des 26 installations des USFK ont été abandonnées et peuvent être rétrocédées aux forces coréennes.

### ► Japon

La DPRI a déjà été évoqué plus haut. Par ailleurs, les escadrilles à voilure fixe du groupe aérien du *Carrier Strike Wing 5* (centré autour de l'USS Ronald Reagan) ont été redéployées en 2018 depuis Atsugi sur la base aérienne d'Iwakuni.

### ► Singapour

Les déploiements par rotation des *Littoral Combat Ships* depuis la base de Changi ont été nettement moins nombreux qu'initialement anticipés, en raison de gros problèmes de maintenance (liés tant à la complexité du navire qu'à la disponibilité des capacités à l'assurer). Il n'y en a ainsi eu aucun en 2018. Les rotations ont cependant repris en 2019 grâce à un redéploiement des équipes de maintenance<sup>167</sup>. Les déclarations mentionnent aussi régulièrement les rotations de P-8 Poseidon.

---

<sup>167</sup> Gina Harkins, « The Navy's New Pacific Maintenance Team Can Fix an LCS on the Fly » *Military.com*, 13 Sep 2019, <https://www.military.com/daily-news/2019/09/13/navys-new-pacific-maintenance-team-can-fix-lcs-fly.html>

## ► La posture dans l’Océan Indien

Elle n’a pas connu, elle non plus, de corrections substantielles depuis 2016 et reste concentré sur le hub logistique de Diego Garcia.

### 2.2.2. Les modalités de déploiement

Dans le *Global Operating Model* conçu par la NDS 2018 pour calibrer la posture de déploiement des forces américaines, ces forces de théâtre assurent deux fonctions : elles représentent les forces de « contact », conçues pour permettre aux Etats-Unis « d’être plus compétitifs en dessous du niveau des conflits armés » et constituent une partie essentielle des « *blunt forces* » destinées à « retarder, dégrader ou interdire l’agression de l’adversaire »<sup>168</sup>. En lien avec ce modèle, deux aspects notables des modes de déploiements opérationnels américains dans la zone nécessitent des précisions : les FONOP et la dynamisation accrue de ces déploiements.

#### A. Les FONOP

Le programme des *Freedom Of Navigation Operations* (FONOP), mis sur pied en 1979 dans le domaine naval et son équivalent dans le domaine des opérations aériennes restent le principal instrument des forces américaines pour contribuer à affirmer le principe de la libre circulation dans ces *Global Commons* face aux « revendications excessives » (selon le terme consacré par le Pentagone).

Ces opérations réalisées de conserve avec les protestations du Département d’État, ne concernent pas uniquement la Chine et sont menées pour « défier » les revendications d’une vingtaine d’États dans le monde dont, au demeurant, plusieurs partenaires et alliés de la zone (Vietnam, Taiwan, Philippines et même Japon). Cela étant, ce sont bien les revendications de Pékin tout particulièrement en mer de Chine méridionale, qui représentent la cible principale de ces opérations, devenues l’un des marqueurs de la compétition des deux puissances. En l’occurrence, les forces américaines ont en effet démultiplié leur activité. Ainsi, 6 FONOP ont été entreprises sur la FY 2017, 7 sur la FY18<sup>169</sup>, 8 sur la FY19 et déjà 4 sur la FY20 en date de mois de mai 2020. Dans le même ordre d’idée, 39 survols des eaux revendiquées ont été réalisés par les appareils américains<sup>170</sup>. La volonté actuelle est de pas laisser le champ libre à la Chine, qui exploite la crise pandémique pour contraindre ses voisins selon le DoS<sup>171</sup>.

On notera sur ce plan la convergence stratégique avec l’approche de la France, détentrice de la seconde ZEE au monde : « *la France veillera spécifiquement à ce que les passages et détroits internationaux demeurent ouverts et libres d’accès, sans qu’aucun dispositif graduel ne puisse*

---

<sup>168</sup> D.o.D., *Summary of the 2018 National Defense Strategy*, p.7, <https://dod.defense.gov/Portals/1/Documents/pubs/2018-National-Defense-Strategy-Summary.pdf>

<sup>169</sup> Selon les Facts Sheet diffusé par l’Under Secretary of Defense for Policy, U.S. Department of Defense, sur la page « DoD Annual Freedom of Navigation (FON) Reports », <https://policy.defense.gov/OUSDP-Offices/FON/>

<sup>170</sup> Oriana Skylar Mastro, “Rising tensions in the South China Sea”, op. cit.

<sup>171</sup> « China Rattles Sabres as World Battles Coronavirus Pandemic », Reuters, April 21, 2020, <https://www.us-news.com/news/world/articles/2020-04-21/china-rattles-sabres-as-world-battles-coronavirus-pandemic>

constituer une éventuelle entrave »<sup>172</sup>. De ce fait, elle entend continuer « *d'exercer sa liberté de circulation partout où celui-ci le permet, en particulier [...] en mer de Chine méridionale* ». En témoigne les transits entrepris chaque année par la Marine nationale dans le détroit de Taiwan. Il semble cependant que lors de celui de la frégate Vendémiaire, fin avril 2019, la manœuvre diplomatique n'ait pas accompagné la mission de façon satisfaisante. Sur le plan opérationnel, des différences méritent d'être relevées entre les approches des deux marines. Ainsi, à la différence de la Marine nationale qui pratique un « *transit sans agressivité* » à distance, la Navy n'hésite pas à exécuter ses FONOP en mer de Chine en-deca de la ligne des 12 milles nautiques des récifs contestés<sup>173</sup>.

## B. Des déploiements plus dynamiques

Si le volume de forces déployées en permanence dans la région n'a guère varié depuis 2016, le principal changement concerne la façon dont les déploiements opérationnels s'opèrent. L'heure est en effet à la transcription de la nouvelle approche de *Force Dynamic Employment* (FDE) énoncée par la NDS 2018, qui se résume dans le principe « *Be strategically predictable, but operationally unpredictable* » et consiste donc à réduire la prédictibilité des déploiements américains et à multiplier leurs options afin de renforcer l'effet dissuasif d'ensemble<sup>174</sup>.

C'est selon ce concept que les moyens aériens basés au CONUS – y compris les bombardiers B1 déployés à Guam – opèrent désormais dans la région ou encore que la *Pacific Fleet Submarine Force* a, en mai dernier, concentré dans la zone Pacifique occidental les 7 SNA alors déployés dans sa zone de responsabilité – y compris probablement des bâtiments basés à Guam –, pour y mener des « *contingency response operations* » destiné à envoyer un message à Pékin<sup>175</sup>.

### 2.2.1. Une priorité relative accordée à la modernisation

#### A. La modernisation des forces américaines

L'un des axes du *Rebalancing* était, en complément de la posture de déploiement, d'accorder la priorité aux unités PACOM pour ce qui concerne la modernisation des *capabilities*. Or, si cette dernière est menée bon train pour l'ensemble des forces américaines depuis quelques années, les faveurs accordées aux forces du Pacifique sont à nuancer.

Elles sont indubitables pour de nombreux moyens tels que, en ce qui concerne la Navy :

- ➔ Les F-35 B/C de la Navy et de l'USMC dont les 5 escadrilles, basées à Leemore (CA), Yuma (AZ) ou Iwakuni, relèvent toutes des composantes d'USINDOPACOM ;

<sup>172</sup> *La stratégie de défense française en Indopacifique*, op. cit., p. 15.

<sup>173</sup> Nathalie Guibert et Brice Pedroletti « Tensions entre la France et la Chine après le passage de la frégate 'Vendémiaire', dans le détroit de Taïwan », *Le Monde*, Publié le 26 avril 2019, [https://www.lemonde.fr/international/article/2019/04/26/frictions-franco-chinoises-dans-le-detroit-de-formose\\_5455071\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2019/04/26/frictions-franco-chinoises-dans-le-detroit-de-formose_5455071_3210.html)

<sup>174</sup> Megan Eckstein, « CNO: 'Dynamic Force Employment' Could Allow More High-End Training for Strike Groups », *USNI News*, May 16, 2018, <https://news.usni.org/2018/05/16/cno-dynamic-force-employment-allow-high-end-training-strike-groups>

<sup>175</sup> William Cole, « Navy Sends Subs to Sea as Message to China », *The Honolulu Star-Advertiser*, 19 May 2020, <https://www.military.com/daily-news/2020/05/19/navy-sends-subs-sea-message-china.html>

- ➔ Les destroyers DDG-51, dont la plupart des exemplaires les plus récents sont affectés aux 3<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> Flotte, lesquelles bénéficient en priorité des modernisations d'équipements comme le nouveau sonar remorqué (MFTA) qui démultiplie les capacités ASM de ces navires ;
- ➔ Les torpilles et bouées acoustiques modernisées qui devaient rééquiper en 2018 en priorité les SNA, hélicoptères et P-8A Poseidon (voir ci-dessous) de la 7<sup>ème</sup> Flotte ;
- ➔ La conversion des appareils de guet aérien et de *Battle Management C2* sur la version la plus récente, l'E-2D Advanced Hawkeye, finalisée en 2017 dans la zone avec le groupe aéronaval du Roosevelt. Cette transformation va de pair avec la mise en œuvre du *Naval Integrated Fire Control – Counter Air* (NIFC-CA), le système d'engagement multiplateforme antiaérien, antimissile de croisière et désormais anti-navire (qui intègre les actions des E-2D, bâtiments Aegis, missiles SM-6 et plus récemment F-35B).

Elle est en revanche moins claire pour d'autres :

- ➔ Le P-8A Poseidon, « Rolls-Royce » de la lutte ASM et épine dorsale de la MPRF, qui a entièrement remplacé l'Orion depuis 2019. Sa montée en puissance s'est en fait équitablement répartie entre les bases de Jacksonville (FL) et Whidbey Island (WA). Cela étant, les unités de Floride ont été déployées au moins à deux reprises dans la zone ;
- ➔ Dans le domaine des SNA, seuls 7 des 19 Virginia (plus les Seawolf, il est vrai) sont actuellement rattachés dans la zone de responsabilité d'Hawaï. L'amiral Davidson a rappelé en 2019 que 50% de ses besoins en missions de SNA ne sont pas satisfaits<sup>176</sup>.

### **B. Les intégrations opérationnelles avec les alliés comme facteur d'accroissement des capacités**

Le renforcement des capacités américaines va très probablement au-delà de la modernisation de leurs seules unités. Il devrait en effet tirer largement partie des effets de synergie que permettent les symbioses tactiques reposant sur des systèmes communs avec les alliés australiens et nippons, dans plusieurs domaines. On en citera trois en particulier.

#### **► La lutte antimissile**

Elle est largement intégrée avec les forces de défense japonaises, en l'occurrence les destroyers *Aegis* de la *Japan Maritime Self-Defense Force* (JMSDF), dont la mission s'étend à la protection des navires américains bien au-delà de l'archipel et jusque récemment l'*Aegis Ashore*, le déploiement à terre de ces capacités. Le C2 de cette défense ABM et antiaérienne, assuré par le commandement de la défense aérienne, est intégrée au niveau du *Bilateral Joint Operations Coordination Center* (BJOCC) sur la base aérienne de Yokota où ces éléments sont

---

176

colocalisés le PC de la *5th Air Force* américaine<sup>177</sup>. Le Japon codéveloppe avec les États-Unis le missile SM-3 Block IIA, la version la plus sophistiquée du missile d'interception exo-atmosphérique naval, que la *Missile Defense Review* américaine de 2019 enjoint de tester contre des ICBM.

Dans ce contexte, l'annonce de l'arrêt du programme d'*Aegis Ashore* fait l'effet d'un coup de tonnerre. Il devait en effet être équipé du radar SPY-7, dérivé du nouveau *Long Range Discrimination Radar* (LRDR) que les Américains comptent installer à Hawaï (voir ci-dessous), aux performances bien supérieures à celles des radars embarquées sur les bâtiments de la Navy (SPY-6 *Air and Missile Defense Radar* pour les nouveaux destroyers DDG-51) et sur ceux des JMSDF, moins bien dotés (SPY-1D). Combinée avec le SM-3 Block IIA, cette exceptionnelle capacité de détection aurait fait du système japonais, au-delà de la défense contre les missiles nord-coréens, un élément putatif de la *Homeland Defense* américaine face aux ICBM chinois. On peut donc légitimement se demander si les raisons avancées (risque de retombée des booster du missile SM-3 sur le territoire japonais, dérive des coûts pour limiter ce risque) sont les seules ayant guidé la décision des autorités nippones. Est-il par exemple envisageable que Pékin ait discrètement fait part à Tokyo que le Japon serait considéré ainsi dans ses plans nucléaires ? La vulnérabilité de ces sites fixes aux capacités en développement de frappe hypersonique par planeur de Pékin est-elle rentrée en ligne de compte ? Quoi qu'il en soit, il sera particulièrement intéressant de suivre le devenir du programme de radar, quand bien même celui des sites d'interception serait scellé.

Enfin, la capacité d'engagement multiplateforme (*Cooperative Engagement Capability*) et le missile SM-6 dont seront dotés les deux nouveaux destroyers DDG27 devant rentrer en service en 2020-21 ainsi que l'acquisition en cours de quatre E-2D devraient potentiellement permettre l'intégration totale des navires nippons dans les bulles de défense NIFC-CA américaines<sup>178</sup>.

### ► La fonction engagement/combat aérien

La coopération en la matière découle déjà, au moins partiellement de structures comme le BJOCC, de la communauté de bon nombre de systèmes actuels (F-18 de la RAAF, F-15 et AWACS japonais, etc.) et de l'*Enhanced Air Cooperation* avec l'Australie. Les bulles F-35 en cours de développement devrait l'accentuer. Les acquisitions japonaises portent sur 103 F-35A (version conventionnelle de l'Air Force) et 42 F-35B à décollage / atterrissage vertical (la version des *Marines*). Ces derniers pourraient être déployés sur des aérodromes distants et surtout sur les deux « destroyers » porte-aéronefs Izumo à transformer pour ce faire, déploiement pour lesquels le Japon a demandé la coopération des *Marines*<sup>179</sup>. L'Australie acquiert pour sa part

---

<sup>177</sup> Yuki Watai, « Is Japan's Ballistic Missile Defense Too Integrated With the US? », *The Diplomat*, November 28, 2018, <https://thediplomat.com/2018/11/is-japans-ballistic-missile-defense-too-integrated-with-the-us/#:~:text=Japan%20was%20among%20the%20first,multilayered%20anti%2Dballistic%20missile%20system>.

<sup>178</sup> Joseph Trevithick, « Japan's New Super-Sized Destroyer Will Help Defend Against Ballistic Missiles And More », *The War Zone*, July 30, 2018, <https://www.thedrive.com/the-war-zone/22519/japans-new-super-sized-destroyer-will-help-defend-against-ballistic-missiles-and-more>

<sup>179</sup> Xavier Vavasseur, « USMC To Fly First F-35B From Japan's Izumo-Class Aircraft Carriers », *Naval News*, 21 Aug 2019. <https://www.navalnews.com/naval-news/2019/08/usmc-to-first-fly-f-35b-from-japans-izumo-class-aircraft-carriers/>

72 F-35A (dont 24 appareils réceptionnés en date d'avril 2020)<sup>180</sup>. À la différence du Japon, l'Australie est un partenaire industriel de premier rang du F-35<sup>181</sup>. Certes, le plafond de verre des limitations d'*information sharing* bien connu des partenaires et alliés des Américains empêche, probablement plus avec les Japonais qu'avec les Australiens, la pleine symbiose entre ces moyens et ceux des forces américaines. Cela étant, la transition sur F-35 devrait probablement accroître à tout le moins une capacité à l'intégration opérationnelle de circonstance.

L'exercice COPE North 2019, mobilisant pas moins d'une centaine d'appareils, a récemment démontré le niveau de coopération entre les trois puissances aériennes<sup>182</sup>.

### ► La lutte ASM et la PATMAR

Elle constitue un autre exemple de ces intégrations opérationnelles. Elle s'opère en l'occurrence avec les flottes de P-8A australienne (12 appareils) et de P-8I indienne, ces deux dernières puissances entendant développer par ailleurs leur coopération opérationnelle bilatérale, mais aussi avec la flotte sud-coréenne.

## 3. Une nouvelle phase de transformation de la posture et des capacités de l'USINDOPACOM

À Washington comme à Hawaï, la posture actuelle apparaît insuffisante aux yeux du plus grand nombre pour faire à l'expansionnisme de Pékin et offrir les garanties de sécurité aux alliés. Le débat stratégique est donc particulièrement vif tant au sein de l'Administration que du Congrès et des centres de recherches, pour adapter cette posture.

### 3.1. Rappel sur l'érosion des capacités américaines face à la Chine

On ne redéveloppera pas ici dans le détail la perception des Américains quant à l'érosion des capacités de leurs forces face au développement militaire chinois notamment dans le domaine A2/AD. Ce thème, devenu un paradigme, rappelé *ad nauseam* par les institutions et les *Think Tank*, a déjà été couverts par nombre de travaux de cet observatoire. On se contentera pour fixer les idées de présenter à nouveau le tableau des « *Scorecards* » tiré des simulations de la Rand en 2015, que nous avons présenté en 2016 dans le rapport sur la *3rd Offset Strategy*. Il met en lumière le nivellement des confrontations dans les domaines aérien, naval, spatial et cyber, en cas de conflit en mer de Chine méridionale et surtout en cas de conflit sur Taiwan.

---

<sup>180</sup> DoD australien, *F-35 Lightning II Fast Facts*, April 2020, <https://www.defence.gov.au/casg/Multimedia/JSF%20Fast%20Facts.pdf>

<sup>181</sup> Le Japon, bien qu'assemblant une partie des appareils sur son sol, n'est cependant pas parvenu à obtenir l'an dernier ce statut de partenaire du programme dans une architecture industrielle consolidée depuis 2002 et déjà forcée à une reconfiguration avec l'exclusion de la Turquie, là encore en 2019.

<sup>182</sup> Capt. AnnMarie Annicelli « U.S., Japanese and Australian Forces Conclude COPE North 2019 with Air Dominance », *Cope North Joint Information Bureau*, March 8, 2019, <https://www.pacom.mil/Media/News/News-Article-View/Article/1780433/us-japanese-and-australian-forces-conclude-cope-north-2019-with-air-dominance/>

Scorecard	Taiwan Conflict				Spratly Islands Conflict			
	1996	2003	2010	2017	1996	2003	2010	2017
1. Chinese attacks on air bases	Green	Green	Yellow	Orange	Green	Green	Green	Yellow
2. U.S. vs. Chinese air superiority	Green	Green	Green	Yellow	Green	Green	Green	Green
3. U.S. airspace penetration	Green	Yellow	Yellow	Yellow	Green	Green	Green	Green
4. U.S. attacks on air bases	Yellow	Green	Green	Green	Green	Green	Green	Green
5. Chinese anti-surface warfare	Green	Green	Yellow	Orange	Green	Green	Green	Yellow
6. U.S. anti-surface warfare	Green	Green	Green	Green	Green	Green	Green	Green
7. U.S. counterspace	Orange	Orange	Yellow	Yellow	Orange	Orange	Yellow	Yellow
8. Chinese counterspace	Green	Green	Yellow	Yellow	Green	Green	Yellow	Yellow
9. U.S. vs. China cyberwar	Green	Green	Green	Green	Green	Green	Green	Green

	Country	1996, 2003, and 2010	2017
10. Nuclear stability (confidence in secure second-strike capability)	China	Low confidence	Medium confidence
	U.S.	High confidence	

NOTES: To prevail in either Taiwan or the Spratly Islands, China's offensive goals would require it to hold advantages in nearly all operational categories simultaneously. U.S. defensive goals could be achieved by holding the advantage in only a few areas. Nevertheless, China's improved performance could raise costs, lengthen the conflict, and increase risks to the United States.

Key for Scorecards 1-9			
U.S. Capabilities		Chinese Capabilities	
Major advantage	Green	Major disadvantage	Red
Advantage	Light Green	Disadvantage	Light Red
Approximate parity	Yellow	Approximate parity	Yellow
Disadvantage	Light Orange	Advantage	Light Green
Major disadvantage	Red	Major advantage	Green

Eric Heginbotham (dir), *The U.S.-China military scorecard : forces, geography, and the evolving balance of power, 1996-2017*, Rand Co, 2015, p. xxix

Très récemment, le Pentagone a indirectement communiqué sur de nouvelles simulations de conflit autour Taiwan vers 2030, qui ont alimenté la nouvelle mouture 2020 du *China Military Power*. Prenant en compte les nouveaux moyens de l'APL (croiseurs lance-missiles Type 055, missiles balistiques de portée intermédiaires (IRBM) DF-26, chasseurs de 5<sup>ème</sup> génération J-20, capacités de projection accrues, capacités antisatellites, etc.) et ceux qui lui sont prêtés à cet horizon (armes hypersoniques, nouveaux porte-avions et sous-marins, etc.), ces exercices consolident le pessimisme ambiant, concluant à une défaite claire des Américains, dont toutes les bases de la région seraient désormais menacées<sup>183</sup>. Le rapport du Pentagone, récemment publié, estime cependant qu'il y a « *plus frappants que les quantités stupéfiantes de nouveau matériel militaire de l'APL* » : ce sont « *les efforts considérables déployés récemment par les dirigeants du PCC qui comprennent la restructuration complète de l'APL en une force mieux adaptée aux opérations interarmées, l'amélioration de la préparation générale au combat de*

<sup>183</sup>Rachel Sharp, « US 'would lose a war with China fought in the Pacific, is unable to defend Taiwan from an invasion and there are fears the Guam military base is at risk NOW', Pentagon sources warn » *Daily Mail*, 16 May 2020, <https://www.dailymail.co.uk/news/article-8326109/US-lose-war-China-fought-Pacific-Pentagon-sources-warn.html>

*l'APL, l'encouragement de l'APL à adopter de nouveaux concepts opérationnels et l'élargissement de l'empreinte militaire de la RPC à l'étranger »<sup>184</sup>.*

Il convient tout de même de rappeler que, dans ce concert de morosité, certains experts sont beaucoup plus réservés quant à l'aptitude des Chinois à remplir leurs objectifs putatifs. Ainsi, le politologue Michael Beckley de l'*American Enterprise Institute* met régulièrement en avant les points forts sur lesquels continuent de se baser la puissance des États-Unis et, au contraire, les graves déséquilibres du modèle chinois, argumentant sur la dégradation des termes de la confrontation pour Pékin. Dans le domaine militaire, il dresse un panorama des capacités, qu'il estime au final limitées, pour s'emparer de Taiwan, détruire les capacités défensives du Japon ou même du Vietnam<sup>185</sup>. Ces visions restent cependant très minoritaires.

### **3.2. Quelle « Deterrence by Denial » ? Le débat sur la stratégie opérationnelle offensive vs. défensive**

De multiples propositions ont émergé depuis huit ans pour refondre tant le déploiement que les capacités américaines face à la Chine. Citons-en les principales :

- Des stratégies que leurs auteurs présentent comme relevant du « *deterrence by denial* » promues depuis 2012 par l'expert des affaires chinoises Andrew Erickson<sup>186</sup> et plus récemment par Ely Ratner et ses collègues du CNAS<sup>187</sup> ou encore Benjamin Rimland et Patrick Buchan du CSIS<sup>188</sup> ;
- La « guerre limitée par contingence », concept élaboré par Julian Corbett, exploitant lui-même Clausewitz, remis au goût du jour par Toshi Yoshihara et James R. Holmes du *Naval War College*<sup>189</sup> ;
- La stratégie du « porc-épique », que devrait adopter Taiwan, avancée par William Murray, également du *Naval War College*<sup>190</sup> ;
- Celle « d'*Active Denial* » d'Eric Heginbotham et Jacob L. Heim de la Rand Corporation ;<sup>191</sup>

---

<sup>184</sup> Office of The Secretary Of Defense, *Military and Security Developments Involving the People's Republic of China, Annual Report to Congress*, Sep 1, 2020, <https://media.defense.gov/2020/Sep/01/2002488689/-1/-1/1/2020-DOD-CHINA-MILITARY-POWER-REPORT-FINAL.PDF>

<sup>185</sup> Michael Beckley, « The Emerging Military Balance in East Asia: How China's Neighbors Can Check Chinese Naval Expansion », *International Security* 42, no. 2, Fall 2017

<sup>186</sup> Andrew S. Erickson, « Deterrence by Denial: How to Prevent China From Using Force », *The National Interest*, December 16, 2013

<sup>187</sup> Ely Ratner et alii, *Rising to the China Challenge : Renewing American Competitiveness in the Indo-Pacific*, January 28, 2020, <https://www.cnas.org/publications/reports/rising-to-the-china-challenge>

<sup>188</sup> Benjamin Rimland and Patrick Buchan, « Getting the Pacific Deterrence Initiative Right », *The Diplomat*, May 02, 2020, <https://thediplomat.com/2020/05/getting-the-pacific-deterrence-initiative-right/#:~:text=Getting%20the%20PDI%20right%20means,problems%20than%20it%20would%20solve.>

<sup>189</sup> Toshi Yoshihara & James R. Holmes, « Asymmetric Warfare, American Style », *U.S. Naval Institute Proceedings* 138, no. 4, April 2012

<sup>190</sup> William S. Murray, « Revisiting Taiwan's Defense Strategy », *Naval War College Review* 61, no. 3, Summer 2008, pp. 12–38.

<sup>191</sup> Eric Heginbotham & Jacob L. Heim, « Deterring without Dominance: Discouraging Chinese Adventurism under Austerity », *The Washington Quarterly* 38, no. 1, Spring 2015, pp. 185–199

- ➔ Le « *Blue A2/AD* » défendu par Terrence K. Kelly, David C. Gompert et Duncan Long, également de la Rand <sup>192</sup>.

Le CSBA n'a pas non plus été avare de réflexions mais nous les évoquons ci-dessous car elle semble plus en phase avec celles de l'Administration.

Ces stratégies, plus ou moins explicitement, estiment que les États-Unis devraient appliquer face à la Chine une stratégie militaire de « *Deterrence by Denial* », de « dissuasion par l'interdiction ». La substance de cette stratégie a été développée en 1960 par Glenn Snyder en alternative à ce qu'il appelait alors la stratégie de dissuasion classique et que l'on nomme depuis « *Deterrence by Punishment* » - « dissuasion par représailles ». La définition classique de cette stratégie, donnée par Snyder, est « *la capacité à interdire à l'autre partie tout gain de l'action à dissuader* »<sup>193</sup>. En d'autres termes, il s'agit de démontrer à l'adversaire que l'on peut lui interdire d'atteindre ses objectifs.

La notion n'est cependant pas pertinente pour caractériser le cadre intellectuel alternatif proposé par ces écrits. En effet, à bien des égards, il s'agit aussi de l'approche stratégique guidant la préparation à une éventuelle confrontation adoptée par les Administrations américaines depuis 20 ans et complémentaire de la dissuasion par représailles assurée par l'arme nucléaire. Même *Air-Sea Battle* visait une stratégie de dissuasion par l'interdiction. Cependant, la finalité stratégique du concept ASB a été obscurcie par la volonté de l'Administration Obama de ne pas antagoniser excessivement la relation avec la Chine ce qui a contraint les thuriféraires d'ASB à présenter l'idée de façon purement générique, comme une recette technico-opérationnelle utilisable dans de multiples cadres. L'amiral Davidson est aujourd'hui plus explicite quant à cette orientation de la stratégie américaine : « *Bien sûr, il y aura toujours un élément de dissuasion par les représailles, où la dissuasion réside dans la promesse de représailles sur l'adversaire - généralement à la suite d'une agression. La dissuasion stratégique de notre nation est au cœur de cet élément. Mais je pense que nous sommes tous d'accord sur le fait que la dissuasion par les représailles ne laisse que peu d'options en cas d'échec de la dissuasion - et les conséquences sont énormes. La valeur de la dissuasion par l'interdiction consiste à faire porter le fardeau à notre adversaire. Nous devons les convaincre que le coût de la réalisation de leurs objectifs par la force militaire est tout simplement trop élevé* »<sup>194</sup>.

Derrière cette notion, les experts des think tank rééditent plutôt, en réalité, leur critique des modes d'action offensifs envisagés par l'Administration. De fait, comme le rappelle Milan Vego, la culture opérationnelle de la Navy par exemple, façonnée depuis plus d'un siècle par Mahan, reste focalisée sur l'offensive et n'accorde doctrinalement aucune place à la défensive<sup>195</sup>. On peut en dire autant des deux autres grands services.

---

<sup>192</sup> Terrence K. Kelly, David C. Gompert, & Duncan Long, *Smarter Power, Stronger Partners*, Volume I, RAND\_RR1359, RAND Corporation, 2016

<sup>193</sup> Cité dans Paul K. Davis, *Toward Theory for Dissuasion (or Deterrence) by Denial: Using Simple Cognitive Models of the Adversary to Inform Strategy*, Working Paper, Rand, January 2014, p.1, [https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/working\\_papers/WR1000/WR1027/RAND\\_WR1027.pdf](https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/working_papers/WR1000/WR1027/RAND_WR1027.pdf)

<sup>194</sup> *Transforming the Joint Force: A Warfighting Concept for Great Power Competition*, West 2020, San Diego, California, March 3, 2020

<sup>195</sup> Milan Vego, « The Navy Must Not Neglect 'Defensive' Warfighting », *USNI Proceedings*, July 2019 Vol. 145/7/1,397

Ces critiques, qui émergent à l'encontre d'ASB il y a dix ans, restent exactement les mêmes. Elles sont de trois ordres :

- Le risque de montée aux extrêmes qu'impliquent les frappes envisagées sur le continent chinois ;
- La densification du dispositif militaire chinois d'interdiction de zone dans les atterrages du continent, déséquilibrant de plus en plus la balance des potentiels avec les forces américaines qui pourraient être déployées. Elle rend de plus en plus illusoire la réalisation d'une « *dominance* » américaine dans l'ensemble des domaines de lutte et *in fine* l'atteinte des objectifs fixés par Washington ;
- L'accélération incontrôlable de la course aux armements, ruineuse non seulement pour la Chine mais aussi pour les États-Unis.

Les propositions alternatives ont évidemment leurs spécificités mais elles partagent une approche principale commune :

- Une stratégie essentiellement défensive, « asymétrique » face aux capacités chinoises, une stratégie « d'A2/AD inversé », qui érigerait en « barricade » la première chaîne d'îles enserrant la Chine et contraignant ses accès au Pacifique ;
- Ce type de stratégie afficherait un devis capacitaire nettement moindre. Les auteurs formulent souvent d'ailleurs leur proposition dans le contexte de contraction des dépenses américaines de la première moitié des années 2010 ;
- Elle reposerait en effet, particulièrement sur « *l'enabling* » des capacités des alliés et des partenaires, Japon et Taiwan avant tout, notamment de leurs forces antinavires, notamment basées à terre et de leurs capacités anti-sous-marines ;
- Sur le plan géopolitique, elle est plus cohérente avec les objectifs américains qui défendent le *statu-quo*.

Christopher Preble de la Cato l'a bien résumé ainsi « *Je crois que nous entrons dans une période de domination défensive, mais je pense que la doctrine stratégique américaine est toujours basée sur la puissance offensive* »<sup>196</sup> .

Cependant, certaines de ces approches posent elles aussi des problèmes de cohérence majeure tant sur le plan militaire que sur celui des objectifs stratégiques américains :

- L'A2/AD inversé est certainement valable pour interdire les opérations aériennes et navales chinoises au-delà de la première chaîne d'îles mais appliquer une stratégie défensive à un adversaire qui lui-même met en œuvre une stratégie du même ordre interroge. En effet, la raison pour laquelle Pékin développe depuis 20 ans ses moyens d'interdiction, est précisément d'entraver tout déploiement américain en mesure d'appuyer les alliés, Taiwan en tête. Si la stratégie défensive implique de ne plus opérer en mer de Chine, Pékin n'aurait plus alors besoin de déployer un dispositif de déni d'accès en mer lointaine et pourrait se concentrer sur la simple interdiction de zone. En d'autres termes, la bascule vers une stratégie largement défensive signifierait que Pékin est en réalité parvenu à la préclusion stratégique ;

---

<sup>196</sup> « Military Implications of Great Power Competition », CSIS, January 15, 2020, <https://www.csis.org/analysis/military-implications-great-power-competition>

- ➔ Une telle orientation stratégique accroît le problème de la survie de Taiwan, même appuyée par les forces américaines, d'autant que William Murray estime qu'elle n'est pas adaptée, capitalisant trop sur ses capacités « symétriques » aériennes et navales avec Pékin ;
- ➔ Sur le plan tactique, une stratégie défensive ne règle pas la question de la puissance de feu offensive que Pékin peut mettre en œuvre depuis le *mainland* (force stratégique de missiles, puissance aérienne, etc.). La « barricade » de la première chaîne d'îles se trouve précisément dans le rayon d'action de ces moyens. Or, si l'on adopte une vision systémique du dispositif adverse, l'interdiction implique, pour être crédible, d'affecter ses centres de gravité militaires, donc de frapper dans la profondeur. Faute d'affecter ces éléments, une stratégie purement défensive 1) abandonnerait toute initiative opérationnelle à l'attaquant 2) se traduirait par une bataille d'attrition dans laquelle l'avantage des États-Unis et de leurs alliés apparaît douteux étant donné le déséquilibre croissant des potentiels déjà évoqué. De plus, la survie, au moins fonctionnelle, des « forts de la barricade » (bases aériennes, bases ISR et feux antinavires, chaîne de détection et de batteries antimissiles, etc.) dépend pour une large part du maintien d'une capacité de couverture aérienne en renfort. Or, les bases aériennes de Honshu et *a fortiori* celles qui seront développées sur la seconde chaîne d'îles en complément de Guam, qui seraient elles-mêmes sous le feu des IRBM chinois, apparaissent trop distantes, ce qui « remet en selle » les CSG américains dans cette fonction mais les maintient donc à portée de tir des missiles balistiques antinavire (ASBM) de la force stratégique de Pékin.

USINDOPACOM comme le Pentagone ont, au moins implicitement, une conception plus équilibrée, même si elle adopte progressivement certains éléments préconisés par ces études.

### **3.3. Le choix de l'administration : une posture de « Deterrence by Denial », offensive et résiliente**

#### **3.3.1. USINDOPACOM, commandement influent dans la conception des opérations multidomaines, paradigme des armées américaines**

USINDOPACOM est probablement le commandement opérationnel qui a eu la plus grande influence sur les concepts guidant la modernisation des forces américaines depuis une décennie, compte tenu à la focalisation de cette dernière sur le défi posé par la Chine. À cet égard, le commandement d'Hawaï est l'un des grands promoteurs des concepts de synergie multi-domaine ou interdomaine (*Cross-Domain*), nouvelle transcription de la *Network Centric Warfare* étendue à l'espace et au cyber, devant par l'intégration des éléments ISR/C2/effecteurs qu'elle que soit leur composante d'affectation, démultiplier les options d'effets pour améliorer l'efficacité et l'efficience de la force.

On sait que le commandant des PACAF a été parmi les premiers architectes du concept d'*Air-Sea Battle* (ASB) reposant sur cette synergie, en lien avec l'*Office of Net Assessment* d'Andrew

Marshall au milieu de la décennie 2000<sup>197</sup>. De fait, même si la cohérence avec la politique « d'engagement » de Pékin suivie alors par la Maison-Blanche prévenait le Pentagone de désigner clairement le cadre de mise en œuvre du concept, il n'échappait à personne qu'ASB a été précisément élaboré pour articuler la conception militaire de la dissuasion de la Chine.

Aujourd'hui, les hiérarques de l'USINDOPACOM sont également parmi les plus grands promoteurs des *Multi-Domain Battle/Operations* (MDB/MDO), concepts de base de l'Army et de l'Air Force, dont la Navy et l'USMC partagent la substance à défaut de l'étiquette<sup>198</sup> et qui ont été repris au niveau interarmées avec *Joint All-Domain Operations* (JADO). Ils le sont tout autant concernant les concepts de la Navy aux premiers rangs desquels figurent les *Distributed Maritime Operations* et les *Expeditionary Advanced Base Operations* (EABO) développé avec les Marines. EABO envisagent des bases terrestres ISR/feux pour les opérations navales et n'est à cet égard pertinent que face à la Chine. L'amiral Davidson a rappelé récemment son soutien inconditionnel à ces approches<sup>199</sup>. Le général Brown, commandant ARPAC, a publié le premier article expliquant MDB dans le contexte d'INDOPACOM, un mois avant la publication du « *white paper* » MDB par le TRADOC en octobre 2017<sup>200</sup>. C'est au sein de ce commandement qu'a été muri le concept de *Multi-Domain Task Force* (MDTF), creuset organisationnel de l'expérimentation tactique des MDO, en l'occurrence par la transformation de la *17th Field Artillery Brigade* basée à Lewis-McChord. Testé par cette unité pilote lors de RIMPAC 2018, le concept de MDTF ne commence à être adapté à USEUCOM qu'en 2019<sup>201</sup>.

À travers ces concepts MDO, en l'état, comme précédemment ASB, la stratégie opérationnelle américaine conserve en cas de conflit une forte dimension offensive. Selon Elbridge Colby, qui était à la tête de l'élaboration de la NDS au titre de ses fonctions de *Deputy Assistant Secretary of Defense for Strategy and Force Development*, il est impératif de « *passer de forces américaines qui surgissent sur le champ de bataille bien après que l'ennemi y a manœuvré, à des forces qui peuvent retarder, dégrader et idéalement interdire la tentative d'un adversaire d'établir un fait accompli dès le début des hostilités et ensuite vaincre son invasion. Il faudra pour cela une force qui, au lieu d'établir méthodiquement une domination écrasante sur un théâtre d'opérations avant de repousser l'ennemi, peut immédiatement étouffer les attaques de l'ennemi et ensuite faire échouer sa stratégie même en l'absence d'une telle domination* »<sup>202</sup>.

---

<sup>197</sup> Michele Flournoy & Shawn Brimley, « The Contested Commons », *Naval Institute Proceedings*, July 2009, <http://www.usni.org/magazines/proceedings/2009-07/contested-commons>

<sup>198</sup> Kevin M. Woods & Thomas C. Greenwood, « Multidomain Battle: Time for a Campaign of Joint Experimentation », *Center for International Maritime Security*, March 26, 2018, <http://cimsec.org/multidomain-battle-time-campaign-joint-experimentation/35940>

<sup>199</sup> *Statement Of Admiral Philip S. Davidson, U.S. Navy, Commander, U.S. Indo-Pacific Command, Before The Senate Armed Services Committee On U.S. Indo-Pacific Command Posture*, 12 February 2019, p.16

<sup>200</sup> Gen. Robert B. Brown, U.S. Army, Commander of United States Army Pacific, « The Indo-Asia Pacific and the Multi-Domain Battle Concept », *Military Review*, September-October 2017, pp. 14-20, <https://www.armyupress.army.mil/Journals/Military-Review/English-Edition-Archives/September-October-2017/The-Indo-Asia-Pacific-and-the-Multi-Domain-Battle-Concept/>

<sup>201</sup> Jen Judson, « US Army's multidomain force emerges in Europe », *Defense News*, September 8, 2019, <https://www.defensenews.com/land/2019/09/08/us-armys-multidomain-force-emerges-in-europe/>

<sup>202</sup> Elbridge Colby, « How To Win America's Next War », *Foreign Policy*, MAY 5, 2019, <https://foreignpolicy.com/2019/05/05/how-to-win-americas-next-war-china-russia-military-infrastructure/>

### 3.3.2. *Regain the Advantage*

Sur demande du Congrès (voir ci-dessous), USINDOPACOM a dévoilé le résumé de l'évaluation de ses besoins capacitaires, *Regain the Advantage* (RTA), pour faire face au défi de sa zone de responsabilité, en premier lieu celui posé par la Chine<sup>203</sup>.

Le commandeur USINDOPACOM exprime l'intention d'amender et de compléter sa posture selon les axes suivants :

#### A. *Une létalité accrue de la Force*

S'inscrivant totalement dans la logique MDO/JADO, elle doit développer des capacités de frappe « *décentralisées et géographiquement dispersées le long des archipels du Pacifique occidental pour dissuader et défendre, en inversant toute capacité [...] (A2/AD) ayant tendance à limiter la liberté d'action des États-Unis ou leur accès aux espaces vitaux, voies navigables et espace aérien* ». On remarque donc la reprise de la logique de l'A2/AD inversé évoquée supra. Elle passe par les deux éléments suivants :

- ➔ En premier lieu, l'amélioration substantielle de la chaîne de détection américaine, dans le domaine de la défense antimissile mais aussi dans les domaines aérien et naval : un nouveau radar, le *Homeland Defense System-Guam* (HDS-G) est la priorité de l'amiral Davidson qui demande aussi la construction du *Homeland Defense Radar-Hawaii* (HDR-H) – le LRDR déjà évoqué ci-dessous dans le cas de l'*Aegis Ashore* japonais – et d'un radar transhorizon qui serait situé à Palau, le *Tactical Multi-Mission Over-the-Horizon Radar* (TACMOR). Ces éléments doivent être complétés par les constellations radar spatiales ;
- ➔ Au titre des effecteurs, le déploiement de réseaux de frappe de précision situé sur la première chaîne d'îles avec comme priorité la lutte antinavires. Les systèmes d'armer concernés, tous disponibles ou devant l'être à court terme sont : les *Maritime Strike Tomahawk*, les *Joint Air-Surface Standoff Missile Extended Range* (JASSM-ER), les *Cross Domain Army Tactical Missile System* (CD-ATACMS), version antinavire du missile tactique de l'Army portant à 300 km), le *Naval Strike Missile*, missile de Kongsberg de 100 km de portée que l'USMC Marine Corps destine à ses lance-roquette *High Mobility Artillery System* (HIMARS). L'ensemble de ces moyens, selon la logique multidomaine est appuyé par les capacités spatiales, cyber et de guerre électronique.

---

<sup>203</sup> National Defense Authorization Act (NDAA) 2020, Section 1253 Assessment, *Executive Summary, Regain the Advantage, U . S. Indo- Pacific Command' s (USINDOPACOM) Investment Plan for Implementing the National Defense Strategy Fiscal Years 2022-2026*, <https://int.nyt.com/data/documenthelper/6864-national-defense-strategy-summ/8851517f5e10106bc3b1/optimized/full.pdf>

<b>Joint Lethality Investments</b> <i>(Costs are in millions of \$)</i>	<b>FY21</b>	<b>FY22-26</b>
Homeland Defense System - Guam	77	1,594
Long-Range Precision Fires	267	760
TACMOR - Palau	0	185
HDR-Hawaii	162	905.0
Space-Based Persistent Radar	100	1,800

Source: National Defense Authorization Act (NDAA) 2020, Section 1253 Assessment, *Executive Summary, Regain the Advantage, U. S. Indo- Pacific Command' s (USINDOPACOM) Investment Plan for Implementing the National Defense Strategy Fiscal Years 2022-2026*, p.2

RTA mentionne les capacités de frappe existantes. Il convient d'ailleurs de rapprocher cette conception des plans de l'USAF destinés à renforcer considérablement son inventaire en JASSM-ER : actuellement de 2000 missiles, il qui doit passer à près de 10 000 à terme<sup>204</sup> de toute évidence dans l'idée de soutenir une campagne de frappe contre ces compétiteurs. Il est aussi évident que font partie de ce schéma, à terme, les nouveaux moyens devant rejoindre l'arsenal de la frappe américaine dans la profondeur tels que :

- ➔ Les différents programmes de missiles hypersoniques des trois services qui doivent aboutir à des capacités initiales à partir de 2023 : missile à planeur AGM-183A et missile de croisière *Hypersonic Air Breathing Weapon Concept* de l'Air Force, *Long-Range Hypersonic Weapon* de l'Army, *Conventional Prompt Strike* de la Navy ;
- ➔ Les autres programmes post-FNI de *Long Range Precision Fires* de l'Army développant les feux de portée opérative (nouveaux missiles PRsM d'environ 500 km de portée) et stratégique (*Strategic Long Range Canon*) ;
- ➔ Les autres capacités de projection de feux de l'USAF en cours de développement : bombardiers B-21, F-35, version AGM-158D du JASSM-ER qui doit afficher une portée doublée, à 1000 NM, ou encore du *Stand-In Attack Weapon* (SiAW) supersonique, drones de théâtre low-cost, opérations en essaim de ces munitions et de nouveaux drones tactiques aéroportés ;
- ➔ Les constellations spatiales d'ISR à venir (voir notre rapport 3).

### **B. La résilience de la posture de déploiement**

Elle inclue la DPRI mais aussi et surtout la dispersion des bases aériennes et navales sur l'ensemble du théâtre garantissant la survivabilité de la force tout en lui permettant de « créer des fenêtres temporaires de supériorité aérienne et maritime localisées appuyant sa manœuvre, tandis que les forces amphibies créent et exploitent l'incertitude temporelle et géographique pour imposer des coûts et mener des opérations d'entrée de vive force ». Les fenêtres de supériorité localisées sont un vocable emprunté aux concepts MDO. Ces opérations dispersées sont aussi totalement en phase avec le concept de *Distributed Maritime Operations* de la Navy.

<sup>204</sup> « U.S. Air Force Increases Potential Production Quantities of JASSM, LRASM Missiles », *Defense Post*, October 7, 2019 – <https://defpost.com/u-s-air-force-increases-potential-production-quantities-of-jassm-lrasm-missiles/>





Source : Tyler Rogoway, « Major Airfield Expansion On Wake Island Seen By Satellite As U.S. Preps For Pacific Fight », *The War Zone*, July 3, 2020,

### C. Le renforcement des réseaux d'alliance et des partenariats

La focale est ici placée sur l'amélioration de l'interopérabilité, à travers deux projets :

- ➔ Le *Mission Partner Environment* (MPE). Réclamé depuis 2015 par USINDOPACOM, conjointement avec USAFRICOM, USEUCOM, USCENTCOM et l'USSOCOM<sup>207</sup>, le MPE vise à mettre à disposition des partenaires un système de commandement et de contrôle de coalition uniformisé et permanent. Actuellement, cette architecture C2 interalliée repose sur les enclaves CENTRIXS développées de façon *ad hoc* et ne facilitant pas le partage d'information, déjà limité par les règles américaines très restrictives d'*information sharing*. MPE se compose d'une structure stratégique permanente et de structures pour des opérations spécifiques. Il doit comprendre des passerelles multiniveaux permettant aux alliés d'utiliser leur propres systèmes de C2<sup>208</sup>. C'est en quelque sorte le pendant américain du *Federated Mission Networking* de l'OTAN. Le projet lancé par le Pentagone et dont l'Air Force est maintenant agent d'exécution, s'étale de 2017 à 2024<sup>209</sup>. RTA estime nécessaire de financer cet effort à hauteur de 50 M\$ en 2021 et de 322 M\$ sur la FYDP.
- ➔ Les centres multinationaux de fusion du renseignement et de l'information avec les partenaires : *Counter-Terrorism Information Facility*, *Oceania Fusion Center*, *Indo-Pacific Maritime Coordination Center*.

<sup>207</sup> Robert B. Sims, Colonel, U.S. Army, *The Mission Partner Environment: Challenges To Multinational Information Sharing*, A Research Report Submitted to the Faculty, Air War College, Air University, 15 February 2016, <https://apps.dtic.mil/dtic/tr/fulltext/u2/1036964.pdf>

<sup>208</sup> Angela Smith, Chief, MNIS Division, *Mission Partner Environment (MPE) / Multinational Information Sharing (MNIS)*, présentation à l'AFCEA, DISA, 22 April 2016, [https://www.afcea.org/site/sites/default/files/files/5-Smith\\_MPE\\_MNIS.pdf](https://www.afcea.org/site/sites/default/files/files/5-Smith_MPE_MNIS.pdf)

<sup>209</sup> « PE 0305601F / Mission Partner Environments », *Research, Development, Test & Evaluation, Air Force / BA 4: Advanced Component Development & Prototypes (ACD&P)*, PB 2020 Air Force, February 2019 [https://www.dacis.com/budget/budget\\_pdf/FY20/RDTE/F/0305601F\\_56.pdf](https://www.dacis.com/budget/budget_pdf/FY20/RDTE/F/0305601F_56.pdf)

De fait, en matière de coopération, la conception opérationnelle de RTA fait écho à la volonté du gouvernement japonais de se doter de capacités de « frappe préemptive ». Cependant, l’aptitude nipponne à mettre en œuvre ces capacités ne serait pas facilitée par la culture stratégique japonaise et le processus décisionnel qui en découlerait, le cas échéant, en cas de conflit<sup>210</sup>.

#### D. Les exercices, les entraînements et l’innovation

USINDOPACOM entend développer à partir de 2022 la *Pacific Multi-Domain Training and Experimentation Capability* (PMTEC) interconnectant les sites d’entraînement des différents services : le *Pacific Missile Range Facility* (PMRF) de la Navy et le *Pohakuloa Training Area* de l’Army situés à d’Hawaï, le *Joint Pacific Alaska Range Complex* (PARC) de l’Air Force et des sites en Californie et au Nevada, sur l’atoll de Kwajalein et, dans le futur, le *Combined/Joint Military Training* (CJMT) de l’USMC dans les îles Mariannes.

L’amiral Davidson ambitionne de faire de la PMTEC « *le plus grand complexe de coalition au monde, doté des capacités les plus avancées en matière de virtualisation, de simulation, d’entraînement en réalité virtuelle et de scénarios de répétition opérationnelle sur de longues distances* ». Il s’agit non seulement d’entraîner les forces mais aussi d’expérimenter les concepts opérationnels multidomains, notamment en pratiquant l’intégration des feux interarmées dans les opérations de chaque milieu. La PMTEC sera bien entendu ouverte aux Australiens et aux Japonais.

Identified Range Investments	Posture Effort	FY21	FY22-26
Joint Exercise Program	Traditional Theater Exercise Program	100	711
Strategic Innovations	Experimentation Program	-	1,048.4
Range Study/Program Review*	DPRI - CJMT training ranges – initial construction	0.8	-
Improved Communications System		-	2.5
JPARC Improvements		-	160
War-game and Simulation Capability	Dispersal airfield and preposition	-	16
Joint Region Marianas Operational HQ	Dispersal airfield and preposition	-	1.5
Air Picture Common Operating Picture Systems (4)		-	50
C4ISR Integration in theater		-	8
Acquisition/Engagement Radar Emulators (6)		-	90
Mobile Range Systems and Scoring		-	45
USINDOPACOM HQ Manning for PMTEC		-	30
Environmental Impact Statements		-	72
Australia Initiatives		-	40
Advanced Ranges Initiatives*	Initiatives informed by FY21 Review*		500 (est)

Source : *Regain the Advantage*, op. cit., p.6

#### E. La logistique et la coopération de sécurité

Le dernier axe est le plus hétérogène. Il inclut les financements du soutien logistique à partir de 2022 et de la *Contingency Construction Authority* destinés à construire ou améliorer des

<sup>210</sup> Échange avec un officier fin connaisseur de la défense nipponne.

infrastructures opérationnelles de circonstances, non prévus par la Loi, dans les autres pays que le Japon et la Corée. Ces deux thèmes sont en fait totalement liés au second axe.

Key-Enablers	FY21	FY22-26
Logistics Enablers	-	1,814.7
Contingency Construction Authorities (Sec 2804)	10	500
Building Partner Capacity (333/MSI)	123	2,500
JIATF-W	15.8	103
Information Operations	6	42

Source : *Regain the Advantage, op. cit.*, p.7

Cela étant, il comprend d'autres éléments, relevant de la coopération de sécurité et qui ne sont pas liés en soi à la posture de dissuasion conventionnelle face à la Chine. Ils peuvent en revanche clairement contribuer à la lutte contre les stratégies de zone grise de Pékin. Il s'agit :

- ➔ Du *Building Partnership Capacity*, donc le développement des capacités des partenaires, qui inclut le renforcement du financement de la *Southeast Asian Maritime Security Initiative (SAMS)* avec les pays de l'ASEAN, déjà évoquée. RTA estime que les financements de coopération de sécurité de théâtre devraient être accrus de 32% pour couvrir les besoins.
- ➔ De la *Joint Interagency Task Force – West (JIATF-W)* de lutte antidrogue ;
- ➔ Du financement (limité) de programmes alliés de contre-propagande de Pékin.

Le tableau ci-dessous récapitule les financements demandés par USINDOPACOM. On constate que ceux concernant les *Long Range Precision Fires*, le HDR-H et les infrastructures absorbent à elles seules les trois quarts de l'enveloppe pour 2021.

USINDOPACOM – <i>Regain the Advantage</i> (Costs in millions of dollars)	FY21 Requests	FY22-26 Requests
Joint Force Lethality	606	5,244.0
Force Design and Posture	700.8	5,158.0
Strengthen Allies and Partners	52	332.0
Exercises, Experimentation, and Innovation	100.8	2,774.4
Logistics and Security Enablers	154.8	4,959.7
<b>TOTAL</b>	<b>1,614.4</b>	<b>18,468.1</b>

Source : *Regain the Advantage, op. cit.*, p.1

En fin de compte, RTA (et l'initiative du Congrès qui la finance, voir ci-dessous) corrige ce que des observateurs comme Shriver et Sayers du CNAS considèrent comme la plus grande lacune de la stratégie américaine actuelle : un devis global incluant non seulement la posture de déploiement et les capacités de combat favorisées par les programmes des *Services* mais aussi

les capacités de soutien et l'infrastructure<sup>211</sup>. Anthony Cordesman, avare de compliment sur la gestion stratégique du DoD comme on le sait, salue également l'effort d'expression de besoin de l'USINDOPACOM.

### **3.4. La stratégie de Maritime Pressure du CSBA : illustration probable de l'approche opérationnelle américaine**

Une description qui semble assez équivalente à la conception de l'USINDOPACOM nous est fournie par l'équipe de Thomas G. Mahnken du CSBA qui met en avant une stratégie de *Maritime Pressure* reposant sur le concept dit de « *Inside-Out* ». Ses auteurs la résumant ainsi : « *La stratégie prévoit la mise en place de réseaux de frappe de précision à haute capacité de survie le long de la première chaîne d'îles, avec des quantités accrues de missiles américains et alliés basés au sol, appuyés par des capacités navales, aériennes, de guerre électronique et autres. Ces réseaux seraient décentralisés sur le plan opérationnel et géographiquement dispersés le long des archipels du Pacifique occidental. Les réseaux fonctionneraient comme une force "interne" optimisée pour attaquer l'APL dans l'enveloppe de la menace A2/AD de la Chine, soutenue par des forces aériennes et navales "extérieures" capables de se joindre au combat à partir de plus loin* »<sup>212</sup>. Cette stratégie permet de répondre aux quatre défis posés, selon les chercheurs, par les opérations de frappe, de blocus ou encore d'assaut amphibie que mèneraient l'APL :

- « *Amortir rapidement l'agression chinoise dès le début du conflit ;*
- *Projeter rapidement la puissance pour renforcer les forces avancées dans les environnements A2/AD ;*
- *Protéger et soutenir les forces et les bases d'opérations critiques ;*
- *Obtenir et conserver l'avantage informationnel tout en étant attaqué ».*

---

<sup>211</sup> Randy Schriver, Eric Sayers, « The Case for a Pacific Deterrence Initiative »,

<sup>212</sup> Thomas G. Mahnken, Travis Sharp, Billy Fabian, Peter Kouretsos, *Tightening The Chain: Implementing a Strategy of Maritime Pressure in The Western Pacific*, CSBA, May 23, 2019, p.3 <https://csbaonline.org/research/publications/implementing-a-strategy-of-maritime-pressure-in-the-western-pacific/publication/1>



Thomas G. Mahnken, Travis Sharp, Billy Fabian, Peter Kouretsos, *Tightening The Chain: Implementing a Strategy of Maritime Pressure in The Western Pacific*, CSBA, May 23, 2019, p.31

Cette stratégie est présentée comme différente « de l'actuel modèle expéditionnaire concentré sur l'agrégation d'une puissance de combat massive puis l'obtention de la domination dans tous les domaines et enfin la contre-attaque décisive. Dans un scénario de fait accompli, le modèle expéditionnaire prend trop de temps »<sup>213</sup>. Or, ce que décrivent ici les auteurs de façon caricaturale est la situation post-*Desert Storm* qui prévalait jusque dans les années 2000. Les services n'en sont plus là. Toute la logique d'ASB, de la synergie « *cross-domain* » et des MDO/JADO depuis 10 ans est précisément de concevoir l'affrontement sans pouvoir contrôler préalablement tous les domaines de lutte. En revanche, l'étude pose clairement l'enjeu de l'importance à accorder à la « *blunt force* » par rapport à la « *surge force* ». On retrouve la notion clé de « l'amortissement rapide de l'attaque adverse » sous-tendant l'argumentaire de Colby. Le besoin de se battre dans l'enveloppe de tir des capacités A2/AD adverses est précisément ce qu'expliquent les Marines. En d'autres termes, on peut avancer l'hypothèse que le CSBA expose, comme dans le cas d'ASB en 2010, une version non-officielle, externalisée, du *Warfighting Concept* de l'USINDOPACOM ou des réflexions équivalentes au sein de l'OSD guidant déjà la stratégie capacitaire américaine, ce qui rend le document d'autant plus intéressant.

<sup>213</sup> Ibidem, pp.3-4

### 3.5. La réponse budgétaire du Congrès : l'Indo-Pacific Deterrence/Reassurance Initiative

Depuis plusieurs années, les « *defense hawks* » du Congrès, à commencer par feu le sénateur McCain qui présidait le *Senate Armed Services Committee* (SASC), proposent d'établir pour la zone le pendant de l'*European Defense Initiative*. Dans le cadre de la *National Defense Authorization Act* (NDAA) FY18, McCain avait ainsi proposé de créer l'*Indo-Pacific Stability Initiative* et de la doter de 1,5 Mds\$ annuellement sur l'ensemble de la FYDP<sup>214</sup>. Mais cette initiative ne reçut alors qu'une attention limitée du DoD et fut abandonnée. Cela étant, lors de son allocution au *Naval War College* en août 2019, Mark Esper défend l'idée de l'expansion des bases et d'un investissement accru de ressources dans le Pacifique

Le Congrès, restant sur la ligne de McCain, a donc demandé à USINDOPACOM une évaluation indépendante dans le cadre de la NDAA FY20 (Section 1253). *Regain The Advantage* est la réponse de l'amiral Davidson. Fort logiquement donc, les projets de NDAA FY21 votés par chacune des deux chambres et qui feront l'objet des habituelles conférences de réconciliation à l'automne, entendent financer les demandes exprimées dans RTA.

- ➔ **Le projet du SASC** élaboré sous l'autorité des sénateurs Jim Inhofe et Jack Reed et voté par le Sénat reprend le terme introduit en avril 2020 par le représentant Mac Thornberry (R-TX), alter ego de McCain à la Chambre : ***Indo-Pacific Deterrence Initiative (PDI)***. Il autorise à lui consacrer 1,4 Mds\$, « *dont 188,6 M au-dessus de la demande budgétaire pour les besoins indo-pacifiques* »<sup>215</sup> et 5,5 Mds\$ en 2022. Le projet colle étroitement au « devis » de RTA, finançant à hauteur des demandes par exemple les radars de Guam et de Hawaï, les travaux d'infrastructures à Guam et dans les Mariannes, les initiatives de guerre de l'information et de *Mission Partner Environment*. Il va même au-delà pour la *Maritime Security Initiative*. Il ne semble pas cependant que les crédits concernant les armements, notamment les LRPF, soient renforcés par rapport à la requête du DoD même si le projet en mentionne explicitement la finalité ainsi que celle de leur pré-positionnement à l'ouest de la ligne de changement de date ;
- ➔ **L'initiative** figurant dans le draft NDAA **de la House Armed Services Committee (HASC)**, dirigée par Adam Smith est cette fois labellisée sous le terme ***Indo-Pacific Reassurance Initiative (IPRI)***, entendant mettre l'accent sur les partenariats avec les alliés plus que sur l'acquisition des systèmes d'arme accélérant le risque d'une « course aux armement »<sup>216</sup>. L'initiative prévoit cependant d'aller au-delà des demandes RTA puisqu'elle entend autoriser jusqu'à 3,58 Mds\$, un compromis avec la proposition maximaliste formulée par Mac Thornberry en avril, qui proposait de financer cette PDI à hauteur de 6 Mds\$.<sup>217</sup>. On est cependant bien en peine de

---

<sup>214</sup> Randy Schriver, Eric Sayers, « The Case for a Pacific Deterrence Initiative »,

<sup>215</sup> Jim Inhofe, Jack Reed, *FY21 National Defense Authorization Act*, Senate Armed Services Committee, Executive Summary, p.4

<sup>216</sup> Megan Eckstein, « House, Senate Defense Bills Differ In Approach to Indo-Pacific Security, But Stress Region's Importance », *USNI News*, June 30, 2020, <https://news.usni.org/2020/06/30/house-senate-defense-bills-differ-in-approach-to-indo-pacific-security-but-stress-regions-importance>

<sup>217</sup> Rep. Thornberry, Mac, « H.R.6613 - Indo-Pacific Deterrence Initiative », 04/23/2020, <https://www.congress.gov/bill/116th-congress/house-bill/6613/text>

distinguer dans le rapport de la Chambre quels sont les items bénéficiant de cette manne. A l'inverse, des programmes comme le LRPF sont parmi ceux connaissant les coupes budgétaires les plus importantes, pour des raisons classiques de gestion des programmes. Or, rien ne permet de supposer que les crédits de l'IPRI aient été présentés séparément (comme ce fut le cas avec l'EDI il y a quelques années).

Les deux chambres exigent enfin du DoD de multiples justifications pour étayer les financements à partir de la FY22 mais la Chambre des représentants va beaucoup plus loin que le Sénat en ce sens, demandant au Pentagone un vaste plan de « transparence ».

L'une des ruptures apportées par les PDI/IPRI par rapport à la requête budgétaire du Pentagone concerne la défense antimissile. Le Sénat entend en effet financer le radar HDS-G, nouveau venu dans l'arsenal des capteurs de défense antimissile, et rétablir le financement du HDR-H (ce en quoi il est suivi par la Chambre). La MDA ne le demandait plus dans la requête budgétaire car elle estime que les radars des THAAD et le SBX sur plate-forme off-shore sont suffisants pour couvrir les menaces actuelles et souhaite se donner le temps de réévaluer son plan d'architecture de détection future dans la zone, entravé « *par de questions relatives aux pays d'accueil* »<sup>218</sup>. Sans surprise, l'administration, dans sa réaction au projet de NDAA de la Chambre, a donc exprimé son désaccord avec le rétablissement des financements du HDR-H, arguant de la priorité à accorder au renforcement et à la fiabilisation de la flotte de missiles d'interception (particulièrement égratignée par le projet de la Chambre)<sup>219</sup>.

## 4. Conclusions

Nous nous situons toujours actuellement dans l'exécution du « *Re-balancing* » lancé il y a environ 10 ans alors lorsque le Pentagone a commencé à placer en tête de ses priorités la dissuasion de l'éventuel aventurisme militaire chinois. Le bilan de ce rééquilibrage est mitigé : la posture de déploiement démontre en réalité une plasticité tout à la fois faible et longue à se réaliser compte tenu des multiples entraves (diplomatiques, financières, etc.) même si les procédés de déploiement opérationnel gagnent en flexibilité. Les forces dans la zone connaissent une modernisation significative dont le mécanisme essentiel réside plus dans les stratégies capacitaires générales des *services* que dans la concrétisation massive de la priorité censément accordée aux unités de la région, même si les évolutions en la matière n'ont pas été négligeables.

Ce « *Re-balancing* » apparaît donc de plus en plus en décalage flagrant avec la vitesse de l'émergence militaire chinoise, de ses capacités « A2/AD » tout particulièrement. Ceci accroît le pessimisme ambiant à Washington et à Hawaï quant à l'érosion continue de l'aptitude américaine à intervenir victorieusement en cas de conflit. Ce faisant, de multiples experts ont

---

<sup>218</sup> Jen Judson, « Pacific missile defense radars nixed, MDA to study sensor architecture in region », *Defense News*, February 11, 2020, <https://www.defensenews.com/smr/federal-budget/2020/02/11/pacific-missile-defense-radars-nixed-mda-to-study-sensor-architecture-in-region/>

<sup>219</sup> Office of Management and Budget, *Statement of Administration Policy*, H.R. 6395 – William M. (Mac) Thornberry National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2021, July 21, 2020, [https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2020/07/SAP\\_HR-6395.pdf](https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2020/07/SAP_HR-6395.pdf)

alimenté le débat depuis huit ans en proposant une bascule vers des stratégies militaires résolument défensives, se fondant sur l'avantage géographique dont jouissent les Américains et leurs alliés, une stratégie de déni d'accès inversé face aux vellétés chinoise de se projeter dans le Pacifique. Ces stratégies seraient, selon leurs promoteurs, moins risquées et plus « efficaces » pour faire pièce aux ambitions de Pékin.

Les choix récents de l'appareil militaire américain sont plus équilibrés. *Regain the Advantage*, plan proposé par l'amiral Davidson, présente ainsi une réarticulation de la posture américaine qui apparaît assez cohérente. Le développement des capacités de toute nature qui y est projeté met en œuvre le « *warfighting concept* » en cours de maturation, constituant de toute évidence la fusion adaptée au contexte USINDOPACOM des concepts de MDO, de DMO ou encore d'EABO. En l'occurrence, il s'agit d'assurer une dissuasion par l'interdiction reposant d'une part sur une puissance de feu multidomaine défensive et offensive, notamment antinavires, combinant capacités *stand-in* sur la première chaîne d'îles et (relativement et de moins en moins) *stand-off* depuis la seconde chaîne d'îles et les espaces arrière, d'autre part sur un dispositif plus résilient face aux feux de portée régionale chinois, grâce à la dispersion des emprises et à l'agilité des déploiements. En d'autres termes, *Regain the Advantage* est une déclinaison régionale de la refonte en cours du modèle expéditionnaire américain, jugé trop lourd, de l'emphase désormais placée sur la « *blunt force* » en mesure d'interdire une agression rapide chinoise visant le fait accompli.

Une telle posture renforce plus encore la criticité de l'interopérabilité d'une part avec les JSDF, allant de la coordination à l'intégration voire à la symbiose tactique selon les capacités considérées, d'autre part avec les forces australiennes sur les arrières. Cette vision ne manque pas de points de fragilité. Citons par exemple l'adéquation du processus décisionnel nippon en cas de conflit ou encore les moyens alignés par les Philippines et les relations complexes et volatiles entre Manille et Washington.

Pour l'instant, le Congrès semble pleinement soutenir cette nouvelle stratégie, garantissant son financement au moins sur le court terme via les *Pacific Deterrence* ou *Reassurance Initiative* et plus généralement les crédits de défense accordés aux stratégies de modernisation fondés sur MDO ou DMO. Cependant, la grande crise actuelle pourrait aboutir à des restrictions budgétaires plus ou moins prononcées (voir notre note 6) obérant la faculté des Américains à effectivement mettre en œuvre le plan RTA.

Autre point, cette focalisation sur le rétablissement de la supériorité opérationnelle n'est que de peu d'utilité pour l'autre sujet de préoccupation majeur des Américains et de leurs partenaires, à savoir la pression politique, économique et sécuritaire continue exercée par Pékin pour assoir sa souveraineté sur ses espaces maritimes, particulièrement agressive en mer de Chine méridionale, relevant d'une stratégie de « zone grise ». En la matière, la réponse américaine se traduit par l'exécution de FONOP à effets surtout diplomatiques, mais qui n'altèrent en rien la présente dynamique. Un récent rapport de la Rand (comme bien d'autres avant lui) préconise une approche beaucoup plus réactive devant les coups de force chinois, assumant une acceptation de risque d'escalade et, de façon générale, une approche plus proactive dans l'ensemble de ces domaines de la compétition : stratégie d'influence, actions dans le domaine cyber, etc. Cette reprise de l'initiative américaine doit intervenir autant que possible dans les cadres multilatéraux et multinationaux confortant les vellétés de résistance des alliés et

partenaires les plus menacés (Japon, Philippines, Vietnam notamment)<sup>220</sup>. Cela étant, cette question ne relève que très partiellement, on s'en rend bien compte, de la posture militaire *per se*.

Enfin, si l'espace USINDOPACOM fait sens sur le plan géostratégique, il ne constitue toujours pas plus une réalité sur le plan de la posture militaire américaine proprement dite que sur celui de la stratégie de sécurité abordée en première et seconde partie. Ce qui précède montre en effet sans conteste, que la posture militaire en reste essentiellement à une problématique purement PACOM... probablement jusqu'à ce que la Chine affermis sa présence dans l'Océan Indien.

---

<sup>220</sup> Lyle J. Morris, « Gray Zone Challenges in the East and South China Sea », *Maritime Issues*, January 7, 2019, <http://www.maritimeissues.com/politics/gray-zone-tactics-and-their-challenge-to-maritime-security-in-the-east-and-south-china-sea.html>

# Annexe 1 PRÉSENCE FRANÇAISE DANS LA ZONE INDOPACIFIQUE

